



Chambre de
Commerce
du Canada

Canadian
Chamber of
Commerce

2021

RÉSOLUTIONS DE POLITIQUE



Positions sur certaines questions nationales et internationales en 2021

Le présent livret renferme les versions définitives approuvées de toutes les résolutions adoptées par les membres votants de la Chambre de commerce du Canada les 27 et 28 octobre 2021 lors de l'assemblée générale annuelle virtuelle de la Chambre de commerce.

Chaque résolution, une fois approuvée par une convention, demeure en vigueur pendant 3 ans. Les résolutions de 2021 ont fait l'objet de discussions, ont été modifiées et ont été approuvées au cours du débat, dans le cadre duquel des délégués votants accrédités de partout au pays ont examiné un total de 67 propositions qui avaient été rédigées à l'origine par les chambres de commerce locales et les comités d'orientation de la Chambre de commerce du Canada. Conformément aux règlements administratifs, une majorité de deux tiers des votes exprimés était nécessaire pour approuver chaque résolution. Les délégués ont approuvé 56 résolutions au cours des débats.

Ces résolutions seront portées à l'attention des représentants compétents du gouvernement fédéral et des ministères auxquels s'adressent les recommandations. La méthode de présentation de chaque élément sera déterminée par un certain nombre de facteurs, dont les événements ultérieurs et les dispositions législatives qui pourraient avoir une incidence sur le sujet, les renseignements supplémentaires qui pourraient être accessibles et le moment choisi d'une présentation. Tout au long de l'année, les membres seront tenus au fait et informés des mesures prises à l'égard de chacune de ces positions au moyen de résumés et de rapports figurant dans les publications de la Chambre de commerce du Canada.

Chambre de commerce du Canada
275, rue Slater, bureau 1700
Ottawa (Ontario) K1P 5H9
Téléphone : 613.238.4000
Chamber.ca

Table des matières

Agriculture	1
Soutenir les fermes de l'avenir.....	2
Économie numérique	7
Moteur de croissance: industrie des médias numériques.....	8
Harmonisation nord-américaine des règles en matière de protection des données et de cybersécurité	15
Nécessité d'adopter immédiatement une loi sur la vie privée fondée sur des principes, neutre sur le plan technologique et interopérable	18
Modifier la Loi canadienne anti-pourriel pour aider les petites entreprises	20
Finance et fiscalité	22
Moderniser le système de zones franches du Canada pour soutenir la reprise post-pandémie et la création d'emplois.....	23
Le travail à domicile est une forme de travail appelée à durer. L'Agence du revenu du Canada (ARC) devrait pérenniser le formulaire T2200	27
Éliminer la TVH/TPS sur les taxes et les frais provinciaux et municipaux	30
Déclaration conjointe des revenus personnels	31
Déclaration des bénéfices consolidés des groupes de sociétés au Canada	33
Un processus d'amélioration du régime fiscal.....	35
Exonération du remboursement des prêts accordés au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) pour les sociétés les plus touchées par la crise	37
Actualisation du taux effectif marginal d'imposition	39
Renforcer la population active par l'indexation de l'impôt	41
Aider les petites entreprises à se rétablir, à se développer et à favoriser la création d'emplois	43
Innovation en santé	46
Améliorer la capacité de fabrication de vaccins et de produits thérapeutiques au Canada	47
Faire progresser la résilience et le rétablissement de la santé et de l'économie à la suite de la pandémie	49
Ressources humaines.....	54
Améliorer les politiques d'immigration pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans les métiers spécialisés au Canada	55
Promouvoir le besoin d'une immigration davantage axée sur l'entrepreneuriat	58
Revoir le programme des travailleurs étrangers temporaires pour assurer la viabilité de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire nationales.	60

Aider les entreprises et les particuliers à se perfectionner et à se recycler grâce à des parcours d'apprentissage souples, accessibles et fondés sur des données probantes.....	63
Attirer et retenir un plus grand nombre d'étudiants étrangers grâce à une expérience de travail canadienne	66
Améliorer la stratégie d'établissement régionale d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)	70
L'apprentissage tout au long de la vie.....	74
Les anciens combattants : Un atout pour toute main-d'œuvre	78
Assurer une reprise inclusive : Garantir des services de garde d'enfants sûrs, fiables, de haute qualité, souples et abordables pour les propriétaires d'entreprises et les entrepreneures.....	81
Questions autochtones et territoriales	84
Création d'un plan d'action global pour l'établissement de relations commerciales durables avec les peuples autochtones.....	85
Création de l'Institut des infrastructures des Premières Nations	89
Industrie.....	92
Éliminer les obstacles au commerce interprovincial pour accélérer le redressement économique.....	93
Faciliter le redressement du secteur canadien du tourisme après la pandémie de COVID-19	97
Une nouvelle stratégie de pointe pour le secteur manufacturier.....	100
Créer des entreprises et des emplois dans l'économie bleue	103
Affaires internationale	106
Rétablir la publication annuelle sur les obstacles au commerce extérieur pour favoriser les intérêts canadiens.....	107
Des manquements dans la perception de droits ont des conséquences négatives sur les détaillants canadiens et les recettes fiscales du Canada.....	109
Renouveler les fondements de la relation Canada-États-Unis	112
Ressources naturelles et environnement	115
Les industries des ressources naturelles : une composante essentielle de la reprise post-pandémie...	116
Relations canado-américaines en matière d'énergie, d'approvisionnement et d'infrastructure	120
Collaborer avec l'industrie pour élaborer une stratégie nationale de captage, d'utilisation et de stockage du carbone	123
Réformer l'évaluation stratégique sur le changement climatique pour permettre l'achat de crédits carbone d'autres pays et de s'adapter à des normes propres à l'industrie	125
Questions spéciales	128
Le besoin urgent de remédier au défaut d'assurance des risques liés à la pandémie au Canada	129
La représentation des sociétés à la Cour canadienne de l'impôt.....	131
Établir un régime national d'assurance-médicaments efficace et viable.....	132

Une voie vers la résolution de la crise du logement abordable au Canada	134
Aborder les problèmes de santé mentale en milieu de travail	138
Aider les entreprises à réouvrir en toute sécurité en temps de COVID-19	141
Transport	144
Solutions de gestion de la demande en transport pour les zones industrielles et les parcs d'affaires du Canada	145
Améliorer la compétitivité, la connectivité et l'accès aux marchés par la création d'un corridor national d'infrastructures	148
Établir un cadre national d'infrastructure et de vente au détail pour les véhicules zéro émission (VZE) et les véhicules électriques (VE) au Canada.....	151
Améliorer la fluidité du transport ferroviaire de marchandises au Canada.....	154
Projet de train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail Canada.....	156
Maintien des opérations dans les infrastructures stratégiques de transport maritime et résilience des chaînes d'approvisionnement internationale	158
Mesures de soutien des petits aéroports et des aéroports de taille moyenne	160
Assurer la pérennité des entreprises de la porte d'entrée du Pacifique.....	163
L'accès aérien dans les régions rurales et éloignées	165
Secteur aérien et tourisme	169
Améliorations des liaisons terrestres vers les aéroports internationaux du Canada	172

Agriculture

Soutenir les fermes de l'avenir

DESCRIPTION

Pour nourrir la planète, nous allons devoir cultiver l'équivalent de 10 000 années de nourriture au cours des trente prochaines années, ce qui signifie que les producteurs agricoles du monde entier doivent augmenter leur capacité de production de 60 à 70 %. Cette demande se heurte à des ressources agricoles finies, notamment la main-d'œuvre, les terres et les investissements, auxquelles s'ajoutent les coûts élevés de l'adoption et de la mise en œuvre de technologies, les contraintes réglementaires et environnementales ainsi qu'un retard dans l'éducation spécialisée et le développement des compétences. La convergence du développement de compétences, de nouvelles technologies, de contrôles réglementaires et financiers doit être coordonnée afin de mettre en œuvre une stratégie agricole et agroalimentaire efficace et ainsi inventer les fermes de demain.

CONTEXTE

En mars 2016, le Conseil consultatif en matière de croissance économique (CCCE) du gouvernement fédéral a été chargé par le ministre des Finances de fournir des orientations stratégiques pour les conditions nécessaires à une croissance économique forte et soutenue à long terme. Le CCCE a désigné le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire comme un des six secteurs stratégiques pourvus d'un « solide potentiel de croissance inexploité et considérable ». Toutefois, si nous voulons devenir le principal acteur économique de notre croissance, nous devons puiser dans notre capital financier et social, notre capital humain, notre capital naturel ainsi que dans notre capital construit afin de développer et d'instaurer des pratiques durables, de sensibiliser davantage le public et d'accroître sa confiance, et d'assurer une sécurité alimentaire pour l'avenir.

Considérations d'ordre environnemental

La science et l'innovation ont été essentielles au progrès et à la croissance du secteur agricole et agroalimentaire canadien. De nombreuses innovations, comme les variétés de cultures, les races de bétail et les pratiques de gestion agricole, ont eu des effets positifs sur la santé, l'environnement et l'économie. Bon nombre d'innovations canadiennes ont donné lieu à des améliorations importantes. Les techniques et l'équipement de culture sans labour ont amélioré la santé du sol et la séquestration du carbone à l'échelle mondiale. Les améliorations de la génétique animale et de l'efficacité de l'alimentation ont réduit l'intensité des gaz à effets de serre (GES) dans la production de protéines animales. De plus, de nombreux scientifiques sont sûrs que l'agriculture peut être adaptée pour capter le carbone dans le sol. Les pratiques de captage du carbone dans le sol, regroupées sous le terme vague d'« agriculture régénératrice », ont cours depuis des décennies, voire par endroit depuis des siècles. Cependant, il existe des obstacles qui empêchent un plus grand nombre d'exploitants agricoles d'adopter ces stratégies, notamment le coût plus élevé de l'équipement spécialisé et le rendement inférieur, car ces pratiques ne permettent pas forcément de produire plus, ou elles exigent de vendre à des prix plus élevés sur un marché mondial où les producteurs ne fixent pas les prix.

Il faut en faire davantage pour garantir un approvisionnement suivi en aliments nutritifs produits de façon durable, maintenant et à l'avenir. La science continue de dévoiler les relations complexes entre la santé des sols, celle des humains et celle des animaux, et elle offre la possibilité de mettre en place des systèmes alimentaires à faible risque, à rendement plus élevé et de qualité.

Le gouvernement fédéral a accordé une attention et un financement accrus à la recherche et développement fondamentale et au soutien de l'innovation et de la commercialisation. Toutefois, un financement et un soutien supplémentaires sont nécessaires pour permettre aux entreprises de se développer et de commercialiser leurs innovations grâce à un marché de l'innovation, à un fonds de croissance dirigé par le secteur privé, à l'examen et à la rationalisation des programmes gouvernementaux axés sur l'innovation, à une approche systémique par niveaux pour étudier les crédits de carbone et les protocoles de conservation, et à des efforts accrus pour accéder aux talents grâce à des politiques d'immigration ciblées.

Capital humain : Éducation et développement des compétences.

Selon le rapport de la RBC, le nombre de jeunes qui poursuivent une carrière en agriculture diminue de 600 chaque année, et le nombre d'emplois agricoles laissés vacants par les Canadiens devrait passer de 63 000 en 2017 à 123 000 en 2020. La plupart de ces emplois vacants sont des emplois manuels et non qualifiés, et sont souvent occupés par des travailleurs étrangers temporaires. Nous devons lever les obstacles au travail et aux investissements dans le secteur et nous pencher non seulement sur le développement et la reconversion des compétences dans les transitions professionnelles, mais aussi sur le perfectionnement en début de carrière et la sensibilisation aux possibilités en agriculture, en agroalimentaire et en agrotechnologie.

La population est vieillissante en agriculture, et elle peut ne pas s'intéresser à la technologie; toutefois, l'agriculture est un secteur qui repose de plus en plus sur les technologies. Étant donné les avancées en apprentissage machine, en intelligence artificielle et en nouveaux systèmes innovants, il y a des possibilités accrues de perfectionnement professionnel en innovation et en technologie agricole.

De plus, il existe une occasion inexploitée de créer des programmes agricoles, similaires aux programmes de métiers, d'apprentissages et de santé. De tels programmes peuvent assurer une formation et un enseignement reposant sur la théorie, la sécurité et la science, mais peuvent ensuite aussi être intégrés à une formation et à une spécialisation appliquée du programme grâce à une expérience professionnelle immersive. En modélisant des programmes et en créant des mesures incitatives visant ce secteur spécialisé, le secteur d'activité et les établissements d'enseignement peuvent collaborer pour créer un ensemble de compétences utilisables qui permettent aux étudiants d'acquérir des connaissances et une expérience afin de contribuer avantageusement au secteur agricole et à notre économie à l'avenir.

Contrôle des coûts et incitatifs dans la technologie et l'innovation

Dans le monde, l'agriculture moderne commence à avoir recours aux technologies comme des capteurs perfectionnés, l'imagerie, la télésurveillance, l'automatisation, la robotique, l'intelligence artificielle et la chaîne de blocs. Alberta innovates désigne, parmi les technologies actuelles en cours de développement, des tracteurs autonomes, des cultivateurs automatisés et des moissonneuses robotiques. Les producteurs agricoles pourraient produire beaucoup plus de récoltes tout en minimisant les répercussions sur l'environnement en employant des dispositifs intelligents et automatisés.

Aujourd'hui, le secteur agroalimentaire canadien affiche de faibles taux d'adoption des technologies comparativement à d'autres pays. Le Canada peut rester compétitif et tirer parti du fait de combler l'écart entre les technologies émergentes et les méthodes agricoles traditionnelles, mais malheureusement, le Canada est à la traîne dans la course aux technologies agricoles. Les agriculteurs canadiens dépendent grandement du financement gouvernemental pour les nouvelles technologies et les nouveaux processus, et nous observons que la part du Canada de l'investissement mondial dans les technologies agricoles est inférieure à celle de l'Inde ou du Brésil.

Selon un rapport de RBC, le Canada pourrait gagner 11 milliards de dollars en PIB annuel d'ici 2030 en comblant l'écart de main-d'œuvre agricole et en accélérant les placements en technologie. Le PIB agricole serait porté à 51 milliards de dollars, le rendant supérieur à celui de l'assemblage automobile et de l'aéronautique réunis.

Alors que plus de 80 % des producteurs de moins de 40 ans disent utiliser la technologie, dans le cas des plus de 60 ans, ce pourcentage est de 57 %. Cette situation s'explique probablement par le sentiment largement répandu que le coût actuel de l'adoption des technologies ne donne pas lieu à des rendements financiers qui justifient cet investissement. L'agriculture est une activité nécessitant des capitaux massifs. Il en a toujours été ainsi. Il est donc difficile d'être concurrentiel dans une nouvelle économie qui prospère grâce aux logiciels et accorde une valeur encore plus grande aux actifs incorporels. L'accès des agriculteurs au crédit est aussi étonnamment faible : l'agriculture canadienne a une part de 1,9 % des prêts commerciaux nationaux. La moyenne mondiale est de 2,9 %; en Nouvelle-Zélande, c'est 14,1 %. L'intensité en capital est l'une des raisons pour lesquelles tant d'exploitations demeurent des entreprises familiales et sont exploitées par des familles, et représente un obstacle pour ceux qui songent à une carrière en agriculture.

La technologie devrait créer de nouvelles possibilités de carrières non traditionnelles dans le secteur agricole. Si le Canada trouve de nouveaux moyens de commercialiser la technologie, le pays peut aussi encourager l'acquisition des aptitudes qui s'y rattachent auprès de la prochaine génération.

Obstacles réglementaires

Les produits agroalimentaires font un long cheminement en plusieurs étapes avant d'atteindre le marché, et les questions agroalimentaires font naturellement intervenir plusieurs ministères au sein du gouvernement, ce qui entraîne des obstacles réglementaires. Une communication et une collaboration entre les différents ministères sont essentielles pour faire le tri entre les obstacles réglementaires et les éliminer. Tous les paliers de gouvernement doivent s'aligner pour améliorer l'efficacité en éliminant ou en réduisant la duplication des règlements.

De plus, de nombreux règlements applicables au secteur agroalimentaire sont obsolètes, ce qui entrave les investissements, l'innovation et la compétitivité. La modernisation de la réglementation doit mettre l'accent sur un juste équilibre entre la science et les risques sans entraver indûment l'innovation. Notre processus réglementaire doit démontrer que les aliments au Canada figurent parmi les plus sécuritaires, durables et nutritifs au monde.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Crée une approche systémique par niveaux pour créer des programmes qui rendent compte de la compensation carbone ou les crédits de carbone pour la séquestration de carbone et crée une stratégie cohérente axée sur la science qui tient compte de la réglementation environnementale et de l'économie, en évaluant l'intensité des émissions parallèlement à la séquestration de carbone et à la santé des sols.
2. Crée des subventions à l'emploi ou un programme de placement sur le marché du travail pour les employeurs afin d'encourager davantage de stages professionnels destinés aux étudiants, et encourage les stages étudiants en créant des crédits d'impôt étudiant pour les étudiants du postsecondaire qui cherchent des occasions d'emploi en agriculture, en agroalimentaire et en technologie agricole, favorise les possibilités de carrière en versant des subventions aux établissements secondaires et postsecondaires qui offrent des options en agriculture, en agroalimentaire et en technologie agricole aux étudiants.
3. Modernise et synchronise les règlements et les cadres afin d'accélérer les délais d'approbation et d'aider le secteur d'activité à s'adapter rapidement à la réglementation entourant les nouvelles technologies, stimule l'innovation, la commercialisation, l'investissement, la connectivité et la collecte de données dans les innovations en technologie agricole par des incitatifs fiscaux destinés aux promoteurs et aux investisseurs en technologies agricoles et crée des incitatifs fiscaux ou des subventions afin de permettre aux producteurs d'élaborer des stratégies en technologies agricoles sur l'exploitation, d'investir dans ces technologies, de les adopter et de les mettre en œuvre.

NOTES

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

¹ Rob Saik (2019), Food 5.0: <https://www.robertsaik.com/presentations.html> (en anglais)

² L'agroalimentaire englobe l'agriculture, la pêche et l'aquaculture, ainsi que la transformation des aliments et des boissons.

³ L'institut canadien des politiques agroalimentaires (2018), La vision d'avenir Barton : optimisation de la croissance dans le secteur agroalimentaire canadien : https://capi-icpa.ca/wp-content/uploads/2018/06/2018-06-22-CAPI-Barton_WhatWeHeardReport_Fr-2.pdf.

⁴ Washington Post, « Planting Crops and Carbon, too » :

<https://www.washingtonpost.com/graphics/2021/climate-solutions/climate-regenerative-agriculture/> (en anglais)

⁵ https://capi-icpa.ca/wp-content/uploads/2018/06/2018-06-22-CAPI-Barton_WhatWeHeardReport_Fr-2.pdf

RBC Leadership avisé (2019), Agriculteur 4.0 : Comment les prochains développements de connaissances peuvent transformer l'agriculture : http://www.rbc.com/economie/economic-reports/pdf/other-reports/Farmer4_aug2019_fr.pdf

⁷ Alberta Innovates, The Future of Farming: <https://albertainnovates.ca/impact/newsroom/the-future-of-farming/> (en anglais)

⁸ Tables sectorielles de stratégies économiques du Canada, Secteur agroalimentaire — Situation actuelle et possibilités d'avenir (Rapport provisoire), avril 2018.

RBC Leadership avisé (2019), Agriculteur 4.0 : Comment les prochains développements de connaissances peuvent transformer l'agriculture : http://www.rbc.com/economie/economic-reports/pdf/other-reports/Farmer4_aug2019_fr.pdf

RBC Leadership avisé (2019), Agriculteur 4.0 : Comment les prochains développements de connaissances peuvent transformer l'agriculture : http://www.rbc.com/economie/economic-reports/pdf/other-reports/Farmer4_aug2019_fr.pdf

RBC Leadership avisé (2019), Agriculteur 4.0 : Comment les prochains développements de connaissances peuvent transformer l'agriculture : http://www.rbc.com/economie/economic-reports/pdf/other-reports/Farmer4_aug2019_fr.pdf

¹² <https://capi-icpa.ca/wp-content/uploads/2017/04/Le-Canada-une-puissance-de-agroalimentaire-Renforcer-notre-compe%CC%81titivite%CC%81-et-exploiter-notre-potential-2017.pdf>

¹³ <https://capi-icpa.ca/wp-content/uploads/2017/04/Le-Canada-une-puissance-de-agroalimentaire-Renforcer-notre-compe%CC%81titivite%CC%81-et-exploiter-notre-potential-2017.pdf>

Économie numérique

Moteur de croissance: industrie des médias numériques

DESCRIPTION

Le Canada abrite une industrie des médias numériques florissante, reconnue comme un chef de file mondial de la production de jeux vidéo, de l'animation et des effets visuels. Le vaste savoir-faire du Canada dans le secteur des médias numériques englobe également des domaines comme la conception Web, le réseautage social, l'éducation, les soins de santé et la publicité. L'industrie canadienne de la télévision/du cinéma compte trois principaux secteurs qui génèrent des revenus : les films d'action tournés en direct; les effets vidéo; et l'animation numérique. Il y a trois regroupements de médias numériques de classe mondiale à Montréal, Toronto et Vancouver, ainsi que d'autres centres dynamiques à travers le pays. Ces centres englobent une gamme exhaustive de studios de production et de services de soutien.

CONTEXTE

Statista.com montre que l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique sont toujours en tête du classement national pour ce qui est du volume de production télévisuelle et cinématographique; une petite partie de ces activités ont lieu au Nouveau-Brunswick, en Alberta et en Nouvelle-Écosse. Le volume de production pour 2019-2020 s'élève à 9,3 milliards de dollars. (1) 83 % des entreprises de jeux vidéo sont de propriété et de contrôle canadiens; 17 % appartiennent à des intérêts étrangers¹, 86 % des emplois dans l'industrie sont dans des sociétés étrangères; 14 % sont dans des sociétés appartenant à des intérêts canadiens. À noter également que 5 % des grandes sociétés de jeux vidéo au Canada fournissent 90 % des emplois.

Le secteur du cinéma et de la télévision continue de contribuer de manière significative au PIB du Canada grâce à des dépenses de production de l'ordre de 8 à 9 milliards de dollars par an au cours de la période 2018-2020, selon les conclusions décrites dans Profil 2020 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada qui montrent que le secteur canadien de la production a généré 9,32 milliards de dollars en volume de production, 12,24 milliards de dollars en PIB et a créé 224 500 emplois à travers le Canada entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020. Les centres de développement de jeux vidéo sont similaires au cinéma / TV, encore une fois, principalement à Vancouver, Toronto, Montréal et d'autres grandes villes comme Edmonton et Calgary. Le rapport 2019 de l'Association canadienne du logiciel de divertissement a révélé une augmentation de 20 % de la contribution au PIB par rapport à 2017. [Les statistiques de la pandémie 2020-2021 jusqu'à ce jour ne sont pas fiables en tant qu'indicateurs de l'industrie, et les répercussions du télétravail dans l'industrie remettront en cause à la fois les données de 2020 et de 2021.] Sur ces 4,5 milliards de dollars, on estime que 2,6 milliards de dollars proviennent directement de l'industrie du jeu, et les 1,9 milliard de dollars restants représentent les retombées indirectes et induites. Dans l'ensemble, on compte 692 studios actifs de production de jeux au Canada, soit une hausse de 16 % par rapport à 2017.

¹ L'Entertainment Software Association of Canada (ESAC) affirme que l'industrie nationale des jeux contribue 3,7 milliards de dollars au PIB du Canada. <https://www.statista.com/statistics/441481/video-game-company-canada/>.

Les principaux concurrents pour les travaux de production de médias numériques sont interprovinciaux et internationaux. ²Or, la plupart des territoires étrangers ont une forme quelconque d'incitatif fiscal à la production afin de concurrencer pour obtenir du travail qui devient de plus en plus souvent distribué à l'échelle internationale. Les marchés et la demande croissent à cause des services de vidéo en continu sur demande comme Netflix et Amazon. Mais la plupart des provinces font face à la concurrence des pays où les frais de main-d'œuvre sont moins élevés grâce aux incitatifs provinciaux et fédéraux.

Ces dernières années, les gouvernements provinciaux ont mis l'accent sur la rétention des emplois et des revenus au sein de l'industrie à mesure que les marchés deviennent plus internationaux et concurrentiels. Les trois secteurs qui contribuent aux industries des médias numériques font face à des entraves à l'expansion semblables, dues au manque de talent et aux problèmes de capacité de l'industrie. Il n'y a pas suffisamment de travailleurs qualifiés pour produire du contenu dans tous les secteurs.

Cette situation rend les questions de politique fiscale encore plus pertinentes, c'est-à-dire que le gouvernement participe à la croissance ou à la stagnation de l'industrie selon ses incitatifs fiscaux. ³

Éducation – immigration – investissement

L'industrie canadienne des médias numériques vaut 22 milliards de dollars et elle appuie plus de 120 000 emplois créatifs, faisant du Canada une des principales destinations pour les investissements des entreprises mondiales de médias numériques. ⁴

Le Canada offre les coûts d'exploitation les moins élevés du G7 pour le divertissement numérique. Les studios du Canada profitent de l'environnement fiscal le plus concurrentiel parmi les pays du G7. Les incitatifs financiers offerts aux entreprises de médias numériques représentent l'avantage sur le plan des coûts. ⁵,

² À l'échelle internationale, les principaux concurrents du Canada sont les États-Unis, la Malaisie, Singapour, la Chine, la France et l'Inde. Aux États-Unis, les territoires qui concurrencent directement la Colombie-Britannique sont les « cinq grands » : la Californie, New York, le Texas, la Floride et la Géorgie. Ces états ont d'importants systèmes d'incitatifs fiscaux semblables à celui de la Colombie-Britannique et conçus de manière à concurrencer les incitatifs canadiens en vigueur principalement en Colombie-Britannique et en Ontario. En fonction du nombre d'habitants, l'industrie de la Colombie-Britannique rivalise avec les industries de la Californie et de New York qui sont les deux plus grands marchés des États-Unis.

³ Les crédits d'impôt pour l'industrie cinématographique/télévisuelle et des jeux vidéo ne sont pas des subventions. Depuis 1992, les incitatifs fiscaux à la production cinématographique/télévisuelle ont engendré 6 milliards de dollars de dépenses sur des productions intérieures et ont ajouté plus de 20 milliards de dollars de capitaux étrangers à l'économie provinciale pour les services de production, créant un impact économique de plus de 60 milliards de dollars en Colombie-Britannique.

⁴ Fonds des médias du Canada 2017

⁵ KPMG, Competitive Alternatives 2016 - Ibid points 1 à 6

1. L'industrie du jeu et des médias numériques du Canada est la troisième du monde par ordre d'importance, selon la taille et la qualité de son bassin de talents et de ses ressources techniques.
2. L'industrie canadienne de l'animation et des effets numériques est une part importante de l'économie du pays et est reconnue dans le monde entier pour son innovation et sa créativité.
3. Le Canada a des problèmes d'emploi : rétention des travailleurs qualifiés, amélioration des compétences, recyclage et intégration professionnelle.
4. La pénurie de talents crée des pressions à la hausse sur les salaires pour le personnel intermédiaire et principal. Des postes de niveau débutant sont disponibles, mais les écoles locales offrant des programmes de médias numériques n'ont pas assez de diplômés canadiens; en outre, bon nombre de diplômés requièrent une formation supplémentaire pour être employables, laissant l'industrie continuellement à court de travailleurs qualifiés.
5. Entre 30 % et 50 % des étudiants qui reçoivent une formation dans le réseau d'écoles privées offrant des programmes de médias numériques du Canada sont des étudiants étrangers qui ne peuvent légalement intégrer le marché du travail après avoir obtenu leur diplôme.

De plus, le travail produit par des gens moins expérimentés ne répond pas toujours aux critères des grands studios et des clients de renom. Cette lacune a mené au recrutement de talents intermédiaires et principaux à l'échelle internationale ou à l'impartition de portions de productions à l'étranger. ⁶

Compétitivité des coûts

Selon KPMG, les studios de production de jeux vidéo établis au Canada jouissent généralement d'un avantage de coût de 23,8 % par rapport à leurs homologues établis aux États-Unis.

Comment favoriser la croissance de l'industrie au Canada

Pour que le Canada puisse maintenir sa position clé au sein des secteurs mondiaux des productions cinématographiques/télévisuelles et des jeux vidéo et préserver et créer des milliers d'emplois, il devra se doter d'un programme de crédits d'impôt optimisé pour encourager la croissance et l'investissement. Grâce à un tel programme, la taille de l'industrie et la perspective de créer de nouveaux emplois au cours des cinq prochaines années sont des objectifs réalistes. ⁷,

⁶ Par exemple, entre 20 % et 30 % des employés de quelques grands studios d'animation numérique de la Colombie-Britannique sont recrutés à l'étranger pour répondre aux besoins. La plupart des employés étrangers doivent remplir les conditions d'Entrée express à cause de la nature des contrats de production dans l'industrie cinématographique/télévisuelle et des exigences canadiennes concernant l'expérience de travail.

⁷ La Colombie-Britannique, particulièrement Vancouver, abrite le plus grand regroupement de services de production du monde pour les secteurs des médias numériques et, notamment, pour le développement de contenu vidéo en continu, les effets visuels, l'animation numérique et la production de jeux vidéo. Comme en Ontario et au Québec, environ un cinquième des 150 000 emplois de haute

- Dans les villes de taille moyenne au Canada, le secteur de la haute technologie enregistre une croissance biennale de 30 %.
- Étant donné la tendance d'emploi régionale dans les villes canadiennes, les villes de taille moyenne obtiendraient environ 510 des 6 800 nouveaux emplois CNP 5241 prévus pour l'animation numérique et les effets vidéo.
- Si les crédits d'impôt régionaux et locaux étaient optimisés pour être le double du pourcentage estimatif de 7,5 %, cela équivaldrait à 1 020 emplois pour chaque région.
- Si ces emplois étaient répartis entre les trois principaux segments du secteur des médias numériques, cela signifierait 300 emplois ou plus pour l'animation numérique, les effets vidéo et la production de jeux vidéo.
- Étant donné la taille moyenne des studios moyens ou grands, cela signifierait l'établissement de sept à dix nouveaux studios, ce qui pourrait placer les villes canadiennes de taille moyenne parmi les dix premiers regroupements de production d'œuvres d'animation en Amérique du Nord.
- Si l'on prend le même 7,5 % et l'on calcule une cible de 15 % des 21 900 emplois, les régions locales obtiendraient chacune 1 640 et potentiellement 3 280 emplois nouveaux et de remplacement. Bon nombre des exigences pour ce genre de croissance de l'emploi sont en place dans de nombreuses régions, appuyant en partie cette croissance prévue pour la région.

⁸,

Une industrie saine au Canada

- Un rapport de 2018 par la Canadian Media Producers Association affirme que le volume de production au pays a atteint un sommet sans précédent de 8,38 milliards de dollars en 2016-2017.
- La Colombie-Britannique a toujours été parmi les trois principales provinces pour la production cinématographique et télévisuelle. L'année dernière, son volume a atteint 2,991 milliards de dollars, un peu plus que celui de l'Ontario qui a atteint 2,977 milliards de dollars. Le Québec, dont l'industrie de langue française est florissante, s'est classé troisième avec 1,754 milliard de dollars.

technologie de la province est attribuable au secteur des médias numériques (environ 15 000 emplois par province). Les médias numériques sont d'importants contributeurs aux plans d'emploi régionaux et s'ils sont adéquatement appuyés ils créent des emplois à long terme bien rémunérés.

⁸ Environ 20 studios d'effets visuels (VFX) et d'animation numérique emploient la majorité du personnel de production du contenu en Colombie-Britannique. Dans le secteur de l'animation, 80 % des animateurs travaillent chez DHX, Sony, Bardel, Atomic Cartoons, Rainmaker-WOW Entertainment Unlimited et Animal Logic Titmouse. Dans le secteur VFX, 5 000 artistes travaillent en Colombie-Britannique chez Digital Domain, Industrial Light & Magic, MPC, Zoic, FuseFX, CineSite, Image Engine, Stargate, Hydrualx, UMedia, COSA et Sequence. Tous ont de grands studios à Vancouver.

Formation professionnelle locale en médias

Bon nombre de collèges locaux et professionnels au Canada offrent des programmes de deux ans en animation classique qui décernent des diplômes à un maximum de 20 animateurs par an. Les universités offrent un baccalauréat en études médiatiques de quatre ans menant à un diplôme qui produit entre 20 et 30 diplômés par an. Les districts d'établissements secondaires de deuxième cycle s'associent aux grandes écoles d'animation pour offrir un curriculum à double reconnaissance de crédit axé sur les fondements de l'animation. Des programmes d'études axés sur les films en trois dimensions et les effets spéciaux sont lancés partout au pays.

Enfin, l'immigration en provenance des régions et des villes plus grandes et d'origine internationale amène des talents à chaque région du pays. Cette immigration appuie les nouveaux studios qui peuvent être établis dans de nombreuses petites régions comblant ainsi le manque de talents régionaux.

Durant la pandémie de 2020-2021, l'industrie a souffert des restrictions du télétravail et des nombreuses fermetures de bureaux et des nombreux protocoles sur les plateaux. Il était inévitable que les chiffres enregistrés par l'industrie reculent, et au cours de la période de 18 mois de septembre 2021 à décembre 2022, de meilleurs résultats témoigneront de la capacité de l'industrie à s'adapter et des taux de croissance.

Conclusion

L'industrie des médias numériques est un important moteur économique au Canada et ne montre aucun signe de ralentissement à l'avenir pourvu qu'elle soit encouragée. Grâce à cette croissance, le Canada peut établir l'infrastructure additionnelle nécessaire pour être un chef de file mondial dans tous ses secteurs, renforçant ainsi les économies provinciales.

- Les crédits d'impôt pour le secteur canadien de la production cinématographique/télévisuelle sont administrés par les provinces et stimulent fortement la croissance.
- Les crédits d'impôt en général pour le travail de base sont de 35 % pour les productions intérieures et de 28 % pour les productions étrangères.
- Les crédits d'impôt régionaux s'élèvent en moyenne à 12,5 % et à 6 % respectivement.
- Un crédit d'impôt pour lieu éloigné de 6 % est applicable aux productions intérieures et étrangères lorsque le travail est effectué à l'extérieur des grandes municipalités.
- Ces incitatifs fiscaux provinciaux pour les productions cinématographiques/télévisuelles peuvent être accumulés et incluent un crédit d'impôt fédéral de 16 % pour le travail provincial admissible pour les productions de jeux vidéo, mobiles, en ligne et RV/RA.

- Un crédit d'impôt à la formation de 30 % en moyenne est versé à un particulier établi dans la province qui est inscrit à un programme de formation approuvé. Le crédit d'impôt est plafonné à 3 % des dépenses de main-d'œuvre admissibles de l'entreprise, doit être obtenu conjointement avec le crédit d'impôt de base et n'est disponible actuellement que pour les productions intérieures fournissant une formation spécifiquement aux Canadiens.
- Pour l'industrie des jeux vidéo, le régime d'incitatifs fiscaux est plus simple. Le crédit d'impôt pour les produits multimédias interactifs numériques (CIPMIN) s'élève à 17,5 % de la main-d'œuvre admissible pour le contenu interactif. Des exemples de PMIN sont les jeux vidéo, les logiciels éducatifs, les produits ludo-éducatifs, les simulateurs et les applications RA/RV.⁹ Ce chiffre varie d'une province à l'autre au Canada.

Chaque province et territoire tient ses propres statistiques et régit ses industries numériques de différentes façons; toutefois, ils contribuent tous à l'ensemble du PIB et de la croissance de l'industrie au Canada. Il s'agit d'une industrie composite, comme l'indique l'introduction: la cinématographie, la télévision, les jeux et l'industrie des médias numériques en pleine expansion. L'élément le plus important, c'est que le gouvernement n'entrave pas cette croissance par manque de compréhension de l'industrie ou de surréglementation. Il sera crucial d'éduquer à tous les niveaux, les élèves de pré- et postsecondaire, mais aussi les investisseurs, pour que le Canada se fasse une place de premier plan dans l'industrie à l'échelle mondiale.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Continue les crédits d'impôt pour permettre aux nouvelles entreprises axées sur le numérique de s'établir et de prendre de l'expansion;
2. Élargisse les crédits d'impôt à la formation pour inclure les productions étrangères;
3. Avalise les permis de travail temporaires postsecondaires pour les diplômés des programmes d'études numériques provinciaux et territoriaux financés et agréés par l'État.

⁹ Exemple de croissance économique municipale : Si 7,5 % des emplois actuels étaient transférés à Kelowna, cela représenterait 375 postes VFX dans la région, ce qui équivaldrait à environ 22 millions de dollars en salaires VFX pour la région. Si 7,5 % des 5 800 emplois dans le secteur des jeux vidéo en Colombie-Britannique pouvaient être déménagés dans la région, 435 emplois additionnels amèneraient 33 millions de dollars en salaires pour des concepteurs de jeux à Kelowna.

NOTES

10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

¹⁰ CMPA (Canadian Media Producers Association).

¹¹ L'Entertainment Software Association of Canada (ESAC) affirme que l'industrie nationale des jeux contribue 3,7 milliards de dollars au PIB du Canada.

¹² À l'échelle internationale, les principaux concurrents du Canada sont les États-Unis, la Malaisie, Singapour, la Chine, la France et l'Inde. Aux États-Unis, les territoires qui concurrencent directement la Colombie-Britannique sont les « cinq grands » : la Californie, New York, le Texas, la Floride et la Géorgie. Ces états ont d'importants systèmes d'incitatifs fiscaux semblables à celui de la Colombie-Britannique et conçus de manière à concurrencer les incitatifs canadiens en vigueur principalement en Colombie-Britannique et en Ontario. En fonction du nombre d'habitants, l'industrie de la Colombie-Britannique rivalise avec les industries de la Californie et de New York qui sont les deux plus grands marchés des États-Unis.

¹³ Les crédits d'impôt pour l'industrie cinématographique/télévisuelle et des jeux vidéo ne sont pas des subventions. Depuis 1992, les incitatifs fiscaux à la production cinématographique/télévisuelle ont engendré 6 milliards de dollars de dépenses sur des productions intérieures et ont ajouté plus de 20 milliards de dollars de capitaux étrangers à l'économie provinciale pour les services de production, créant un impact économique de plus de 60 milliards de dollars en Colombie-Britannique.

¹⁴ Fonds des médias du Canada 2017

¹⁵ KPMG, Competitive Alternatives 2016 - Ibid points 1-6

¹⁶ Par exemple, entre 20 % et 30 % des employés de quelques grands studios d'animation numérique de la Colombie-Britannique sont recrutés à l'étranger pour répondre aux besoins. La plupart des employés étrangers doivent remplir les conditions d'Entrée express à cause de la nature des contrats de production dans l'industrie cinématographique/télévisuelle et des exigences canadiennes concernant l'expérience de travail.

¹⁷ La Colombie-Britannique, particulièrement Vancouver, abrite le plus grand regroupement de services de production du monde pour les secteurs des médias numériques et, notamment, pour le développement de contenu vidéo en continu, les effets visuels, l'animation numérique et la production de jeux vidéo. Comme en Ontario et au Québec, environ un cinquième des 150 000 emplois de haute technologie de la province est attribuable au secteur des médias numériques (environ 15 000 emplois par province). Les médias numériques sont d'importants contributeurs aux plans d'emploi régionaux et s'ils sont adéquatement appuyés ils créent des emplois à long terme bien rémunérés.

¹⁸ Environ 20 studios d'effets visuels (VFX) et d'animation numérique emploient la majorité du personnel de production du contenu en Colombie-Britannique. Dans le secteur de l'animation, 80 % des animateurs travaillent chez DHX, Sony, Bardel, Atomic Cartoons, Rainmaker-WOW Entertainment Unlimited et Animal Logic Titmouse. Dans le secteur VFX, 5 000 artistes travaillent en Colombie-Britannique chez Digital Domain, Industrial Light & Magic, MPC, Zoic, FuseFX, CineSite, Image Engine, Stargate, Hydrualx, UMedia, COSA et Sequence. Tous ont de grands studios à Vancouver.

¹⁹ Exemple de croissance économique municipale : Si 7,5 % des emplois actuels étaient transférés à Kelowna, cela représenterait 375 postes VFX dans la région, ce qui équivaldrait à environ 22 millions de dollars en salaires VFX pour la région. Si 7,5 % des 5 800 emplois dans le secteur des jeux vidéo en Colombie-Britannique pouvaient être déménagés dans la région, 435 emplois additionnels amèneraient 33 millions de dollars en salaires pour des concepteurs de jeux à Kelowna.

²⁰ LMP: Labour Market Partnership; SECC : Subvention pour l'emploi Canada-Colombie-Britannique; PBLMT: Project Based Labour Market Training (PBLMT)-WorkBC

Harmonisation nord-américaine des règles en matière de protection des données et de cybersécurité

DESCRIPTION

La Chambre de commerce du Canada s'est prononcée sur l'enjeu de la cybersécurité en 2019, par l'adoption d'une résolution demandant aux instances gouvernementales canadiennes de renforcer leurs efforts de lutte contre la cybercriminalité et de mieux informer la population à propos des dangers liés à la cybercriminalité. Au cours des deux années marquées par la pandémie de COVID-19 qui se sont écoulées depuis l'adoption de cette résolution, cet enjeu a pris une importance beaucoup plus grande, au point de constituer l'une des principales menaces envers le système économique mondial, selon le président de la Réserve fédérale américaine.

CONTEXTE

De multiples actes de piratages ont été médiatisés et ont fait réaliser à de nombreux entrepreneurs qu'il s'agit d'une menace importante et immédiate. La diversité de cibles ayant subi ces attaques a fait forte impression sur les entrepreneurs : des ministères et organismes gouvernementaux de nombreux États, incluant le gouvernement fédéral et ceux des provinces, de grandes sociétés multinationales et institutions financières, mais aussi de modestes entreprises manufacturières et commerces de détail de différentes régions du pays. Le message que cela envoie aux entrepreneurs peut ainsi être décourageant : personne n'est à l'abri, même les organisations et entreprises les mieux nanties ou, au contraire, les plus discrètes. La possibilité que de telles attaques soient perpétrées par l'entremise de personnes ayant un accès direct aux réseaux informatiques de l'entreprise, que ce soient des consultants ou des employés, ajoute une autre dimension préoccupante à cette situation.

La pandémie de COVID-19 a amené une explosion du nombre de cyberattaques. Statistique Canada révélait en septembre dernier que 42 % des Canadiens avaient été victimes d'au moins une tentative d'hameçonnage ou de fraude depuis le début de l'année 2020, tandis qu'une enquête de l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACEI) révélait qu'environ le quart des entreprises et organismes avaient été victimes d'une cyberattaque. Aux États-Unis l'année dernière, le FBI a dénoté plus de 241 000 rapports d'hameçonnage et on observe des phénomènes similaires en Mexique et ailleurs dans le monde. La nature souvent transnationale de ce type de criminalité doit nous inciter à chercher des réponses à l'échelle continentale, voire mondiale.

Dans ce contexte, en plus des efforts de lutte contre la cybercriminalité, différents gouvernements cherchent à rassurer les citoyens qui craignent pour la sécurité de leurs données personnelles. Le gouvernement fédéral a présenté le 17 novembre 2020 le projet de loi C-11, Loi édictant la Loi sur la protection de la vie privée des consommateurs et la Loi sur le Tribunal de la protection des renseignements personnels et des données et apportant des modifications corrélatives et connexes à d'autres lois, mais n'a pas été étudié par le Parlement à ce jour. Au Québec, l'étude du projet de loi n° 64, Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels, n'était toujours pas complétée à l'Assemblée nationale à l'été 2020, tandis que d'autres provinces pourraient être tentées d'agir afin de répondre aux préoccupations de leurs citoyens, étant donné l'absence de progrès de la législation fédérale.

Bien que les changements proposés par C-11 et par ses éventuels équivalents provinciaux, tout comme ceux du California Consumer Privacy Act entrés en vigueur le 1er janvier 2020, soient inspirés en partie du Règlement général sur la protection des données (RGPD) adopté par l'Union européenne (EU), ces projets de loi créent un enjeu de compétitivité pour nos entreprises. En effet, aucun équivalent de C-11 ne fait l'objet de discussions dans les instances fédérales américaines.

Considérant le volume et la valeur des flux de données transfrontaliers entre le Canada et les États-Unis, qui pourront continuer de croître grâce à l'entrée en vigueur du nouvel Accord Canada—États-Unis—Mexique le 1er juillet 2020, il est souhaitable que les États nord-américains conjuguent leurs efforts en vue de coordonner le plus possible les attentes et obligations en matière de cybersécurité et de protection des renseignements personnels. Étant donné que chacune des juridictions de l'ACEUM, incluant les États fédérés, peut légiférer en matière de protection des données personnelles, il est possible que certains problèmes puissent surgir, notamment en cas de conflits d'interprétation impliquant plusieurs pays, États ou provinces. Il est important pour le Canada de ne pas s'isoler de ses partenaires de l'ACEUM afin de ne pas nuire à son propre développement économique.

Un déséquilibre entre les régimes d'encadrement des renseignements personnels pourrait constituer une menace importante pour plusieurs secteurs économiques en plein essor au Canada, notamment ceux de l'intelligence artificielle et des sciences de la vie. L'analyse, le transfert et la valorisation des données sont au cœur des opérations de ces entreprises qui développent de nouvelles technologies qui améliorent la qualité de vie des Canadiens. Il serait souhaitable que les gouvernements qui affirment vouloir soutenir le développement de ces industries ne se contredisent pas en adoptant des lois et règlements qui nuiraient à leur compétitivité à l'échelle nord-américaine.

Le Canada aurait tout avantage à adopter une position de leadership et à entamer des discussions avec ses homologues américains et mexicains afin de favoriser l'élaboration d'un régime de protection des données qui serait équivalent pour l'ensemble des activités nord-américaines de nos entreprises. À la suite de l'échec du programme Privacy Shield américain, invalidé par la Cour de justice européenne le 16 juillet 2020, il est permis de croire que notre principal partenaire économique soit à la recherche d'un nouveau moyen d'arrimer sa politique avec le RGPD européen.

Cela est également vrai en matière de cybersécurité, puisque les deux enjeux sont intimement liés : même en imposant aux entreprises les lois les plus strictes au monde en matière de protection des renseignements personnels, ces informations demeurent vulnérables en cas de cyberattaque. Il faut donc voir considérer ces deux enjeux comme étant interdépendants.

Une politique commune nord-américaine en matière de cybersécurité qui exprimerait clairement la priorité accordée à ce domaine, qui rehausserait la gravité des sanctions imposées aux cybercriminels et qui assurerait le partage d'informations entre les autorités policières et réglementaires en la matière pourrait ainsi être intégrée à un régime nord-américain de protection des données.

En travaillant à la mise en place d'un espace économique numérique nord-américain à la fois sécuritaire et flexible, nous pouvons encourager le développement économique des entreprises canadiennes tout en protégeant adéquatement les données des Canadiens.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Proposer aux instances fédérales américaines et mexicaines l'élaboration d'un régime de protection des données et de cybersécurité commun qui encouragera le développement économique des entreprises nord-américaines tout en protégeant adéquatement les données des citoyens et des entreprises contre les utilisations inappropriées et les cyberattaques.
2. Éviter l'imposition trop rapide d'entraves à l'utilisation et au transfert de données qui seraient de nature à pénaliser les entreprises faisant affaire au Canada face à leurs concurrents du reste de l'Amérique du Nord d'ici à ce qu'un cadre nord-américain ait été mis en place.

Nécessité d'adopter immédiatement une loi sur la vie privée fondée sur des principes, neutre sur le plan technologique et interopérable

DESCRIPTION

La protection de la vie privée et la protection des données sont fondamentales dans notre économie moderne, où les Canadiens accèdent sans cesse à des services numériques dans le cadre de leur travail, pour communiquer avec leurs amis et leur famille, faire des achats en ligne et accéder à des services gouvernementaux essentiels. Les risques de cybersécurité n'ont jamais été aussi élevés, et les consommateurs méritent d'être bien protégés pour s'assurer que leurs données personnelles sont en sécurité. En même temps, des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs ont besoin d'un cadre flexible qui s'aligne sur les normes internationales afin d'innover et d'aller au-devant des clients sur les nouveaux marchés.

CONTEXTE

Pour s'assurer que les données du consommateur sont bien protégées et que les entreprises canadiennes restent compétitives, il est impératif que le gouvernement fédéral définisse des normes nationales. Le Comité de l'économie numérique souhaite souligner l'importance de faire avancer la législation fédérale sur la protection de la vie privée en temps opportun pour trois raisons :

- Tout d'abord, il est vital pour le gouvernement fédéral de faire preuve de leadership alors que les provinces cherchent à moderniser leurs lois provinciales sur la protection de la vie privée. Les entreprises canadiennes font du commerce interprovincial, et la cohérence de la législation est essentielle. Un patchwork de règles potentiellement incompatibles dans les différentes provinces créerait une confusion exponentielle chez les consommateurs et serait donc contraignant les entreprises. Une approche harmonisée permettrait aux consommateurs de comprendre plus simplement la façon dont leur information est protégée des cyberattaques et aux entreprises de s'acquitter de leurs obligations. Les entreprises canadiennes qui font du commerce interprovincial et international ont besoin d'un ensemble de règles cohérent et uniforme afin d'opérer dans un environnement prévisible. Les Canadiens ont aussi besoin d'un ensemble de règles clair et cohérent afin de comprendre exactement la façon dont leur vie privée et leur sécurité sont protégées où qu'ils vivent au Canada.
- Ensuite, il est important de faire adopter des dispositions législatives afin de s'assurer que nous suivons bien les normes internationales, y compris le Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne. Cette harmonisation internationale équilibrée permettra aux entreprises canadiennes de continuer à tirer parti de possibilités à l'étranger, à obtenir de nouveaux débouchés de croissance, de développement et d'expansion, et à rester compétitives à l'échelle mondiale.

- Enfin, il est important de faire adopter des dispositions législatives pour veiller à ce que nous restions en adéquation avec le RGPD. Il ne faut pas minimiser l'importance de cette démarche. Il est essentiel que les entreprises canadiennes puissent étendre leurs activités à l'étranger et rester compétitives. Ces mesures législatives sont cruciales pour assurer une reprise économique forte à la suite de la pandémie.

Nous sommes prêts à collaborer avec tous les parlementaires pour améliorer et renforcer cette législation importante afin de veiller à ce que le droit à la vie privée des Canadiens soit protégé et à ce que nos entreprises puissent innover, renforcer la sécurité contre les atteintes à la vie privée et continuer de se développer.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Travaille avec les provinces, les territoires, les partenaires internationaux et les entreprises pour adopter immédiatement une loi sur la protection de la vie privée fondée sur des principes, neutre sur le plan technologique et interopérable.

Modifier la Loi canadienne anti-pourriel pour aider les petites entreprises

DESCRIPTION

Les petites et moyennes entreprises s'inquiètent de l'impact de la *Loi canadienne anti-pourriel* (LCAP) sur leur capacité à communiquer avec d'éventuels clients. À cause de l'ambiguïté et des préoccupations suscitées par la loi, bon nombre d'entre elles évitent tout simplement de contacter des clients potentiels par crainte de représailles en vertu de la Loi.

CONTEXTE

La *Loi canadienne anti-pourriel* est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2014 et les opinions sont partagées quant à son efficacité pour réduire le pourriel, certains mentionnant une réduction évidente alors que d'autres indiquent qu'elle a considérablement affecté la capacité de communiquer par les voies commerciales habituelles.

Le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie de la Chambre des communes a effectué un examen de la LCAP à l'automne 2017 et a déposé son rapport à la Chambre des communes. On peut consulter le rapport à l'adresse suivante :

<https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/INDU/report-10/>.

Dans son rapport, le Comité présente au gouvernement plusieurs recommandations visant à apporter plus de clarté et à améliorer l'interprétation des règles. Il ne réclame pas l'abrogation de la Loi ni un remaniement en profondeur.

La Chambre de commerce du Canada a énoncé 17 recommandations pour aider le gouvernement à rendre la Loi plus conviviale pour les entreprises. Jusqu'à ce jour et pour autant que nous sachions aucune d'entre elles n'a été mise en œuvre.

Le gouvernement du Canada a réagi au rapport du Comité, indiquant qu'il prendrait en délibéré les recommandations, mais qu'il souhaite conserver le libellé actuel de la LCAP. Il a cependant accepté de réexaminer diverses définitions dans la Loi pour apporter plus de clarté. Il a cependant accepté de réexaminer diverses définitions dans la Loi pour apporter plus de clarté.

Les propriétaires de petites et moyennes entreprises ne veulent pas vivre dans la crainte de sanctions en vertu de la Loi simplement parce qu'ils envoient un courriel à quelqu'un qu'ils ont rencontré ou dont ils ont entendu parler pour présenter leur entreprise. Ils souhaitent nouer des relations professionnelles selon les modalités commerciales courantes, ce qui ne devrait pas être considéré comme étant du pourriel en vertu de la Loi.

Malgré les autres recommandations en vigueur à la Chambre de commerce du Canada, nous présentons une autre résolution à examiner.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Modifie la *Loi canadienne anti-pourriel* afin d'exempter de l'exigence de consentement l'envoi d'un courriel initial qui n'est pas une communication par courriel de masse à un client potentiel avec l'option pour le récipiendaire d'indiquer qu'il ne souhaite aucune autre communication après le contact initial.

Finance et fiscalité

Moderniser le système de zones franches du Canada pour soutenir la reprise post-pandémie et la création d'emplois

DESCRIPTION

L'actuel système de Centres ZF (zones franches) du Canada limite l'aptitude des entreprises à rivaliser avec les zones franches d'autres pays, à tirer parti des nouveaux avantages que prévoit l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), à se repositionner au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales, et à attirer et rapatrier les investissements commerciaux. Moderniser la démarche législative pour faire des Centres ZF existants un réseau de Centres ZF optimisé - en éliminant les limites sur la valeur ajoutée, en s'alignant sur les politiques de sécurité et de facilitation du commerce, et en simplifiant les processus administratifs - ira dans le sens des objectifs du Canada en matière de commerce international et accélérera la reprise post-pandémie.

CONTEXTE

Les zones franches (ou Centres ZF) sont des zones économiques spéciales, situées à des points précis, où des marchandises peuvent être importées, entreposées ou améliorées au titre d'un processus de fabrication créateur de valeur ajoutée, puis réexportées. Le système de Centres ZF du Canada ne prévoit pas de limites géographiques précises, mais vise à faciliter l'accès à une série de programmes assurant un traitement commercial, douanier et fiscal préférentiel à l'échelle du pays. Il établit donc des zones franches à des endroits dans lesquels une organisation fournit un accès à l'information et un soutien aux entreprises souhaitant bénéficier d'un programme de zone franche¹.

Moderniser le système des zones franches en améliorant et en optimisant les programmes et les politiques en vigueur stimulera la reprise économique post-pandémie du Canada par la création d'emplois et l'accroissement de sa compétitivité, sans créer de lourde charge financière supplémentaire pour le gouvernement fédéral. Le Canada sort de la pandémie de COVID-19; ce changement de politique lui donnerait donc une occasion unique d'aligner ses politiques économiques, commerciales, industrielles, frontalières et sécuritaires, tout en réaffirmant sa position dans la chaîne d'approvisionnement mondiale.

La mise en œuvre d'une réforme efficace des Centres ZF du Canada pourrait contribuer à créer 44 000 emplois de classe moyenne, et ces employés directs pourraient gagner des salaires totalisant environ 2,6 milliards de dollars. On peut estimer les retombées économiques directes de ces emplois à 3,6 milliards de dollars sur le produit intérieur brut (PIB) et à 5 milliards de dollars sur la production économique².

¹ Gouvernement du Canada, Zone franche.

<https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/programmes/politiques-finances-echanges-internationaux/zone-franche.html>

² Retombées économiques calculées à l'aide du modèle d'impact économique InterVistas. Le modèle d'impact économique InterVistas utilise des multiplicateurs dérivés de modèles économiques/statistiques/comptables d'économie générale fondés sur le modèle des entrées-sorties de l'économie canadienne généré par Statistique Canada.

Le potentiel économique du système de Centres ZF actuels est contraint par des limites de valeur ajoutée, par la discordance des politiques de sécurité et de facilitation des échanges commerciaux, et par des complexités et des fragmentations administratives. Les sociétés canadiennes sont aujourd'hui tenues à des limites strictes en matière de valeur ajoutée (entre 10 % et 20 %) qui désavantagent les programmes des Centres ZF canadiens par rapport aux zones franches des États-Unis, qui ne sont pas soumises à de telles restrictions. Lever les limites en vigueur en matière de valeur ajoutée pourrait permettre d'ouvrir les portes à des sociétés qui fabriquent ou qui produisent de nouveaux produits « faits au Canada » destinés à l'exportation et/ou à la consommation locale. Aux États-Unis, la possibilité de générer de la valeur ajoutée dans les zones franches crée des emplois et profite aux fournisseurs locaux. Quelque 63 % des produits qui entrent dans les zones franches des États-Unis sont utilisés dans des activités de production. Par exemple, l'usine Yamaha Motors située dans une zone franche de l'État de Géorgie achète 30 % de ses composants auprès de fournisseurs locaux et 20 % auprès d'autres fournisseurs aux États-Unis, favorisant l'emploi. Des sociétés canadiennes sont attirées par les zones franches des États-Unis, qui ne cessent de promouvoir leurs services auprès d'elles.

L'activité de fabrication à valeur ajoutée accrue permettrait aussi de créer des possibilités d'exportation vers d'autres marchés, dont les États-Unis et le Mexique dans le cadre de l'ACEUM, qui autorise la création d'une certaine quantité de valeur ajoutée avant l'exportation. Globalement, les règles d'origine exigent un contenu régional de 50 % ou 60 %, selon la méthode d'évaluation utilisée. Des produits qui, auparavant, auraient été entièrement fabriqués à l'étranger ou auraient contenu très peu de valeur ajoutée locale doivent désormais être conformes aux exigences de l'ACEUM en matière de valeur ajoutée.

Dans la nouvelle économie – d'autant plus en période de reprise post-pandémie où il faut créer de l'emploi et des salaires de classe moyenne –, rien ne justifie que le gouvernement fédéral limite le potentiel de ses programmes de zones franches aux seules entreprises qui œuvrent dans la distribution, le démontage et le réassemblage de produits, et qu'il écarte les entreprises qui exercent des activités à plus forte valeur ajoutée. La suppression des restrictions en vigueur en matière de valeur ajoutée nécessitera de modifier la *Loi sur la taxe d'accise*.

Les liens sont limités entre les programmes de zones franches et les programmes de facilitation du commerce et de sécurité en vigueur. Leur alignement pourrait être bénéfique à long terme alors que les contrôles de sécurité frontalière sont renforcés, mais pourrait également favoriser le rôle du Canada dans la chaîne d'approvisionnement mondiale et intégrer solidement notre pays au réseau dynamique des chaînes d'approvisionnement nord-américaines (Customs Trade Partnership Against Terrorism [CTPAT], partenariat douanes-commerce pour lutter contre le terrorisme)³. Grâce à la modernisation des Centres ZF, les entreprises pourraient bénéficier d'inspections frontalières allégées, d'avantages d'accès directs et de voies EXPRES (Programme d'expéditions rapides et sécuritaires) pour les camions aux postes frontières terrestres. Notons qu'en juin 2019, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (US CBP) se

³ Le CTPAT, partenariat douanes-commerce pour lutter contre le terrorisme, permet aux entreprises d'appliquer volontairement des normes de sécurité plus strictes en contrepartie de procédures allégées aux frontières comme, tel qu'indiqué ci-dessus, des privilèges d'accès directs aux services d'inspections à la frontière et l'utilisation de voies EXPRES (Programme d'expéditions rapides et sécuritaires) aux postes frontières terrestres entre le Canada et les États-Unis. Le programme canadien Partenaires en protection (PEP) est un dispositif similaire.

sont engagés à harmoniser le CTPAT et le programme canadien Partenaires en protection (PEP). S'intégrer au réseau des chaînes d'approvisionnement des États-Unis appuiera la politique d'achat préférentiel à l'échelle de l'Amérique du Nord mise en avant par l'administration des États-Unis.

Le Canada ne se sert pas des Centres ZF comme d'un outil économique stratégique autant que le font d'autres pays comme Singapour, les États-Unis et les Émirats arabes unis. Le système administratif existant est fragmenté et déroutant, en plus de ne pas répondre à l'approche conventionnelle du gouvernement fédéral, traditionnellement favorable à la simplification et la souplesse. Par exemple, le processus de demande et les critères requis pour établir un Centre ZF ne sont pas précisément définis; aucune entité n'est précisément qualifiée de responsable de la création de Centres ZF, et le rôle des diverses entités liées aux Centres ZF - exploitants, opérateurs, utilisateurs - n'est pas plus clairement défini.

Il faudra s'employer à élaborer des objectifs précis par secteur, mais on sait d'ores et déjà que plusieurs secteurs d'activité gagneraient à ce qu'on autorise un taux de valeur ajoutée supérieur et qu'on modernise le système des Centres ZF. Les entreprises canadiennes spécialisées dans la technologie pourraient collaborer avec des entreprises étrangères pour obtenir des composants entrant dans la fabrication de produits innovants conçus localement et fabriqués ici. Les sociétés canadiennes du secteur des sciences de la vie qui sont à l'avant-garde des développements dans les domaines de la biotechnologie, de la pharmacie, des dispositifs médicaux et de la technologie médicale pourraient également en tirer parti. Les entreprises pourraient utiliser les ressources des Centres ZF pour commercialiser leurs innovations et acheminer leurs produits plus rapidement et à moindres frais sur les marchés, tout en créant des emplois locaux.

Par exemple, le secteur de la foresterie pourrait s'orienter vers un objectif de fabrication à valeur ajoutée en créant du carton-bois et du carton-fibre pour la fabrication d'équipements de protection individuelle (EPI) à destination du marché intérieur et des marchés internationaux, et pour les sociétés du secteur du vêtement. Aujourd'hui, une grande partie de ces produits sont fabriqués à l'étranger, mais la réforme du système des Centres ZF pourrait permettre au Canada de rapatrier cette fabrication et les emplois qui y sont liés.

Pour tirer parti des avantages des programmes des Centres ZF le plus rapidement possible, le Canada doit poursuivre leur modernisation au plus tôt, au moyen d'un projet de loi d'exécution du budget ou de tout autre moyen législatif possible. Abroger les limites en vigueur en matière de valeur ajoutée s'inscrit dans le programme à long terme du Canada, qui vise une production à valeur ajoutée « locale »; au bout du compte, cet assouplissement permettra de rapatrier des emplois, d'en créer de nouveaux et de conserver des postes pour les Canadiens dans des industries émergentes clés. La simplification du réseau existant nécessitera également d'élaborer de nouvelles réglementations, éventuellement avec le soutien de la ministre des Finances et du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile. Ces nouvelles réglementations devraient être conjointement portées sous la forme d'un projet de loi omnibus.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Dépose un projet de loi et propose des modifications connexes à la réglementation, notamment :
 - a) l'annulation immédiate des restrictions en vigueur en matière de valeur ajoutée [paragraphe 273.1 (7) de la *Loi sur la taxe d'accise*] afin de mettre fin au désavantage concurrentiel des Centres ZF canadiens par rapport à leurs homologues états-uniens;
 - b) l'intégration du nouveau système de Centres ZF proposé, comprenant des politiques logistiques et de sécurité aux frontières renforcées, comme le CPTAT des É.-U. et le programme canadien PEP; et
 - c) la mise en œuvre de procédures administratives cohérentes et de processus d'accréditation bien définis pour les bénéficiaires, les exploitants et les utilisateurs des zones franches désignées.

Le travail à domicile est une forme de travail appelée à durer. L'Agence du revenu du Canada (ARC) devrait pérenniser le formulaire T2200

DESCRIPTION

Le gouvernement fédéral a mis en œuvre une version simplifiée du formulaire T2200 pour l'exercice 2020-2021. Ce formulaire temporaire a considérablement simplifié le processus de déclaration des conditions de travail par les employeurs. Revenir à la version longue du formulaire T2200 entraînera de lourdes procédures (charge administrative), mobilisant un temps précieux, qui, en plus de créer de la confusion, est autant de temps qui n'est pas consacré à l'exploitation et à l'expansion des affaires.

CONTEXTE

L'employeur doit remplir un formulaire T2200 pour attester l'admissibilité d'un employé à certaines déductions de dépenses d'emploi. L'employeur donne des renseignements sur les fonctions occupées par l'employé, ses dépenses, ses déplacements, ses commissions, et précise si l'employé a dû travailler de son domicile sur certaines plages de temps.

Toutefois, cette procédure subjective d'attestation de certains types de dépenses peut parfois être difficile à appliquer. Il arrive que ces renseignements soient incorrects, donnant lieu à un temps de suivi coûteux pour l'ARC.

Désormais, de nombreux employés travaillent et continueront de travailler à partir de la maison. Par conséquent, ils exécuteront des activités et des dépenses pour le compte de la société qui les emploie à même leurs ressources. Remplir le formulaire T2200 est une charge administrative supplémentaire en temps de précarité.

Certains gros employeurs doivent remplir un formulaire pour des centaines, voire des milliers d'employés. Cette obligation réduit la productivité, alourdit la charge administrative et monopolise une attention qui pourrait être consacrée à la croissance et à l'innovation.

Pour que l'employé puisse déduire des dépenses d'emploi de son revenu, le lieu où il accomplit le travail doit être son lieu de travail principal (où il travaille plus de 50 % du temps ou un lieu où il rencontre des clients). Rien n'est prévu pour l'espace de travail occupé dans la maison de l'employé (par exemple, en pourcentage de l'intérêt du crédit hypothécaire). Seuls les employés à commissions peuvent déduire l'impôt foncier/l'assurance habitation. Le formulaire T2200 ne prévoit rien pour les dépenses de services publics et les frais d'entretien. De leur côté, les employeurs peuvent déduire l'intérêt sur les bien détenus, l'impôt foncier, l'assurance commerciale et les services publics. Les coûts de l'emploi sont répercutés sur les employés, et les dispositions en vigueur sont trop rigides et chronophages pour permettre à ces derniers de demander cette déduction de leur revenu. Il faut changer de méthode.

Charge pour l'entreprise : de nombreuses personnes se sont mises à travailler depuis leur domicile; d'après une étude de Citrix, pratiquement les 3/4 (74 %) des employés de bureau affirment qu'ils préféreraient travailler à la maison au moins une partie du temps, et environ la même proportion (73 %) pensent que les entreprises vont perdre des talents si elles ne proposent pas des conditions de travail souples/à distance. Cette tendance s'observe dans le monde entier. Le code canadien des impôts doit tenir compte de cette nouvelle réalité et veiller à ce que la communauté d'affaires et les travailleurs soient prêts à faire face à tous les changements qui sont en train de se mettre en place. Le système du formulaire T2200 est un système archaïque qui alourdit la charge administrative pour l'employeur. Il doit désormais refléter la nouvelle réalité.

Le Royaume-Uni a déjà mis en œuvre un système de déduction fiscale pour les coûts supplémentaires qu'engendre l'obligation (ou la décision) de travailler à son domicile. Les employés peuvent demander 10 CAD par semaine à compter du 6 avril 2020 (ce montant était de 4 £ par semaine les années d'imposition précédentes) s'ils conservent les justificatifs des coûts supplémentaires engendrés, à savoir reçus, factures ou contrats. L'allègement fiscal est fonction de leur taux d'imposition. Par exemple, si l'employé est soumis au taux d'impôt de base de 20 % et demande un allègement fiscal sur le montant de 6 £ par semaine, il bénéficiera d'un allègement fiscal de 1,20 £ par semaine (20 % de 6 £). Il suffit aux employés de remplir un simple questionnaire en ligne qui permet de déterminer s'ils sont admissibles à cette mesure de remboursement des dépenses engagées pour le travail à domicile. S'ils sont admissibles, ils peuvent présenter leur demande sur un portail en ligne. Une fois la demande approuvée, le portail ajuste automatiquement le montant d'impôt de la personne au titre de l'exercice 2020-2021. L'employé bénéficiera de l'allègement fiscal directement dans son salaire et continuera à bénéficier de cet ajustement jusqu'en mars 2021.

Au Canada, une réduction d'impôt de 400 \$ est proposée par l'ARC aux employés qui ont effectué des dépenses liées au travail à domicile. Au lieu d'imposer qu'un formulaire T2200 soit rempli par l'employeur pour chaque employé, ce remboursement pourrait tout simplement être envoyé à tous les employés, même si certaines tâches administratives ne pourraient pas être évitées.

Le formulaire T2200 est parfois considéré comme un outil de remboursement incohérent. Les employés peuvent déduire la partie liée à leur espace de travail des coûts d'électricité et de chauffage, des frais d'entretien, de l'impôt foncier et de l'assurance habitation. En revanche, ils ne peuvent pas déduire l'intérêt du crédit hypothécaire ou demander une déduction pour amortissement alors qu'ils peuvent déduire une partie ou la totalité de leur loyer.

Régime fiscal actuel

Au titre de l'année d'imposition 2021, le gouvernement du Canada a condensé et simplifié le formulaire T2200, sans indiquer si cette simplification sera permanente. Dans cette version allégée, l'entreprise a moins d'informations à fournir pour que les employés puissent déduire certaines dépenses de leur revenu d'emploi. De trois pages, le formulaire est passé à une page. La simplification de ce formulaire due à la généralisation du travail à domicile est un allègement administratif très apprécié par les entreprises.

Depuis que les restrictions imposant de travailler à la maison ont été levées au milieu de l'année 2020, des modèles de travail hybrides se sont mis en place. Certains employeurs autorisent leurs employés à travailler chez eux une partie de la semaine et leur demandent de venir au bureau le reste du temps. D'autres ont décidé que les employés peuvent travailler à domicile de façon permanente. D'autres encore ont décidé de laisser leurs employés choisir eux-mêmes s'ils souhaitent ou non travailler de la maison. Les imprimés fiscaux simplifiés doivent être pérennisés pour tenir compte de l'évolution des modes de travail.

Une entreprise a besoin de visibilité pour être exploitée de façon efficiente. Si le gouvernement du Canada décide de revenir à la version longue du formulaire T2200, fastidieuse à remplir, il en résultera des inefficiences, une charge excessive et une courbe d'apprentissage supérieure pour les entreprises.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Garantisse l'égalité de traitement entre propriétaires d'entreprise, entre employés qui ne travaillent pas à commission et employés à commissions au plan des déductions de l'impôt sur le revenu pour travail à domicile, et que ces déductions portent sur les intérêts de crédit hypothécaire, le loyer, l'impôt foncier, les déductions pour amortissement et l'assurance habitation;
2. Pérennise la version simplifiée du formulaire T2200;
3. Fasse savoir aux employeurs comment bien utiliser et appliquer le formulaire T2200.

NOTES

^{1, 2, 3}

¹ HR Reporter, Wanted: Hybrid work model (consulté le 3 juin 2021)

² https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/t4044/depenses-emploi.html#Frais_d%C3%A9ductibles

³ <https://www.theguardian.com/money/2020/oct/16/working-from-home-tax-relief-hmrc-covid>

Éliminer la TVH/TPS sur les taxes et les frais provinciaux et municipaux

DESCRIPTION

Les administrations provinciales et municipales du Canada établissent les taxes et frais sur les biens et services dans leurs territoires qui sont prescrits par la loi. Souvent, la TVH fédérale est ensuite ajoutée à cette taxe ou à ces frais, augmentant le coût final du bien ou du service.

CONTEXTE

En Ontario, les municipalités sont autorisées à imposer une Taxe municipale sur l'hébergement (TMH) sur les nuitées dans les hôtels, les motels et les locations à court terme (Airbnb). Or, on a découvert que la TVH est maintenant appliquée au coût de location de la chambre et à la TMH. Il y a d'autres exemples de « taxe sur une taxe » au pays, notamment la TVH appliquée à la taxe d'accise sur l'essence et le diesel aux pompes.

Ces taxes sur taxes devraient être interdites au Canada, car elles augmentent le prix d'un bien ou service offert au public.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Élimine la TVH/TPS sur toutes les taxes imposées par les instances provinciales, territoriales ou municipales au Canada.

Déclaration conjointe des revenus personnels

DESCRIPTION

La Commission Carter a établi il y a longtemps que l'unité d'imposition adéquate est l'« unité familiale » et non l'unité individuelle. Les changements récents de l'imposition des conjoints au sein d'une unité familiale ont mis en évidence l'inégalité de la charge fiscale au sein de l'unité familiale. Les actionnaires d'entreprises canadiennes sont particulièrement vulnérables à ces changements. Il est grand temps de leur apporter une compensation en modifiant la *Loi de l'impôt sur le revenu* et en autorisant la déclaration conjointe des revenus.

CONTEXTE

Avant la publication du rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité, généralement appelée « Commission Carter », en 1966, l'unité de d'imposition au Canada était la personne. Plus précisément, l'impôt sur le revenu était dû par la personne percevant le revenu, quelle que soit sa situation de famille. Dans ce rapport, M. Carter a mis en évidence l'inégalité de ce système et précisé : « De graves problèmes relatifs à l'équité et à l'application de la loi découlent du fait que l'individu constitue l'unité d'imposition. »¹ Deux des quatre objectifs fondamentaux de la Commission Carter précisaient l'importance d'imposer l'unité familiale et non la personne. En résumé, ce rapport indiquait les éléments suivants :

Dans la plupart des familles, les revenus sont mis en commun, la consommation est commune et les responsabilités sont partagées. Le régime fiscal devrait refléter cet état de fait et considérer la famille comme l'unité imposable. Il faut distinguer la capacité de paiement de la famille de celle de chacun des membres de la famille².

Le régime fiscal doit également distinguer les responsabilités particulières et les dépenses de consommation de base des personnes seules et des familles, lesquelles modifient la capacité de paiement. Des frais médicaux inhabituellement importants, certains coûts d'éducation et le nombre d'enfants à charge, par exemple, sont autant d'éléments qui devraient être pris en compte dans la détermination des obligations fiscales³.

Le rapport de la Commission insiste beaucoup sur les principes d'équité et, à ce titre, sur l'imposition de l'unité familiale. En 1966, la question de l'inégalité que crée l'imposition des personnes formant une unité familiale revêtait déjà une importance majeure puisque M. Carter et ses collègues recommandaient les modifications suivantes à la *Loi de l'impôt sur le revenu* :

- L'unité familiale devrait bénéficier d'un barème d'imposition particulier et être imposée à partir du revenu familial global déclaré dans une déclaration de revenus unique;
- En vertu de ce « barème d'imposition de l'unité familiale », les unités familiales devraient payer moins d'impôts que les personnes recevant le même revenu;

¹ Rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité, op. cit. n °1, tome 3, p.135 (https://publications.gc.ca/collections/collection_2014/bcp-pco/Z1-1962-1-3-1-fra.pdf)

² The Family and the Income Tax Act in Canada, McGill Law Journal, vol. 18:4, 1972, David W. Beaubier, p. 1

³ Ibid, p. 1

- Les unités familiales devraient bénéficier d'une exemption de base environ deux fois plus élevée que celle d'un particulier;
- L'unité familiale devrait bénéficier de crédits d'impôt non remboursables pour les enfants de la famille⁴.

Même si les recommandations présentées dans le rapport sur la fiscalité à la Chambre des communes ont été validées par la Commission, les recommandations concernant la fiscalité de l'unité familiale n'ont pas donné lieu à une modification de la *Loi de l'impôt sur le revenu* à l'époque.

Les modifications récentes de la fiscalité des sociétés privées sous contrôle canadien (SPCC) et de leurs actionnaires ont remis la question à l'ordre du jour, car les propositions (qui ont désormais force de loi) portaient sur l'aptitude des familles qui exploitent des SPCC à répartir ou partager leur revenu entre leur conjoint et d'autres membres de la famille. La nouvelle législation sur l'impôt sur le revenu fractionné (IRF) a sonné le glas de ce qui était l'objectif principal de la Commission Carter, à savoir la possibilité de réduire la charge fiscale globale de l'unité familiale. Nous pensons que le moment est venu de régler cette inégalité engendrée par la réticence des gouvernements fédéraux successifs à reconnaître que l'unité familiale est l'unité d'imposition adéquate. L'entrée en vigueur de dispositions législatives qui permettront aux personnes mariées de soumettre une déclaration de revenus commune résoudra l'inégalité inhérente à notre régime fiscal et permettra d'éliminer la charge administrative et le fardeau en matière d'observation de la loi imposés par le régime d'IRF mis en place en 2018.

Des voix s'élèvent pour affirmer que la mise en place d'une méthode d'imposition qui ne reconnaît pas les « travailleuses » à titre individuel et leur contribution aux recettes fiscales à titre d'unité d'imposition propre n'a pas de valeur. Au contraire, nous pensons que l'adoption de dispositions permettant de présenter une déclaration de revenus conjointe n'aura aucun impact négatif sur le taux de participation des femmes au marché du travail et permettra plutôt d'optimiser les ressources financières après impôt de l'unité familiale, assurant donc une meilleure sécurité financière aux actives.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Établisse un cadre en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour reconnaître l'importance de l'unité familiale en tant qu'unité d'imposition appropriée;
2. Dépose un projet de loi pour instituer un « barème d'imposition de l'unité familiale » adapté à l'imposition de l'unité familiale;
3. Examine et revoie les crédits d'impôt non remboursables en vigueur pour les appliquer en bonne et due forme à l'imposition de l'unité familiale;
4. Dépose un projet de loi prévoyant que les familles puissent déposer une déclaration conjointe des revenus personnels qui corresponde au revenu familial complet de l'unité familiale.

⁴ Rapport de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité, op. cit. n °1, vol. 3, p.199

Déclaration des bénéfices consolidés des groupes de sociétés au Canada

DESCRIPTION

L'approche actuelle de l'imposition des groupes de sociétés au Canada ignore les principes de la communauté de biens et oblige les propriétaires à entreprendre une planification coûteuse et compliquée pour regrouper ou transférer les pertes ou les gains entre membres d'un même groupe de sociétés. Plusieurs pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) autorisent l'imposition des groupes de sociétés sur une base consolidée. Il est grand temps que le Canada rejoigne ses homologues en la matière.

CONTEXTE

« Tout homme a le droit, s'il le peut, d'organiser ses affaires de manière à ce que l'impôt applicable en vertu de la loi soit le moins élevé possible. » *Affaire Westminster* (1936)⁵

Comme l'indique ce dictum de l'affaire *Westminster*, les propriétaires de sociétés sont, dans les limites de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, autorisés à organiser leurs affaires de manière à réduire le montant de l'impôt sur le revenu dont ils s'acquitteraient s'ils ne planifiaient pas leurs obligations fiscales. Les contribuables concernés sont des groupes de sociétés à capital fermé dont les actionnaires sont souvent obligés d'entreprendre des opérations de consolidation des pertes complexes au moyen d'arrangements de financement, de réorganisations et de transferts de biens assortis de reports d'impôt qui engendrent le paiement d'honoraires professionnels (juridiques et comptables), et parfois des coûts supplémentaires liés à la sollicitation de décisions du ministère des Finances. Conformément à l'opinion formulée dans l'affaire *Westminster*, la possibilité d'organiser ses affaires existe, mais atteindre l'objectif d'imposition minimale est bien plus fastidieux qu'il ne devrait.

Plusieurs pays de l'OCDE ont promulgué des lois autorisant la consolidation des revenus des groupes de sociétés et permettant, soit de déclarer des revenus consolidés, soit de déclarer séparément les revenus de chaque société distincte. Les autorités fiscales des pays suivants (tous membres de l'OCDE) peuvent ordonner la consolidation des revenus des groupes de sociétés imposables au titre de l'impôt sur le revenu sur le territoire national : Autriche, Luxembourg, Mexique, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Espagne, France, Allemagne, Italie et Japon.

Plus encore, notre principal partenaire commercial, les États-Unis, prévoit également l'imposition consolidée des groupes de sociétés. Cette possibilité est offerte aux groupes de sociétés aux États-Unis qui répondent à certains critères depuis 1918 et établit que, même si les objectifs d'affaires sont atteints au moyen de différentes personnes morales, le code des impôts des États-Unis reconnaît la singularité de la personnalité de l'entité.

⁵ *Inland Revenue Commissioners v. Duke of Westminster* [1936] A.C. 1; 19 TC 490

Les entités étrangères qui souhaitent investir dans un pays tiendront toujours compte non seulement des taux d'imposition des sociétés, mais aussi du niveau de complexité et du fardeau que peut représenter la conformité réglementaire. Étant donné qu'un grand nombre de nos homologues économiques proposent une approche simplifiée de la déclaration de revenus des groupes de sociétés, on ne prend pas beaucoup de risque en disant que le Canada ne se classe probablement pas au même rang que ses concurrents au plan des pays destinataires de tels investissements.

Il faut reconnaître que l'observation des règles fiscales canadiennes appliquées aux groupes de sociétés est plus coûteuse pour les propriétaires d'entreprises canadiennes et freine la compétitivité des entreprises canadiennes pour attirer l'investissement étranger.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Dépose un projet de loi pour la création d'un régime formel d'imposition des groupes de sociétés qui institue une règle formelle sur les transferts de pertes et/ou les déclarations consolidées.

Un processus d'amélioration du régime fiscal

DESCRIPTION

Résolution visant à enclencher un cycle d'améliorations continues du régime fiscal facilité par un modèle intégrant les suggestions des entreprises canadiennes et des fiscalistes.

CONTEXTE

Au nom de son réseau national, la Chambre de commerce du Canada demande depuis longtemps la mise en place d'un régime fiscal plus compétitif, plus simple et plus juste, qui agisse comme un moteur de la prospérité économique du Canada.

Depuis 60 ans, les gouvernements qui se succèdent évitent de s'attaquer à une réforme en profondeur du système fiscal, jugeant l'exercice trop périlleux. Pourtant, de nombreux pays du G7 et de l'OCDE, dont fait partie le Canada, ont récemment mené de telles réformes.

La Chambre de commerce du Canada pense que le Canada ne peut plus repousser l'examen de son régime fiscal et a donc lancé en 2020 un projet d'examen auprès des entreprises baptisées *Viser la croissance*. Cet examen de la Chambre de commerce prend modèle sur l'examen Mirrlees effectué au Royaume-Uni et l'examen du groupe de travail sur la fiscalité pratiquée en Nouvelle-Zélande. Ces examens indépendants ont été menés en toute impartialité, et les recommandations qui en ont découlé ont ensuite été adoptées par les pouvoirs publics.

À l'issue de la deuxième consultation en importance jamais menée auprès de son réseau national en 2020, l'examen de la Chambre de commerce du Canada a permis d'élaborer une trentaine de possibilités d'améliorer le régime fiscal du Canada, pour les particuliers comme pour les entreprises. Cet examen à l'initiative de la Chambre de commerce du Canada démontre, parce qu'il débouche sur des résultats, le bien-fondé d'un cycle d'améliorations continues du régime fiscal fondé sur un modèle qui tient compte de la contribution des entreprises et des fiscalistes canadiens.

Le gouvernement fédéral devrait envisager d'établir son propre modèle d'améliorations du régime fiscal. À cet égard, il devrait s'inspirer du modèle de la Nouvelle-Zélande. En place depuis 1994, le modèle du processus de politique fiscale général (Generic Tax Policy Process ou GTPP) de la Nouvelle-Zélande permet au régime fiscal du pays de rester en phase avec les changements économiques, sociétaux et politiques. Le secteur privé, les services fiscaux et le gouvernement sont très favorables à ce processus formel parce qu'il repose sur un processus consultatif important. Selon les comptables agréés d'Australie et de Nouvelle-Zélande, le GTPP permet d'examiner les modifications fiscales dans leur ensemble. Le GTPP améliore les choix politiques et réglementaires, car il permet d'informer à l'avance les parties prenantes des modifications réglementaires. Les parties prenantes ont un accès amélioré à l'information sur l'ampleur et la nature des problèmes de politiques et les possibilités qu'ils génèrent. La consultation effectuée dans le cadre du GTPP favorise également la conformité volontaire, car il laisse aux contribuables le temps de comprendre les raisons de chaque changement et de trouver les moyens de s'y adapter. Les parties prenantes trouvent également qu'il donne de la

légitimité aux contributions des parties prenantes et confère un sens des responsabilités partagé quant aux changements, car ils ont de nombreuses possibilités de participer au processus⁶.

Le Canada devrait élaborer sa propre version du GTPP, qui pourrait contribuer à résoudre les nombreux défauts du système fiscal canadien. Comme l'a indiqué récemment Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), le régime fiscal canadien a de nombreux défauts, notamment la perte de l'avantage fiscal pour les entreprises depuis que les États-Unis ont abaissé leurs taux d'imposition; des taux et des seuils d'imposition sur le revenu des particuliers qui ne sont pas concurrentiels; une dépendance excessive aux impôts sur le revenu et les bénéfices, et une grande complexité administrative⁷.

Les Canadiens sont favorables à un tel changement. Selon une étude d'opinion publique de Nanos Research commandée par CPA Canada, ils réclament la simplification du régime fiscal. Plus de 81 % d'entre eux considèrent que la révision approfondie des politiques fiscales devrait être une priorité du gouvernement fédéral, et plus d'un sur trois (35 %) déclarent qu'elle devrait être une priorité majeure⁸.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Lance un groupe de travail pour explorer davantage, mettre au point et mettre en place un régime fiscal efficace qui comprend un examen du processus de politique fiscale général (Generic Tax Policy Process ou GTPP) de la Nouvelle-Zélande ainsi que d'autres modèles éprouvés dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une approche typiquement canadienne en matière de fiscalité au.

⁶ <https://www.cpacanada.ca/fr/404?item=%2fthe-cpa-profession%2fabout-cpa-canada%2fkey-activities%2fpublic-policy-governmentrelations%2fpolicy-advocacy%2fcpa-canada-tax-review-initiative&user=extranet%5canonymous&site=website>

⁷ <https://www.cpacanada.ca/fr/nouvelles/magazine-pivot/2019-05-07-reforme-fiscale-bruce-ball>

⁸ Document de présentation du groupe de travail sur la fiscalité (Tax Working Group Information Release Document), septembre 2018, https://taxworkinggroup.govt.nz/sites/default/files/2018-09/twg-bg-3933713-extending-the-taxation-of-capital-income_1.pdf

Exonération du remboursement des prêts accordés au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) pour les sociétés les plus touchées par la crise

DESCRIPTION

Parmi les entreprises canadiennes les plus durement touchées par la pandémie, beaucoup auront de la difficulté à honorer les échéances de remboursement des prêts accordés au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), ce qui les forcera à s'endetter davantage, retardant leur rétablissement financier.

CONTEXTE

Le programme du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes a constitué un bol d'air vital pour les quelque 900 000 sociétés canadiennes qui ont pu en bénéficier. Les conditions généreuses de ce prêt ont parfaitement répondu au besoin de nombreuses sociétés.

Les circonstances ont changé depuis le lancement de ce programme au début du mois d'avril 2020. Le gouvernement a assoupli les critères d'admissibilité et d'accès aux fonds du CUEC, sans modifier les conditions de remboursement pour tenir compte de la durée de fermeture des entreprises au public.

Malheureusement, la crise de la COVID-19 a touché certaines entreprises plus durement que d'autres. Pour de nombreuses sociétés œuvrant dans des secteurs tels que la restauration, l'accueil, le tourisme, les arts et les loisirs, le commerce de détail et les services à la personne, les restrictions d'accueil du public se sont étalées sur une grande partie de l'année dernière et de cette année. Certaines entreprises sont parfois restées complètement fermées. Il n'est pas inhabituel qu'une société s'endette en période de croissance économique, mais on peut à peine imaginer le niveau d'endettement atteint par certains propriétaires pour assurer la survie de leur entreprise. Certains se sont endettés envers leur établissement de crédit, leur propriétaire et leurs fournisseurs et, dans certains cas, ont hypothéqué des biens personnels et emprunté de l'argent à des amis et des membres de leur famille.

En plus de ne pas avoir pu offrir des niveaux de service normaux durant cette crise sanitaire, ces secteurs d'affaires seront sans doute les plus longs à se rétablir, car ils dépendent énormément de la confiance des clients et de la reprise de la vie sociale ordinaire.

Dans les conditions actuelles, ce prêt est sans intérêt jusqu'au 31 décembre 2022, date à laquelle l'intérêt sera porté à 5 %. Les entreprises qui auront remboursé 67 % du solde du prêt à cette date bénéficieront d'une exonération du remboursement du solde. Le remboursement total est exigible le 31 décembre 2025.

De nombreuses sociétés bénéficiaires du prêt du CUEC pourront honorer ces conditions, mais pour les plus durement touchées par la crise sanitaire, cette condition sera extrêmement difficile, voire impossible à honorer. Pour beaucoup d'entre elles, trois à cinq ans seront nécessaires ne serait-ce que pour retrouver un niveau de revenu identique à celui qu'elles affichaient avant la pandémie. Le remboursement d'un prêt sans intérêt ne sera pas leur priorité principale à court terme. Par conséquent, les entreprises les plus vulnérables seront aussi celles qui tireront le moins parti de ce programme; elles auront un montant d'intérêts important à payer en plus de l'obligation de rembourser 100 % du principal, situation qui repoussera d'autant leur rétablissement. Par ailleurs, le gouvernement se retrouvera dans l'obligation de recouvrer des dettes auprès des entreprises les plus vulnérables.

Non seulement certains secteurs d'affaires sont plus vulnérables à cette crise sanitaire, mais ce gouvernement a bien pris la mesure de son impact disproportionné sur certaines catégories sociodémographiques telles que les femmes, les minorités ethniques et raciales, et les Premières nations. Un très grand nombre de personnes appartenant à ces catégories démographiques dépendent, pour leur emploi, d'entreprises très touchées par la crise, et celles qui ont une entreprise bénéficient généralement de moins de soutien financier pour traverser une crise financière telle que celle générée par la COVID-19.

À ces difficultés s'ajoutent les problèmes de santé mentale qui touchent de nombreux propriétaires d'entreprise. Les restrictions sociales prolongées, l'alourdissement de l'endettement et la reprise moins optimiste qu'espéré pèsent lourdement sur de nombreuses personnes qui ont investi du temps et de l'argent en quantités considérables dans leur entreprise.

Les entreprises les plus durement touchées par cette crise sanitaire ont besoin d'un allongement de la période de prêt sans intérêt et de mesures d'exonération de dette plus décisives.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Rallonge de deux ans le délai de remboursement prévu au titre du programme du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.
2. Rende admissibles à la partie du prêt qui peut être exonérée de remboursement toutes les entreprises dont l'activité aura été freinée par les restrictions sanitaires liées à la COVID-19 en 2021.
3. Autorise toutes les entreprises dont l'activité aura été freinée par les restrictions sanitaires liées à la COVID-19 à être exonérées des intérêts exigibles avant la date butoir de remboursement du solde de leur prêt.

Actualisation du taux effectif marginal d'imposition

DESCRIPTION

Résolution visant à actualiser le taux effectif marginal d'imposition au Canada afin d'intégrer les dernières modifications fiscales en date.

CONTEXTE

Le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) est une estimation du niveau d'imposition sur les nouveaux investissements des entreprises. Il tient compte des taux d'imposition sur le revenu des sociétés prévus par les lois fédérale, provinciales et territoriales, ainsi que d'autres aspects du régime fiscal des sociétés, notamment les crédits d'impôt à l'investissement et les principales déductions, comme les déductions pour amortissement. Le TEMI tient également compte d'autres impôts et taxes payés par les sociétés, comme l'impôt sur le capital et les taxes de vente non recouvrables payées pour les acquisitions d'immobilisations. Le TEMI est particulièrement utile pour effectuer des comparaisons entre les pays et les secteurs de l'économie. Puisque le TEMI tient compte d'un grand nombre de facteurs, il offre une indication plus complète de la compétitivité fiscale globale, qui est un complément important aux comparaisons des taux statutaires d'imposition sur le revenu. Les TEMI offrent également une perspective historique très utile. Selon le ministère des Finances Canada, le TEMI est un élément de comparaison global utile pour mesurer la compétitivité fiscale.

Le ministère des Finances a publié et a mis à jour le TEMI en 2019 pour analyser la compétitivité fiscale du Canada par rapport à celles des États-Unis et d'autres pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) à l'issue des modifications fiscales annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne 2018 du Canada et des changements fiscaux importants annoncés par les États-Unis à la fin de 2017. À la connaissance de la Chambre de commerce du Canada, c'est la dernière fois que le TEMI a été mis à jour. Sur une base incluant tous les secteurs d'activité, la compétitivité fiscale globale du Canada a diminué ces dernières années par rapport à celle de ses homologues économiques (voir le tableau ci-dessous).

Le gouvernement fédéral annoncé un certain nombre de modifications fiscales importantes depuis le calcul du TEMI de 2019. Ces changements sont, entre autres, les suivants:

- Extension de la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée (TPS/RVH) à de nouveaux secteurs de l'économie numérique.
- Mise en œuvre d'une taxe sur les services numériques (TSN) de 3 % sur les recettes tirées des services numériques supérieures à 20 millions de dollars.
- Augmentation de 467 % sur dix ans de la taxe sur le carbone, qui passera de 30 \$ à 170 \$ la tonne d'ici 2030.

Vu ces annonces fiscales importantes, le ministère des Finances Canada devrait mettre le TEMI à jour rapidement afin qu'il soit possible d'évaluer la compétitivité fiscale globale du Canada en comparaison avec ses homologues économiques.

Le Canada ne devrait pas se contenter des conditions de reprise actuelles et devrait dépasser son plafond de croissance historique de 2 %. Une croissance de 2 % du produit intérieur brut (PIB) permet de réduire le déficit fédéral, mais contribue aussi à l'augmentation continue de la dette fédérale et limite les chances pour tous au pays.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Actualise le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) pour tenir compte des modifications fiscales importantes annoncées depuis 2019 afin que le Canada surveille sa compétitivité fiscale.

NOTES

^{1, 2, 3}

¹ Ministère des Finances Canada, 2019, document d'information : Taux effectifs marginaux d'imposition. <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2019/07/document-dinformation--taux-effectifs-marginaux-dimposition.html>

² Ministère des Finances Canada, 2019, document d'information : Taux effectifs marginaux d'imposition. <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2019/07/document-dinformation--taux-effectifs-marginaux-dimposition.html>

³ Ministère des Finances Canada, 2019, document d'information : Taux effectifs marginaux d'imposition. <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2019/07/document-dinformation--taux-effectifs-marginaux-dimposition.html>

Renforcer la population active par l'indexation de l'impôt

DESCRIPTION

Des incohérences dans l'indexation des déductions fiscales touchent de façon injuste les entreprises et pèsent sur le taux d'activité.

CONTEXTE

Le ministère des Finances Canada a commencé à indexer les tranches d'imposition des particuliers de toutes les déclarations de revenus en 1988. En revanche, il n'a pas indexé plusieurs déductions, créant des distorsions au sein de la population active. La déduction des coûts de garde d'enfants et les cotisations au Régime de pensions du Canada sont deux exemples précis qui ont des répercussions sur le monde des affaires. L'indexation a été mise en œuvre pour éviter le changement de tranche d'imposition si, en raison d'une hausse du coût de la vie, le contribuable glissait dans une nouvelle tranche et, par conséquent, ne gagnait pas plus d'argent.

Les déductions pour garde d'enfants en vigueur, qui ne s'appliquent que pour les enfants de moins de six ans, sont plafonnées à 8 000 \$ par an. Cette déduction est supérieure au niveau de 1998, qui était de 7 000 \$ par an, mais le montant de cette augmentation ne correspond ni à l'inflation ni à la hausse considérable des coûts de garde d'enfants. (Le taux d'inflation annuel de la période 1998-2017 est de 1,91 %).

Plusieurs provinces et municipalités ont essayé de mettre en place diverses méthodes pour réduire le coût de la garde d'enfants, comme plafonner ces coûts ou verser des subventions. Ces programmes pilotes sont, par nature, souvent temporaires et ne constituent pas une solution généralisée au coût élevé de la garde d'enfants qui, par un effet incitatif, relèverait le taux d'activité à l'échelle du pays. L'étude de 2020 sur la garde d'enfants du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) a conclu que la politique publique peut faire baisser les coûts de garde d'enfants, au contraire des forces du marché.

L'étude de 2019 du CCPA concluait que les coûts de garde d'enfants ont augmenté plus rapidement que l'inflation dans 61 % des villes canadiennes et que ces coûts sont souvent le deuxième poste de dépenses pour des parents après le loyer ou l'hypothèque. Ce coût varie beaucoup en fonction de la région. Il est de deux à dix fois plus élevé pour les parents qui vivent dans un grand centre métropolitain comme Toronto ou Vancouver que pour les familles installées dans de plus petites villes. Il est souvent disproportionné par rapport à ce que gagnerait un parent à travailler et a donc un effet dissuasif qui freine le taux d'activité.

Les fortes pénuries de main-d'œuvre deviennent une norme partout au Canada. Il est donc de la responsabilité du gouvernement de rendre le marché du travail aussi attractif que possible pour les parents. Une étude de l'université de Sherbrooke a montré que la baisse des coûts de garde d'enfants au Québec avait eu des répercussions positives considérables sur l'économie. Depuis l'instauration des services de garde à contribution réduite au Québec en 2008, près de 70 000 mères de plus occupent un emploi, soit une augmentation du taux d'emploi des femmes de 3,7 %, contribuant à hauteur de 1,70 % au PIB du Québec. L'avantage financier pour les familles de la déduction fiscale fédérale est

relativement faible par rapport à celui du programme des services de garde à contribution réduite du Québec. Il est donc raisonnable de penser que la baisse des services de garde d'enfants a exercé un impact positif important sur l'emploi et sur l'économie.

À l'autre extrémité du cycle de vie de la vie active, il y a la question des cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC). Depuis 1998, les gains maximaux annuels ouvrant droit à pension ont augmenté de 19 000 \$ (en 2018) à cause de l'indexation. En comparaison, l'exemption de base n'a pas augmenté d'un dollar, et les cotisations des employés auxquelles abonde l'employeur ont augmenté de 1 525 \$, soit une augmentation de 143 % en vingt ans.

Les Canadiens et leurs employeurs contribuent d'un montant toujours plus élevé au financement du RPC. L'indexation du montant de cotisation maximal et la non-indexation de l'exemption de base continuent de relever considérablement le coût des prélèvements sociaux, alors même que les entreprises font déjà face à une hausse généralisée des coûts. Plusieurs crédits d'impôt sont indexés, ainsi que les tranches d'impôt, pourtant certaines incohérences demeurent dans l'application des indexations. Celles-ci s'ajoutent à la complication du régime fiscal canadien et affaiblit la population active canadienne en décourageant la participation au marché du travail.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Rende la *Loi de l'impôt sur le revenu* plus cohérente en indexant tous les plafonds d'exemptions, de déductions et de contributions.

NOTES

^{1, 2}

¹ https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2020/03/En%20evolution_12%20mars.pdf

² <https://www.cbc.ca/news/business/childcare-costs-canada-1.5008106>

Aider les petites entreprises à se rétablir, à se développer et à favoriser la création d'emplois

DESCRIPTION

Les petites et moyennes entreprises (PME) du Canada ont payé un lourd tribut à la pandémie de COVID-19(1). Les taux de vaccination sont en hausse et l'économie rouvre lentement. Les PME continuent toutefois d'être confrontées à de nombreuses difficultés, qu'elles aient retrouvé le même niveau d'activité qu'avant la pandémie ou qu'elles fassent partie des secteurs les plus durement touchés qui seront les derniers à se remettre de la crise. Plus de 99 % des entreprises canadiennes sont des PME(2). Tandis que les dirigeants politiques commencent à analyser le déroulement du rebond économique et de la reprise au Canada, il est fondamental que le gouvernement place les PME au premier rang de ses préoccupations en matière de politique de croissance économique et de création d'emplois.

CONTEXTE

Il existe aujourd'hui deux catégories de PME face à la reprise : beaucoup vont continuer à souffrir des restrictions liées à la protection de la santé publique qui les empêchent de fonctionner à plein régime, parfois même à faible régime, et les empêcheront de redémarrer normalement au moins jusqu'en 2022. C'est notamment le cas des entreprises du tourisme, des services d'accueil, et des secteurs du voyage, de l'organisation d'événements, et des arts et de la culture. En revanche, les PME d'autres secteurs pourront rouvrir intégralement d'ici la fin de l'année 2021 et sont en train de calculer comment elles vont rembourser les dettes contractées durant la pandémie sans se mettre en difficulté.

Face à ces deux réalités, les gouvernements doivent adopter des politiques favorables aux entreprises toujours touchées par la pandémie, afin qu'elles reçoivent le soutien dont elles ont besoin pour faire le joint jusqu'à la reprise, tout en s'assurant que celles qui sont sur la voie de la reprise puissent investir et se développer, sans être limitées à leur seule capacité de rembourser leur dette. Ce n'est pas aux PME de supporter le fardeau financier de la pandémie par des augmentations d'impôts et de charges, et l'érection d'autres obstacles réglementaires prohibitifs.

Néanmoins, il ne faut pas se cacher la réalité sur les motivations qui poussent les PME à rembourser leurs dettes et à éviter d'investir dans de nouveaux projets. Selon l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises (ECSE) de mai 2021 menée par Statistique Canada, les petites entreprises étaient 2,5 fois plus susceptibles que les grandes de subir une dégradation de leur notation de crédit durant la pandémie. La même enquête indique également que les sociétés des secteurs les plus durement touchés sont celles qui ont le plus recouru à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) (59 % des entreprises du secteur de l'hébergement et de la restauration, et 52 % des entreprises des arts, des loisirs et des divertissements) et à la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) (41 % des entreprises du secteur de l'hébergement et de la restauration, et 24 % des entreprises des arts, des loisirs et des divertissements). Tous secteurs confondus, 37 % des entreprises ont eu recours à la SSUC et seulement 12 % à la SUCL. Il est évident que les PME de ces secteurs vont avoir besoin d'un appui continu du gouvernement jusqu'à ce que toutes les restrictions soient levées et qu'elles puissent reprendre le cours normal de leurs activités.

Enfin, selon un rapport d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada de 2020, la croissance de l'emploi d'une entreprise est négativement corrélée à son fardeau réglementaire, notamment pour les petites entreprises. Le rapport conclut que pour chaque augmentation d'un point de pourcentage du taux de croissance de l'intensité du coût de la conformité à la réglementation (CCR), on observe une baisse de 1,6 point de pourcentage du taux de croissance du revenu d'une entreprise et de 0,5 point de pourcentage du taux de croissance de son effectif (4). Malgré le CCR supplémentaire, les PME sont historiquement les premiers créateurs d'emploi du Canada.

Entre 2014 et 2019, 61,2 % de la croissance nette des emplois dans le secteur privé au Canada était attribuable aux PME. Pour favoriser la croissance économique et la création d'emplois après la pandémie, le gouvernement du Canada doit s'employer à réduire le fardeau réglementaire des PME et à créer des débouchés pour la commercialisation des produits, l'innovation et l'expansion des PME.

Plus de 99 % des sociétés au Canada sont des PME, lesquelles représentent plus de 76 % de tous les emplois dans le secteur privé. Il est impératif que la reprise économique du Canada privilégie la capacité des PME à participer activement à l'économie, afin qu'elles ne se contentent pas de fonctionner à une petite vitesse de croisière en essayant de rembourser leurs dettes. La reprise post-pandémie est l'occasion pour le gouvernement d'instaurer des conditions de concurrence plus justes pour les PME et de créer des possibilités plutôt que d'ériger des barrières, en créant des emplois plutôt qu'en provoquant des licenciements.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

S'engage à soutenir les PME, non seulement en les aidant à survivre en ces temps de pandémie, mais en facilitant leur rétablissement, en prenant les mesures suivantes :

1. S'assurer que toute nouvelle réglementation liée aux PME améliore les possibilités ou crée des débouchés pour les PME sans créer de nouveaux obstacles réglementaires. Pour éviter de tels problèmes, le gouvernement devrait consulter le réseau de chambres du commerce du Canada par l'intermédiaire de la Chambre de commerce du Canada lorsqu'il élabore de nouvelles réglementations importantes.
2. Déterminer des mesures qui favorisent la reprise économique et la création d'emplois à court terme pour les PME, y compris des congés fiscaux, et encourager la commercialisation de l'innovation, l'investissement et la croissance.
3. Repousser au 31 décembre 2024 la date limite de remboursement des prêts accordés au titre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) pour pouvoir bénéficier d'une exonération de remboursement.
4. Prolonger la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) pour les entreprises qui subiront les restrictions sanitaires jusqu'au printemps 2022 en maintenant les taux de subvention de la période 16 (9 mai - 5 juin); et

5. Allonger la période de remboursement et accorder une dispense de remboursement d'intérêts pour tous les prêts d'urgence garantis par l'État (SSUC, Programme de crédit aux entreprises [PCE], Programme de crédit pour les secteurs durement touchés [PCSDT], Fonds d'aide et de relance régionale [FARR], etc.).

NOTES

¹, ², ³, ⁴, ⁵

¹ <https://edmontonjournal.com/business/local-business/covid-impacts-on-small-biz>

² https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03126.html

³ https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&Id=1305631

⁴ https://publications.gc.ca/collections/collection_2021/isde-ised/lu188-140-2020-fra.pdf

⁵ https://www.ic.gc.ca/eic/site/061.nsf/fra/h_03126.html

Innovation en santé

Améliorer la capacité de fabrication de vaccins et de produits thérapeutiques au Canada

DESCRIPTION

Le Canada a besoin d'une capacité nationale de fabrication de vaccins et de produits thérapeutiques afin de pouvoir intervenir d'une manière coordonnée et opportune aux futurs variants de la COVID-19 et à d'autres pandémies éventuelles.

CONTEXTE

Les nouveaux variants de la COVID-19 et la capacité des approvisionnements en vaccins à l'échelle nationale à compenser leurs effets actuels et potentiels constituent une préoccupation majeure pour la réouverture de l'activité économique au Canada. La fabrication canadienne de vaccins a été inexistante, laissant 37 millions de résidents dépendants de produits fabriqués à l'extérieur de nos frontières. Bien que l'approvisionnement domestique ait augmenté au cours de la pandémie, le Canada a été laissé derrière les États-Unis et le Royaume-Uni qui possédaient tous deux des capacités de fabrication et de recherche au début de la pandémie de COVID-19.

Tout au long de la pandémie de COVID-19 actuelle, les détracteurs de la stratégie canadienne de vaccination ont affirmé que trop de mauvais accords ont été négociés et que la fabrication nationale n'a pas été développée à un niveau adéquat. Selon un article paru dans le National Post du 4 février 2021, le gouvernement fédéral a tenté d'attirer tous les grands fabricants mondiaux de vaccins pour qu'ils s'installent au Canada, mais les installations de fabrication requises ne sont pas disponibles. La ministre de l'Approvisionnement, Anita Anand, a déclaré que les entreprises ont conclu que la capacité de biofabrication au Canada, au moment de la passation des marchés en août et septembre 2020, était trop limitée pour justifier l'investissement de capitaux et d'expertise.

Dans un article paru le 22 mars 2021 dans Options politiques, Greg Marchildon et Les Boehm, professeurs à l'Université de Toronto, affirmaient que le Canada doit faire des investissements dès maintenant pour s'assurer que les vaccins seront produits au pays à l'avenir. Lors de la dernière pandémie mondiale de grippe, il y a un siècle, les laboratoires Connaught ont non seulement produit l'approvisionnement national requis, mais ont également exporté vers le Royaume-Uni et les États-Unis.

Brad Sorenson, PDG de Providence Therapeutics, une société pharmaceutique située à Calgary, a déclaré dans un reportage de CBC News du 30 avril 2021 qu'il était prêt à retirer sa société du Canada et à produire dans une autre juridiction, car les demandes de soutien supplémentaire auprès du gouvernement fédéral sont restées sans réponse. M. Sorenson a suffisamment subi les « tergiversations » de tous les ordres de gouvernement pour travailler avec le conseil d'administration de son entreprise afin de déplacer les opérations à l'étranger et de se concentrer sur le développement d'un vaccin pour l'hémisphère sud.

Un reportage de CTV News du 12 mai 2021 révèle en effet que la société Providence s'était engagée à mener des essais de phase 2 au Canada, mais que les relations avec le gouvernement fédéral ont été difficiles au point qu'elle ait envisagé de transférer les essais et la production futurs dans une autre juridiction.

Le premier ministre Trudeau a ajouté que le Canada ne veut plus jamais être pris au dépourvu. Le gouvernement fédéral verse 173 millions de dollars pour aider l'entreprise Medicago de Québec à mettre au point un vaccin contre la COVID-19 et à mettre sur pied une importante installation de production.

Un financement fédéral d'environ 200 millions de dollars a également été alloué pour accroître les capacités de fabrication de vaccins de l'entreprise Resilience Biotechnologies de Mississauga. En juin 2021, la campagne de vaccination du Canada s'améliore après un départ relativement lent dû à des retards de production et des objectifs de livraison manqués. Le Canada est généralement en avance sur la plupart des pays du G20, mais reste derrière les États-Unis et le Royaume-Uni.

Le sous-ministre d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Simon Kennedy, a déclaré que le Royaume-Uni avait tout simplement une longueur d'avance au début de la pandémie. « Le Royaume-Uni compte de très grands exploitants-manufacturiers contractuels qui étaient capables de passer rapidement à la production de vaccins contre la COVID. Le Royaume-Uni a certainement su réorienter ses activités pour assurer une fabrication nationale, mais il partait déjà avec une bonne longueur d'avance. »

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. En collaboration avec le secteur privé et les provinces, élabore et mette en œuvre une stratégie nationale de fabrication de vaccins et de produits thérapeutiques axée sur le développement rapide de produits pour les pathogènes émergents et futurs;
2. Travaille avec le secteur privé, les établissements de recherche et les gouvernements provinciaux pour accroître la capacité nationale de biofabrication;
3. Apporte un soutien financier aux nouvelles entreprises technologiques canadiennes dans la production de vaccins et de produits thérapeutiques destinés aux marchés mondiaux;
4. Crée un environnement concurrentiel pour l'investissement au Canada, ce qui comprend la simplification du processus réglementaire et l'amélioration du processus d'approvisionnement pour les innovations médicales afin d'inciter les entreprises à investir au Canada.

Faire progresser la résilience et le rétablissement de la santé et de l'économie à la suite de la pandémie

DESCRIPTION

La pandémie a mis en évidence la fragilité de nos systèmes de soins de santé et montré le rôle essentiel que joue le secteur des sciences de la vie dans notre santé et notre bien-être économique. La pandémie a également révélé l'importance de renforcer la résilience, favorisée par une meilleure adoption des innovations en matière de santé et rendue possible par une infrastructure de données sur la santé interopérable. La mise en place d'un système de santé et de sciences de la vie résilient ne sera pas facile, mais elle peut être réalisée grâce à des partenariats public-privé et à une stratégie la coordination entre le gouvernement fédéral et les provinces seront essentielles pour participer aux chaînes d'approvisionnement mondiales qui protègent le public pendant les crises sanitaires mondiales et pour en bénéficier.

CONTEXTE

Voici ce qu'il faut pour créer une résilience accrue dans le système de soins de santé :

- L'accès des Canadiens aux médicaments et aux vaccins les plus récents et les plus innovants. Nous savons que l'accès aux médicaments innovants nous permet non seulement de lutter contre les maladies et de réduire le risque de décès dû à de tels virus, mais qu'il contribue également à diminuer les effets secondaires et tertiaires des maladies chroniques et à améliorer la santé de la population. Selon les données publiées, le Canada est à la traîne par rapport à la plupart des pays de l'OCDE en ce qui concerne l'adoption de médicaments innovants, en raison de l'examen des médicaments multiniveaux et séquentiel ainsi que du processus de remboursement public. Cela signifie que les patients canadiens attendent plus longtemps pour avoir accès à des traitements qui pourraient améliorer leur qualité de vie et les rendre plus résistants aux maladies. L'échange de l'accès à l'innovation ne devrait pas être une mesure de contrôle des coûts. Nous constatons que l'économie est plus durement touchée lorsque la santé publique est en péril - en fait, il n'y a pas de plus grande menace. Nous devons donner la priorité aux soins de santé, voire investir davantage dans ce domaine, afin de stimuler l'économie. De plus, les coûts de la prestation des soins de santé augmentent, mais on pourrait y remédier en éliminant le déséquilibre fiscal qui existe actuellement entre les provinces et le gouvernement fédéral.
- L'amélioration du financement et de l'accès aux tests diagnostiques nécessaires pour offrir des traitements plus précis et pour rattraper l'arriéré des chirurgies et des interventions est un élément clé et une exigence immédiate pour assurer que les patients reçoivent des soins en temps opportun. Avec l'émergence de la pandémie de COVID-19 au Canada, les hôpitaux ont suspendu les interventions non urgentes afin de créer une capacité de soins actifs pour les patients atteints de la COVID-19. Bien que cette approche ait permis une disponibilité immédiate des ressources hospitalières, elle a également contribué à créer un retard important dans les services médicalement nécessaires qui doit être comblé. Les temps d'attente pour les services étaient déjà une préoccupation avant la pandémie de COVID; ce défi a désormais été aggravé, ce qui a un effet négatif sur l'état de santé de certains patients et, par conséquent, sur leur capacité à retourner au travail et à contribuer à la reprise économique.

- Développer une infrastructure de données de santé interoperable et assurer un suivi des mesures des résultats rapportés par les patients pour permettre des soins de santé fondés sur la valeur. Ces dernières années, les systèmes et établissements de soins de santé sont confrontés à des problèmes de capacité à l'échelle du système, aggravés par les pressions budgétaires et la volonté d'accroître la valeur et la productivité. Les données sur la santé, les solutions de santé numériques et l'analyse prédictive sont utiles pour éliminer les obstacles qui empêchent de répondre aux problèmes de capacité des soins actifs, améliorer le flux des patients et les transitions dans les soins, tout en prévenant les visites inutiles aux urgences et à l'hôpital et en favorisant l'adoption de soins intégrés. Si la pandémie a eu des conséquences négatives et tragiques sur un grand nombre de personnes, elle a également permis de montrer que le système de santé canadien est capable de réagir et de s'adapter rapidement aux nouvelles idées et technologies pour améliorer l'accès et les soins aux patients. Le Canada doit poursuivre sur sa lancée et déployer les outils numériques de santé et d'analyse qui ont été créés par nécessité pendant cette crise. L'amélioration de l'accès aux soins de santé est non seulement essentielle à une économie plus efficace, mais elle contribue également à une croissance économique inclusive.
- Un rôle important dans le système de soins de santé du Canada pour les payeurs privés, les employeurs et les prestataires de soins de santé complémentaires - dont beaucoup ont apporté d'énormes contributions à la réponse du Canada face à la pandémie de COVID-19. Selon l'Institut canadien d'information sur la santé, près de 30 % des dépenses de santé du Canada en 2020 provenaient du secteur privé. Au début de la crise, les régimes d'employeurs ont devancé les provinces en offrant un accès à distance aux médecins et aux autres professionnels de la santé. Ils ont également élargi la couverture des psychothérapeutes et des travailleurs sociaux, contribuant ainsi à répondre à la demande croissante de soutien en santé mentale. Les pharmaciens ont contribué à étendre les tests de dépistage et le déploiement des vaccins, allégeant ainsi la pression des travailleurs de première ligne. Il faudra des années aux gouvernements pour résorber l'arriéré et répondre aux nouvelles demandes issues de la pandémie de COVID-19, et le Canada a besoin de ces intervenants en soins de santé élargis pour combler les lacunes et apporter des innovations aux Canadiens.

Le gouvernement fédéral a un rôle clé à jouer pour accélérer la mise en marché des technologies de la santé, permettant ainsi aux Canadiens d'avoir un accès plus rapide aux options thérapeutiques dont ils ont besoin. Les décisions en matière d'évaluation économique et de remboursement sont prises par plusieurs compétences gouvernementales et nécessitent une harmonisation et un partenariat accrus ainsi qu'un sentiment d'urgence entre l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (ACMTS), l'Alliance pancanadienne pharmaceutique (APP) et les régimes d'assurance-médicaments provinciaux et les organismes de lutte contre le cancer afin de s'assurer que les gains d'efficacité dans une partie de la voie d'accès ne sont pas rendus superflus par des retards importants dans d'autres systèmes impliqués dans le processus.

Le gouvernement fédéral a également un rôle à jouer pour accroître les investissements dans l'adoption des technologies de la santé à tous les niveaux de gouvernement. Bien que la planification et la prestation des soins de santé demeurent un mandat provincial, les fournisseurs de soins de santé ont de la difficulté à obtenir des capitaux ou des fonds d'exploitation pour effectuer les investissements nécessaires afin de réaliser les gains attribués aux capacités numériques et d'intelligence artificielle.

Il est également nécessaire d'adopter une approche globale pour régler l'arriéré de chirurgies et d'interventions médicales dans tous les systèmes de santé canadiens, ce qui exige à la fois des fonds de fonctionnement supplémentaires et de nouveaux investissements dans les biens d'équipement de santé. Concrètement, pour soutenir la réalisation des objectifs susmentionnés, la Chambre de commerce du Canada soutient et réitère la recommandation émise précédemment par le Groupe consultatif sur l'innovation des soins de santé de créer un Fonds d'innovation pour les soins de santé échelonné sur dix ans qui augmentera progressivement :

- Les objectifs du Fonds consisteraient à apporter des changements durables et systémiques à la prestation des services de santé au Canada, et plus précisément, à atteindre les objectifs mentionnés aux points 1), 2) et 3) ci-dessus.
- Le Fonds ne serait pas affecté en fonction de formules de transfert existantes et ses ressources ne seraient pas utilisées pour financer la prestation de services de santé qui sont actuellement assurés par les régimes fédéraux, provinciaux et territoriaux. Le Fonds serait affecté en fonction d'une attribution rigoureuse tenant compte de critères transparents, ayant un regard particulier sur l'incidence mesurable des résultats pour la santé, la création d'une valeur économique et sociale, la durabilité, l'adaptabilité et un engagement des partenaires à soutenir les innovations réussies.
- Les dépenses annuelles du Fonds d'innovation pour les soins de santé qui devraient augmenter progressivement avec une cible d'environ milliard de dollars par an, provenant principalement de nouveaux engagements fédéraux.

Il faut une stratégie nationale pour promouvoir une infrastructure de données de santé robuste, numérisée, interconnectée et axée sur le patient, avec un engagement à faire progresser les soins de santé fondés sur la valeur et à mieux intégrer l'utilisation de données probantes du monde réel pour soutenir la prise de décision. Grâce au soutien du Fonds d'innovation pour les soins de santé, ou en s'appuyant sur les efforts actuels d'organisations telles que l'Institut canadien d'information sur la santé, fournir une plus grande transparence sur les soins de santé au Canada, en menant des efforts de matière de « données ouvertes », en mettant les données à la disposition d'un vaste éventail d'intervenants vérifiés, y compris le public, pour permettre l'innovation. Cette approche est conditionnelle à ce que le gouvernement reconsidère, en priorité, la façon dont les données anonymisées sont considérées dans le cadre de la réforme des lois fédérales sur la protection de la vie privée proposée par le projet de loi C-11.

Une infrastructure de données de santé robuste et des soins de santé fondés sur la valeur peuvent se renforcer mutuellement. Les soins de santé fondés sur la valeur, qui impliquent des achats fondés sur la valeur, peuvent également constituer une solution de rechange aux modèles de facturation et de paiement à l'acte. Récompenser le volume des services - plutôt que leur valeur - décourage l'adoption de technologies innovantes ou de nouvelles méthodes de travail. D'un autre côté, une plus grande adoption de technologies innovantes signifie plus de données à partager dans une structure de données ouverte et, en fin de compte, une prise de décision plus éclairée en matière d'innovation.

Enfin, il est essentiel que le gouvernement fédéral veille à ce que les initiatives fédérales concernant le régime national d'assurance-médicaments, les soins aux aînés et la santé mentale reconnaissent le rôle important que jouent actuellement dans ces domaines les payeurs privés, les employeurs et les fournisseurs de soins de santé complémentaires, et qu'il s'appuie sur ce rôle (plutôt que de le remplacer).

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Favorise la résilience et le rétablissement de la santé et de l'économie à la suite d'une pandémie en prenant les mesures suivantes :

1. Prendre des engagements ciblés visant à réduire le temps d'accès au marché pour l'adoption de technologies de santé novatrices, notamment les produits thérapeutiques, les vaccins et les technologies médicales connexes.
 - a) Santé Canada devrait chercher d'autres occasions d'améliorer la coopération en matière de réglementation avec les administrations homologues en participant à des programmes comme le projet Orbis.
 - b) Santé Canada et l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé (ACMTS) devraient se fixer comme objectif d'adopter les données probantes du monde réel et les paramètres de substitution dans un pourcentage ciblé des décisions en matière de réglementation et de remboursement d'ici 2025.
2. Augmenter les investissements dans l'adoption des technologies de la santé à tous les ordres de gouvernement en consacrant une partie des Transferts canadiens pour la santé (TCS) aux outils et services numériques, aux produits thérapeutiques, aux diagnostics et aux vaccins.
3. Adopter une approche globale pour régler l'arriéré de chirurgies et d'interventions médicales dans tous les systèmes de santé canadiens, ce qui nécessite à la fois des fonds de fonctionnement supplémentaires et de nouveaux investissements dans les biens d'équipement de santé.
4. Élaborer une stratégie nationale visant à promouvoir une infrastructure de données de santé robuste, numérisée, interconnectée et axée sur le patient, en s'engageant à faire progresser les soins de santé fondés sur la valeur et à mieux intégrer l'utilisation de données réelles pour soutenir la prise de décision.
5. Veiller à ce que les initiatives fédérales concernant le régime national d'assurance-médicaments, les soins aux aînés et la santé mentale reconnaissent le rôle important que jouent actuellement dans ces domaines les payeurs privés, les employeurs et les fournisseurs de soins de santé complémentaires, et s'appuient sur ce rôle (plutôt que de le remplacer).

NOTES

1

¹.Libre-cours à l'innovation : Soins de santé excellents pour le Canada, Rapport du Groupe consultatif sur l'innovation des soins de santé (2015), <https://healthycanadians.gc.ca/publications/health-system-systeme-sante/report-healthcare-innovation-rapport-soins/alt/report-healthcare-innovation-rapport-soins-fra.pdf>

Ressources humaines

Améliorer les politiques d'immigration pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre dans les métiers spécialisés au Canada

DESCRIPTION

Il existe actuellement une importante pénurie de gens de métier qualifiés au Canada et, bien que le gouvernement ait entrepris ces dernières années de former davantage de travailleurs dans les métiers, la population canadienne actuelle ne peut combler immédiatement les pénuries de main-d'œuvre. Cette situation engendre des obstacles économiques qui empêchent les entreprises canadiennes non seulement de maintenir leurs activités, mais aussi de stimuler la croissance du marché.

CONTEXTE

Actuellement, les politiques d'immigration économique canadiennes sont axées sur l'offre et ne reflètent pas les réalités complexes du secteur des métiers. Dans le cadre d'un système fondé sur l'offre, la sélection des immigrants au Canada repose sur des caractéristiques de capital humain optimales comme le fait d'être jeune, d'avoir fait des études supérieures, de maîtriser la langue et d'avoir une expérience de travail qualifié à l'étranger. Dans le cas d'une politique d'immigration axée sur l'employeur, on devrait tenir compte des besoins en main-d'œuvre de l'entreprise pour évaluer la capacité d'une personne à immigrer. Selon Boucher et Cerna (2014), la politique d'immigration la plus efficace consiste à intégrer une approche en deux étapes pour inciter les ressortissants étrangers à demeurer au pays. Cette approche consiste tout d'abord à faire engager le ressortissant étranger par une entreprise et ensuite, grâce au parrainage de l'employeur, à lui donner la possibilité de demander la résidence permanente. L'objectif final est de faire en sorte que le « nouvel » immigrant ait déjà trouvé un emploi, se soit adapté à un milieu de travail canadien et ait acquis une certaine expérience du mode de vie canadien, ce qui favorisera une réinstallation réussie (Bhuyan, Jeyapal, Ku, Sakamoto et Chou, 2015).

Selon ConstrForce Canada (2020), les industries de tous les secteurs sont confrontées à une grave pénurie de travailleurs qualifiés. À défaut de mettre en place des politiques visant à assurer la viabilité de la main-d'œuvre, la demande ne fera qu'augmenter et les conditions du marché du travail s'aggraveront : salaires gonflés, coûts de production élevés, occasions de croissance, d'investissement et de mise en place d'activités économiques progressistes manquées pour les entreprises (Dijkema et Speer, 2020). C'est pourquoi il faut sérieusement envisager de mettre en place des politiques d'immigration ciblées, comme l'octroi de la résidence permanente aux gens de métier qualifiés étrangers déjà employés au Canada.

ConstrForce Canada (2020) souligne également que l'augmentation des niveaux d'immigration entraînera une hausse de la demande de logements au pays, ce qui ne fera qu'accentuer le besoin croissant de gens de métier qualifiés dans l'industrie de la construction. Si l'on prend l'exemple de ce secteur, la demande actuelle de travailleurs qualifiés est exacerbée par « le départ à la retraite prévu de 257 100 travailleurs au cours des dix prochaines années », ce qui représente une demande à court terme de 307 300 nouveaux travailleurs dans ce secteur d'ici 2029 (ConstrForce Canada, 2020, p. 1-2). Sur ces 307 300 nouveaux travailleurs, environ 50 200 sont destinés à combler de nouveaux postes vacants. En outre, ConstrForce Canada (2020) signale que la baisse du taux de natalité se traduit par

un déficit de jeunes travailleurs pour remplacer les départs à la retraite, ce qui contraint de nombreuses entreprises à se tourner vers l'étranger pour combler leur manque de main-d'œuvre qualifiée.

Urban et Johal (2020) avancent que, dans le secteur manufacturier, on prévoit l'automatisation des emplois en raison des progrès technologiques dans les dix à cinquante prochaines années. Cela signifie que les gens de métier qualifiés, comme les mécaniciens, les mécaniciens industriels et les électriciens seront encore plus recherchés. Leurs compétences seront en effet d'autant plus essentielles et indispensables aux industries qui les solliciteront pour remédier à des défaillances mécaniques comme le mauvais fonctionnement de robots ou de lignes d'usinage informatisées. Si le Canada connaît actuellement une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, comment les employeurs canadiens pourront-ils répondre à leurs besoins futurs en matière d'automatisation industrielle?

Alors qu'au XXe siècle, notre pays a fondé sa prospérité sur la main-d'œuvre qualifiée et le développement industriel (Reitz, 2013), les politiques actuelles sont peut-être allées trop loin en donnant la priorité à l'enseignement supérieur, aux jeunes et à la maîtrise de l'anglais et du français plutôt qu'aux besoins en main-d'œuvre. En vertu des politiques actuelles, de nombreuses personnes ayant immigré au Canada il y a seulement 50 ans se verraient aujourd'hui refuser la possibilité de le faire.

Les responsables des politiques d'immigration doivent trouver un compromis pour remédier aux pénuries actuelles de main-d'œuvre qualifiée tout en garantissant une croissance à long terme dans le cadre d'une démarche de consolidation de la nation. À défaut, le Canada se trouvera confronté à une crise qui menacera la pérennité de son économie nationale, sa capacité d'innovation et sa compétitivité sur la scène internationale.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Mette en œuvre des modifications au système de pointage aux fins de l'immigration afin de mieux répondre aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée et aux besoins des employeurs au Canada. Ces modifications doivent viser l'adoption d'une stratégie d'immigration et d'une approche globales qui correspondent mieux aux besoins à court et à long terme en matière de compétences et de qualifications de la main-d'œuvre dans chaque province et territoire pour les niveaux nationaux de compétences professionnelles A, B et C.
2. Mette en œuvre une approche en deux étapes pour inciter les gens de métier étrangers qualifiés à rester au pays, la première étape étant l'embauche du ressortissant étranger, et la deuxième la possibilité pour ce dernier de demander la résidence permanente grâce au parrainage de l'employeur, dans les cas où les travailleurs avaient initialement commencé à travailler pour cet employeur en vertu de l'étude d'impact sur le marché du travail (EIMT).

NOTES

¹, ², ³, ⁴, ⁵

¹ BHUYAN, R., JEYAPAL, D., KU, J., SAKAMOTO, I. et CHOU, E. *Branding 'Canadian experience'*

² *in immigration policy: Nation building in a neoliberal era*, Journal of

³ International Migration and Integration, 18(1), 2017, p. 47-62. doi:10.1007/s12134-015-0467-4

⁴ BIELER, A., MCKEAN, M. et KERR, S. *Demande croissante de compétences spécialisées : La « boîte à outils chantiers » sur les compétences sociales et émotionnelles dans les métiers de la construction*, Conference Board du Canada, 14 décembre 2020

<https://fsc-ccf.ca/fr/recherche/rising-skills-a-toolbox-talk-on-social-and-emotional-skills-in-the-construction-trades/>

⁵.BOUCHER, A. et CERNA, L. *Tendances actuelles de la politique d'immigration qualifiée*, International Migration, 52(3), 2014, p. 21-25. <https://doi.org/10.1111/imig.12152>

Promouvoir le besoin d'une immigration davantage axée sur l'entrepreneuriat

DESCRIPTION

Il est essentiel de fournir le soutien dont les entreprises ont besoin, surtout dans un contexte où les efforts se poursuivent pour relancer notre économie et remettre les gens au travail suite à la pandémie de Covid-19. Il est possible de stimuler le développement économique du Canada en créant davantage de débouchés pour les nouveaux arrivants entrepreneurs qui peuvent non seulement aider à combler les pénuries de main-d'œuvre existantes, mais aussi participer à remodeler notre paysage économique en démarrant de nouvelles entreprises et en aidant les entreprises existantes qui ont besoin d'un plan de relève robuste alors que leurs propriétaires vieillissent et s'apprêtent à prendre leur retraite.

CONTEXTE

Les effets de la pandémie sur le tissu économique du Canada se font déjà sentir : des entreprises ferment ou sont sur le point de le faire. Selon un sondage réalisé l'an dernier par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), 181 000 propriétaires de petites entreprises, soit un sur six, ont déclaré qu'ils envisageaient sérieusement de fermer leurs portes en raison de la pandémie et au moins 200 000 étaient sur le point de le faire (1). Si l'on ajoute à cela le fait que de nombreux propriétaires de petites entreprises sur le point de prendre leur retraite ne se sont pas dotés de plans de relève viables, il existe de nombreuses possibilités pour les nouveaux immigrants ayant un esprit d'entreprise. En effet, un sondage de la FCEI réalisé en 2018 indique que plus de 1 500 milliards de dollars d'actifs commerciaux seront en jeu au cours de la prochaine décennie, car 72 % des propriétaires de petites entreprises sont sur le point de quitter leur entreprise (2). En fait, selon les résultats d'une étude menée en 2019 par la Banque de développement du Canada (BDC), il a été démontré que la proportion d'entrepreneurs chez les nouveaux arrivants est deux fois plus élevée que chez les personnes nées au Canada (3).

La pénurie actuelle de travailleurs, en particulier dans les secteurs de la construction, de la fabrication et de l'hôtellerie (4), a ouvert la voie à l'entrée sur le marché d'immigrants qualifiés dans ces domaines, qui pourraient mettre à profit leur esprit d'entreprise et leur expérience professionnelle pour créer de nouvelles possibilités dans ces secteurs, ce qui profiterait à l'ensemble de notre économie.

Le gouvernement fédéral a tenté de remédier plus efficacement à la pénurie de travailleurs qualifiés qui sévit au Canada et qui a été amplifiée par la pandémie. En février dernier, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il invitait environ 27 300 travailleurs ayant une expérience canadienne à demander la résidence permanente. Cette annonce faisait suite à une précédente annonce du gouvernement fédéral, à l'automne 2020, selon laquelle le Canada accueillerait 1,2 million d'immigrants supplémentaires au cours des trois prochaines années, soit 401 000 en 2021, 411 000 en 2022, et 421 000 en 2023 (5).

Bien que cet afflux d'immigrants soit souhaitable et nécessaire compte tenu des inquiétudes croissantes que suscite la chute du taux de natalité au Canada (6), il serait bénéfique, à ce stade, de mettre en œuvre une approche plus ciblée visant à instaurer une « politique d'immigration économique » qui prévoirait non seulement une aide importante pour les nouveaux arrivants, mais qui garantirait également que les besoins des groupes canadiens existants, notamment les entrepreneurs autochtones à la recherche de leurs propres possibilités, n'en subissent pas les effets négatifs.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Étudie la possibilité d'accepter un pourcentage des 1,2 million d'immigrants que le gouvernement fédéral prévoit accueillir au Canada au cours des trois prochaines années dans le cadre du volet entrepreneuriat, en mettant l'accent sur ceux qui sont à la recherche de possibilités dans les secteurs de la fabrication et de la construction.
2. Entreprendre une campagne de communication pour mettre de l'avant l'effet positif des immigrants entrepreneurs sur l'économie actuelle et future du Canada.

NOTES

^{1, 2, 3, 4, 5, 6}

¹ <https://www.cbc.ca/news/business/cfib-survey-1.5882059>

² <https://bit.ly/356V981>

³ <https://bit.ly/3x81xlo>

⁴ <https://bit.ly/3hFzcnL>

⁵ <https://bit.ly/3rgf8f5>

⁶ <https://bit.ly/3iboc0w>

Revoir le programme des travailleurs étrangers temporaires pour assurer la viabilité de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire nationales.

DESCRIPTION

Véritables moteurs économiques de notre pays, les industries de l'agriculture et de la transformation alimentaire représentent une part importante du PIB national et assurent la pérennité de la chaîne d'approvisionnement et l'alimentation de la population. Cependant, ces industries sont aux prises avec des pénuries de main-d'œuvre. Ces pénuries pourraient être partiellement résolues grâce au programme actuel des travailleurs étrangers temporaires, mais les lacunes de ce dernier le rendent lourd et peu attrayant pour les propriétaires d'entreprises de tous les secteurs.

CONTEXTE

L'agriculture est une industrie d'une importance considérable pour l'économie nationale; selon Statistique Canada, les secteurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire représentaient plus de 71 milliards de dollars du PIB national en 2020. Ce chiffre pourrait augmenter de 11 milliards de dollars d'ici 2030 si le déficit de main-d'œuvre est comblé et si des investissements sont faits dans les nouvelles technologies.¹

Bien que la production alimentaire soit bien placée pour continuer à prospérer en raison de la demande croissante de la population mondiale, certains facteurs limitatifs pourraient nuire à ce potentiel. Le principal d'entre eux est une pénurie persistante de main-d'œuvre dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. En 2018, 16 500 emplois sont restés vacants dans le secteur agricole canadien, ce qui a entraîné un manque à gagner de 2,9 milliards de dollars, soit environ 4,7 % des ventes.² Depuis les dernières années, le taux national de vacance de postes dans les secteurs de l'agriculture et de la transformation alimentaire dépasse constamment celui de l'ensemble des industries, ce qui confirme le fait que l'accès à la main-d'œuvre est un défi pour ces industries.³

De nombreux facteurs expliquent ce problème de longue date. Une enquête récente réalisée auprès des employeurs de l'industrie au Canada indique que les principales raisons pour lesquelles les personnes rejettent l'idée d'une carrière dans l'agriculture sont la nature physique du travail, la faiblesse des salaires et l'éloignement associé à la situation rurale de nombreuses exploitations.⁴

¹ Agriculteur 4.0 : Comment les prochains développements de connaissances peuvent transformer l'agriculture. Leadership avisé RBC, août 2019, p. 4.

http://www.rbc.com/economie/economic-reports/pdf/other-reports/Farmer4_aug2019_fr.pdf

² Comment les problèmes de main-d'œuvre façonneront l'avenir de l'agriculture : Prévisions agricoles jusqu'en 2029..Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, septembre 2019, p. 7.

³ Voir le tableau CANSIM 14-10-0326-01

⁴ Comment les problèmes de main-d'œuvre façonneront l'avenir de l'agriculture : Prévisions agricoles jusqu'en 2029. Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture, septembre 2019, p. 10.

Malheureusement, certains de ces facteurs semblent peu susceptibles de changer dans un avenir proche, ce qui signifie que les pénuries risquent de persister. Selon les prévisions actuelles, le déficit de main-d'œuvre dans ce secteur atteindra 32 % de la demande de l'industrie d'ici 2029, ce qui signifie que près d'un emploi sur trois ne sera pas pourvu.⁵

Le programme des travailleurs étrangers temporaires (TET) représente l'une des sources de main-d'œuvre. En effet, ce programme constitue une source essentielle de main-d'œuvre pour les producteurs agricoles, et permet ainsi d'assurer la viabilité des industries agricole et agroalimentaire ainsi que des collectivités qui en dépendent dans l'ensemble du pays. En 2020, à l'échelon national, ce sont plus de 50 000 travailleurs qui étaient employés en agriculture dans le cadre de ce programme, et 24 000 autres qui travaillaient dans le secteur de la production alimentaire et de boissons.⁶ Cela représentait 17,9 % des travailleurs dans le secteur agricole et 8,2 % des employés dans le secteur de la transformation des aliments et de boissons au cours de la même période.⁷ Bien que l'accès au programme des travailleurs étrangers temporaires soit indispensable à la réussite de ces secteurs, il comporte également de nombreux obstacles que les utilisateurs doivent surmonter. En voici quelques-uns :

- Délais - Il peut parfois s'écouler jusqu'à six mois avant que Service Canada et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) ne procèdent à l'étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) exigée pour organiser et confirmer l'entrée d'un TET.⁸ Ce délai, considérable pour l'ensemble de l'industrie, est particulièrement long pour une industrie aussi sensible aux perturbations que la production alimentaire.
- Logement - Le logement des TET doit être garanti, inspecté et payé avant le dépôt d'une EIDP. Cela entraîne des coûts importants et inutiles pour les demandeurs, compte tenu des délais de traitement prévus pour ce programme.
- Coût de la demande - Le coût de la demande d'une EIMT est de 1 000 \$ par TET, comparativement à 275 \$ avant la réforme du programme en 2014.⁹

La Chambre de commerce de Lethbridge reconnaît l'importance de s'assurer que toutes les entreprises qui ont recours au programme des TET respectent les règles et les directives associées à ce programme afin de prioriser et de protéger les droits des travailleurs. Parallèlement, les processus existants doivent être modifiés pour tirer parti de la valeur offerte par la gestion opportune du programme des TET. Les techniques logistiques modernes et l'apprentissage automatique devraient être employés dans la mesure du possible pour accélérer le traitement des demandes; l'intégration de ces outils pourrait réduire les délais d'attente, les pénuries de main-d'œuvre et le manque à gagner pour les intervenants de l'industrie. Comme la réussite de cette industrie profite en fin de compte à tous les Canadiens, il est important d'avoir recours à tous les outils possibles pour garantir des résultats rapides.

⁵ Ibid. p.14.

⁶ Voir le tableau CANSIM 32-10-0218-01

⁷ Statistiques sur la main-d'œuvre agricole et agroalimentaire, 2020. Statistique Canada, le 17 mai 2021.

⁸ Canada's Agriculture Sector Needs Help – And Foreign Workers Are Part of the Solution. Alberta Cattle Feeders Association, le 7 décembre 2017. <https://bit.ly/35gviz>.

⁹ Temporary Foreign Worker Program Overhaul: What Employers Need to Know. CIC News, le 2 juillet 2014. <https://bit.ly/3xaRiTE>.

Reconnaissant les pénuries de main-d'œuvre chroniques qui continuent de toucher les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que la complexité excessive du programme actuel des TET, nous souhaitons formuler les recommandations suivantes.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. S'engage à approuver toute demande d'étude d'impact sur le marché du travail pour des postes de travailleurs étrangers temporaires dans le domaine de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans un délai de 6 à 8 semaines, ainsi qu'à fournir en temps opportun des vérifications d'inspection.
2. S'engage à concevoir un processus de suivi transparent pour confirmer que ces délais sont respectés; cela devrait comprendre notamment la production de rapports trimestriels accessibles facilement et sans frais à toutes les parties intéressées.
3. Crée un statut d'« employeur de confiance » dans le cadre du programme des travailleurs étrangers temporaires afin d'accélérer le délai de traitement et de minimiser les coûts supplémentaires pour l'industrie. Les employeurs qui ont déjà eu accès à ce programme et qui ont démontré leur engagement à respecter les règles devraient être autorisés à faire une demande en tant qu'employeur de confiance, cette certification étant accompagnée d'un processus de vérification. Permette aux employeurs de confiance d'attendre l'approbation du dossier du travailleur étranger temporaire avant de trouver un logement.
4. Étende la validité des résultats de l'inspection des logements de 8 à 12 mois.
5. Réduise le coût de la demande au niveau de 2014, soit 275 \$ par demande.

Aider les entreprises et les particuliers à se perfectionner et à se recycler grâce à des parcours d'apprentissage souples, accessibles et fondés sur des données probantes.

DESCRIPTION

Le développement de compétences durables chez les travailleurs et la constitution de viviers de talents sont essentiels pour accroître la résilience des entreprises et des travailleurs et leur permettre de se développer dans l'économie post-pandémie. La pandémie a accéléré la numérisation des interactions entre les clients et la chaîne d'approvisionnement ainsi que des opérations internes des entreprises. Pour que les organisations puissent faire face à ce changement, celles-ci doivent se donner comme priorité absolue le perfectionnement et la requalification de leurs employés. Afin de faciliter cette démarche, le gouvernement doit cerner les compétences nécessaires et veiller à ce que des possibilités de formation adaptées soient disponibles et facilement accessibles aux entreprises et aux particuliers.

CONTEXTE

De nombreuses entreprises s'appuient largement sur les formations traditionnelles dispensées par des instructeurs pour former leur personnel, mais les récentes préoccupations liées à la distanciation sociale et l'existence d'autres projets prioritaires font que ces formations sont souvent négligées ou tout simplement annulées. De plus, de nombreux programmes gouvernementaux d'apprentissage et de perfectionnement sont mal adaptés aux besoins des travailleurs à temps plein, car ils s'adressent aux personnes actuellement au chômage et qui ont la capacité d'étudier à temps plein. Les programmes élaborés devraient offrir du contenu éducatif de qualité adapté aux besoins des employeurs et des employés et il faut veiller à ce que ces programmes soient disponibles aux personnes qui occupent actuellement un emploi.

L'une des façons de combler cette lacune consiste à définir les compétences dont on a besoin et à veiller à mettre des formations souples et accessibles à la disposition des entreprises et des particuliers. Ces programmes de formation doivent être accessibles au moyen de filières d'apprentissage adaptées et être accessibles à tous les travailleurs canadiens, à toutes les étapes de leur carrière, afin de leur permettre d'intégrer le marché du travail, de se perfectionner ou de changer d'orientation tout en conservant leur emploi. Les possibilités de perfectionnement et de renforcement des connaissances doivent être disponibles sous différentes formes, notamment l'apprentissage intégré au travail, un éventail de possibilités de formation comprenant des modules de courte durée, des programmes axés sur les compétences, des accréditations, des certificats, des programmes débouchant sur un diplôme ou un grade, afin de permettre aux travailleurs canadiens de se perfectionner et de se réorienter à tous les stades de leur carrière.

Les programmes financés par le gouvernement doivent être simples et accessibles et ne doivent pas engendrer de fardeau administratif pour les entreprises, les particuliers ou les prestataires de services d'apprentissage au service des entreprises et de leurs employés. À l'heure actuelle, la rédaction de demandes de subventions et la lourdeur des procédures constituent des obstacles pour les PME et les organisations des secteurs nouveaux et naissants, car ces entreprises ne disposent pas nécessairement

des ressources de formation et de perfectionnement nécessaires pour accéder aux fonds. Ces obstacles ont pour effet de limiter l'accès de ces entreprises aux formations sanctionnées et de qualité dispensées par les établissements postsecondaires, qui sont aussi les plus souples et le plus polyvalentes. Les programmes actuels ont tendance à financer des organisations établies plutôt que des entreprises, alors que ces dernières sont des éléments dynamiques et en croissance de l'économie.

En outre, les programmes doivent être fondés sur des données probantes et tenir compte des besoins futurs en matière de connaissances. Les programmes qui privilégient les compétences humaines et durables telles que la résolution de problèmes et la pensée critique, le travail d'équipe dans le respect de la diversité et la culture numérique sont nécessaires. Le développement de ces compétences sur le marché du travail permettra aux travailleurs de se réorienter dans leur carrière et de poursuivre leur apprentissage tout au long de leur vie. Afin de se préparer au marché du travail de l'avenir et d'instaurer une culture de l'apprentissage tout au long de la vie, il est nécessaire de rendre les programmes plus accessibles, d'offrir aux travailleurs des parcours de formation souples et de mieux faire concorder les besoins des entreprises, le marché du travail et les programmes de formation.

Dans le contexte d'une crise en forme de k, de nombreuses industries ont davantage besoin de se réorienter et de se recycler. Au cours des dix prochaines années, la notion de pénurie de talents sera l'un des enjeux les plus importants pour les entreprises. Nous commençons déjà à observer un redressement des taux d'emploi et un intérêt considérable pour la réorientation, la mobilité interne et les nouveaux modèles de travail. Les employeurs ont de nouveau de la difficulté à pourvoir des postes et nous devons passer à une logique de « création de candidats » et non plus seulement d'« attraction de candidats ». Autrement dit, les entreprises ont besoin d'embaucher des personnes ayant un potentiel de perfectionnement et de formation, de créer des formations en apprentissage et des stages pour attirer et garder les jeunes, et requalifier les employés actuels. Il s'agit là de nouveaux domaines d'intervention pour les RH, et des disciplines les plus prometteuses pour faire croître notre économie.

Les organisations les plus performantes mettent actuellement en œuvre des initiatives stratégiques de renforcement des compétences « fondées sur des données » pour accomplir leurs missions. Les chefs d'entreprise doivent pouvoir bien cerner les forces, les faiblesses et les progrès de leurs équipes dans le temps, ce qui leur permet de suivre la progression de celles-ci pour ce qui est de mener à bien des initiatives stratégiques. En ayant accès à ce type de données, les dirigeants sont en mesure d'évaluer rapidement les lacunes en matière de compétences à un niveau macroéconomique et d'orienter la formation en fonction des besoins émergents et des résultats stratégiques souhaités. En mettant à profit l'évaluation des compétences et les méthodes d'analyse sous-jacentes, les organisations peuvent facilement s'adapter à l'évolution des besoins de main-d'œuvre, et ce rapidement et dans l'ensemble de l'organisation. Ils peuvent ainsi savoir quels niveaux de compétences existent dans l'organisation (et quelles sont les lacunes) et les améliorer pour atteindre leurs objectifs stratégiques. Le gouvernement devrait mettre en œuvre certaines mesures clés pour aider les entreprises à améliorer le perfectionnement et la requalification de leur main-d'œuvre, à instaurer une culture de l'apprentissage tout au long de la vie et à mieux tirer parti de la main-d'œuvre existante.

Lors des tables rondes organisées par le Comité national des politiques sur la main-d'œuvre, les participants ont convenu que le gouvernement fédéral devait se concentrer sur le perfectionnement et la requalification des travailleurs et sur l'amélioration des programmes d'apprentissage intégré au travail. Il devrait également avoir recours au leadership national pour harmoniser efficacement

l'écosystème de l'éducation et des compétences, créer un langage et des cadres communs, et apprendre à valoriser (et financer) les pratiques novatrices et performantes. Il devrait également appuyer les efforts visant à réduire le chevauchement des services, tout en soutenant les efforts destinés à aider le milieu des affaires à renforcer ses capacités et à accéder au financement et aux ressources disponibles.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Améliore l'accessibilité des formations, des programmes d'études, des portails et des bases de données, et des incitatifs existants, pour les particuliers comme pour les entreprises, afin de simplifier le processus d'accès aux ressources d'apprentissage et de perfectionnement. Idéalement, il faudrait mettre en place un guichet unique permettant aux entreprises et aux particuliers d'accéder facilement aux programmes fédéraux et provinciaux et de comprendre les conditions d'admissibilité à ceux-ci.
2. Mette l'accent sur le soutien accordé aux filières d'apprentissage souples sous diverses formes afin que l'ensemble des travailleurs du continuum professionnel aient accès à un perfectionnement et à une requalification financée par le gouvernement. Ces filières doivent être accessibles tant aux entreprises qu'aux particuliers, afin qu'aucun d'entre eux ne prenne de risque supplémentaire pour se perfectionner ou se requalifier et que les groupes sous-représentés puissent être plus facilement formés.
3. Définisse les compétences humaines et durables essentielles sur le marché du travail de l'avenir afin de mieux faire correspondre les besoins des entreprises, le marché du travail et les programmes d'éducation. L'information recueillie doit éclairer la prise de décisions en matière de politiques d'éducation et de formation dans l'ensemble du pays et peut donner lieu à des incitatifs financiers pour des formules d'apprentissage souples afin de répondre à la demande du marché. À l'appui de cette démarche, le gouvernement fédéral doit confier à Statistique Canada le mandat de recueillir des données nationales fiables sur les besoins futurs des entreprises afin d'obtenir davantage de précision pour ce qui est des définitions, des mesures et des comparaisons avec des compétences spécifiques.

Attirer et retenir un plus grand nombre d'étudiants étrangers grâce à une expérience de travail canadienne

DESCRIPTION

Les provinces du Canada cherchent des façons d'attirer et de retenir un plus grand nombre d'étudiants étrangers. Or, leurs efforts sont entravés par des politiques qui empêchent ces étudiants d'obtenir une expérience de travail pendant qu'ils fréquentent des établissements postsecondaires ou immédiatement après l'obtention de leur diplôme. Ces restrictions ont a) des conséquences juridiques (p. ex., exigences pour la résidence permanente ou la citoyenneté) et b) pratiques (p. ex., communiquer avec la communauté hôte de l'étudiant, établir des contacts pour une carrière postdiplôme et acquérir une expérience de travail que les employeurs demandent de plus en plus souvent aux diplômés).

CONTEXTE

Le Canada doit accroître sa population, diminuer son âge moyen et augmenter le nombre de travailleurs qualifiés pour pourvoir aux postes clés qui favorisent la croissance des entreprises. Certes, c'est une priorité de la Chambre de commerce du Canada depuis plusieurs années et elle reste un enjeu dans chaque province et territoire. L'immigration est considérée depuis longtemps comme un élément clé de la croissance actuelle et future. Les données du dernier recensement ont confirmé ce fait : le Canada a ajouté environ 1,7 million de personnes à sa population entre 2011 et 2016, et les deux tiers de cette hausse étaient attribuables à l'immigration.

Les étudiants internationaux représentent :

- un stimulant économique direct pour les économies locales au Canada;
- un vivier de talents hautement qualifié qui peut contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre;
- un contrepoids démographique à la population vieillissante à de nombreux endroits au pays.

Les retombées économiques directes liées au fait d'attirer des étudiants étrangers sont considérables :

- Les dépenses annuelles totales des étudiants étrangers, y compris leurs famille et amis qui leur rendent visite, ont injecté 18,4 milliards de dollars et 22,3 milliards de dollars dans les activités économiques au Canada respectivement en 2017 et 2018. Cela s'est traduit par une contribution de 16,2 milliards de dollars et 19,7 milliards de dollars au PIB du Canada respectivement en 2017 et 2018.
- Les contributions au PBI englobent les retombées directes et les retombées indirectes, où les entreprises qui fournissent des biens et services aux services d'éducation et aux autres secteurs sont également pris en compte.

- Une croissance spectaculaire de 16,3 % en 2018 du nombre d'étudiants étrangers de long terme explique la majeure partie de la hausse des dépenses et des retombées économiques connexes par rapport à 2017. Les étudiants d'Inde sont ceux à avoir contribué le plus à la hausse générale, et l'Ontario enregistre la hausse la plus élevée du nombre d'étudiants étrangers
- En 2018, l'Ontario qui comptait le plus grand nombre d'étudiants, a contribué le plus au PBI avec 55,3 % du total, suivie par la Colombie-Britannique avec 19,8 % et le Québec avec 11,9 %.
- Le montant des dépenses annuelles globales des étudiants étrangers a permis de soutenir 180 041 emplois dans l'économie canadienne en 2017. À titre de comparaison, ce chiffre était de 218 577 en 2018.
- Les dépenses annuelles directes et indirectes des étudiants étrangers ont généré 3,1 milliards de dollars en revenus fiscaux en 2017. À titre de comparaison, le montant était de 3,7 milliards de dollars en 2018.

Toutefois, les retombées sont plus grandes si on arrive à faire rester les étudiants étrangers après qu'ils ont obtenu leur diplôme pour lancer des entreprises, créer des emplois, occuper des postes qualifiés et devenir des membres à part entière de la communauté. Ces efforts de rétention doivent commencer dès que les étudiants arrivent, et accroître les occasions d'acquérir de l'expérience professionnelle prépare non seulement mieux les diplômés à la vie active, mais cela crée ces occasions de réseautage et des liens dans la communauté qui ne peuvent se faire autrement.

La dernière avancée la plus importante dans ce domaine est le projet de loi C-6, la *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté* et une autre loi en conséquence, a en partie réglé certains problèmes qui touchent les étudiants étrangers, par exemple,

- Pour chaque jour où ils sont présents au Canada à titre d'étudiants étrangers, est compté un demi-jour, pour un maximum d'un an, pour satisfaire à l'exigence d'obtention de la résidence permanente ou de la citoyenneté.
- Les résidents permanents doivent être effectivement présents au Canada pendant au moins trois des cinq ans qui ont précédé la date de leur demande pour être admissibles à la citoyenneté (contre quatre et six ans auparavant).

Les modifications apportées à la *Loi sur la citoyenneté* est un début, mais les étudiants étrangers qui fréquentent des établissements postsecondaires et sont sur la voie de la résidence permanente continueront d'être confrontés à d'importants obstacles à l'emploi. Voici quelques-uns des obstacles à l'emploi auxquels se heurtent les étudiants étrangers au Canada :

- Ils sont inadmissibles au programme Emplois d'été Canada ou au programme de stages pratiques pour étudiants.
- Les programmes d'alternance travail-études et les stages volontaires requièrent des permis de travail distincts pour les étudiants internationaux.
- Ils ne peuvent pas travailler plus de 20 heures par semaine hors campus pour les étudiants à temps plein; les étudiants à temps partiel ne peuvent pas travailler du tout (avant la pandémie).

Concilier le travail et les études a toujours eu une double fonction pour les étudiants: cela donne un moyen de couvrir certains des coûts toujours plus élevés des études postsecondaires, et c'est l'occasion d'acquérir des compétences professionnelles qui viennent compléter les études.

Pour les étudiants étrangers, la possibilité de travailler sur le campus ou hors campus est également une occasion de s'habituer à une nouvelle communauté et de se faire des relations et des amis précieux. C'est un moyen vital d'enrichir l'expérience des étudiants étrangers au Canada et d'enrichir la diversité des communautés qui se trouvent autour des campus d'études postsecondaires.

Les implications pour les entreprises et l'économie sont claires. Le pays a besoin de la prochaine génération de consommateurs pour soutenir la croissance et de la prochaine génération de contribuables pour soutenir notre population vieillissante. Les entreprises ont besoin de travailleurs qualifiés pour innover et prendre de l'expansion. On estime à 70 milliards de dollars par an le coût à l'échelle nationale de la pénurie ou de l'inadéquation des compétences. L'accroissement du nombre d'étudiants étrangers dans les établissements canadiens présente l'occasion de régler tous ces enjeux, mais les restrictions à l'emploi susmentionnées empêchent le Canada de réaliser son plein potentiel en tant que destination de choix.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Autorise les étudiants étrangers, fréquentant un établissement public ou privé dans une province ou un territoire qui est inscrit à la liste des établissements désignés à :
 - a) être admissibles au programme Emplois d'été Canada et au Programme de stages pratiques pour étudiants;
 - b) participer à des programmes d'alternance travail-études et à des stages volontaires sans obtenir un permis de travail distinct;
 - c) comptabiliser tout le temps passé au Canada à titre d'étudiant étranger pour être admissible à la citoyenneté (c.-à-d. augmenter de mi-temps à temps plein).
2. Rende permanentes les mesures temporaires liées à la pandémie qui permettent aux étudiants étrangers de travailler plus de 20 heures par semaine hors campus et supprime les restrictions sectorielles.
3. Rende permanentes les mesures temporaires liées à la pandémie de comptabiliser les études à l'étranger dans les heures nécessaires pour être admissible à des permis de travail post-diplôme.
4. Permette que les études à temps partiel comptent dans l'admissibilité au Programme de permis de travail postdiplôme (PPTPD).
5. Réinstaure l'admissibilité des conjoints dans la politique C42 pour les étudiants aux études ouvrant à des programmes.

NOTES

¹, ², ³

¹ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/170208/dq170208a-fra.htm>

² <https://www.international.gc.ca/education/report-rapport/impact-2018/index.aspx?lang=fra>

³ https://www.bdc.ca/en/documents/analysis_research/labour-shortage.pdf

Améliorer la stratégie d'établissement régionale d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)

DESCRIPTION

En 2012, le gouvernement fédéral a réduit le budget de Citoyenneté et Immigration Canada (maintenant Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada) de 29,8 millions de dollars et fermé 19 bureaux à travers le Canada. Ces coupures empêchent les collectivités rurales et du nord d'attirer, de retenir et de servir les nouveaux arrivants et les étudiants internationaux et de développer leurs économies par la suite.

CONTEXTE

En vertu de la constitution canadienne, l'immigration relève des instances fédérales, provinciales et territoriales. Traditionnellement, les provinces et territoires ont conclu des ententes exhaustives avec le gouvernement fédéral (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada ou IRCC) portant sur un vaste éventail de questions d'immigration. En outre, quelques provinces et territoires ont conclu des ententes sur des questions plus précises en réponse à leurs besoins respectifs. Dans les deux cas, les bureaux locaux dotés par IRCC étaient un élément central nécessaire à l'exécution de ces ententes.

Ces bureaux accomplissent le travail nécessaire à l'exécution des ententes et veillent à ce que les départements d'immigration provinciaux et territoriaux encouragent les nouveaux arrivants et les étudiants internationaux et les informent des possibilités existant dans les municipalités rurales et du nord au Canada.

Ces bureaux traitent également des questions d'immigration complexes, aident notamment les nouveaux immigrants, les réfugiés, les étudiants internationaux et les travailleurs temporaires à remplir leurs demandes, certifient les documents et fournissent des renseignements sur les programmes de citoyenneté et d'immigration offerts par le gouvernement fédéral. En outre, les services en personne facilitent les tests de citoyenneté, le ramassage des cartes de résidents permanents et les entrevues des services d'immigration à l'étranger.

Ils sont enfin une ressource pour les employeurs souhaitant recruter à l'étranger. Le budget de 2012 a prévu une importante réduction du financement nécessaire pour exploiter ces bureaux et programmes d'établissement régionaux. Le budget d'IRCC a été réduit de 29,8 millions de dollars en 2012-2013, ce qui a entraîné la fermeture ou la consolidation de 19 bureaux d'IRCC. En outre, plusieurs services ont été déménagés dans des bureaux centraux dans les grandes métropoles ou sont offerts en ligne.

L'impact de ces fermetures continue de se faire sentir dans les collectivités locales où il n'y a pas de personnel local, d'IRCC pour aider les nouveaux arrivants. Cela a également obligé les nouveaux arrivants, les réfugiés, les étudiants internationaux ou les entreprises locales à recourir aux services d'immigration des bureaux centraux qui se trouvent parfois à des centaines de kilomètres de leur ville. Les clients qui utilisent les services en ligne ou par téléphone ont soulevé des préoccupations concernant les longs temps d'attente pour les demandes de renseignements. Les établissements

postsecondaires qui, par le passé, acheminaient les étudiants internationaux aux bureaux locaux d'IRCC pour la facilité d'accès aux services ont également été affectés.

La rétention des étudiants internationaux est un moyen efficace de relever les enjeux démographiques et de développer une main-d'œuvre qualifiée dans les collectivités dotées d'établissements postsecondaires. L'augmentation du maintien en poste devrait être une mesure de croissance clé pour ces collectivités. Cet objectif exige cependant que les services d'IRCC soient faciles d'accès afin de pouvoir offrir des conseils aux étudiants internationaux dont le statut juridique est en transition.

Le profil démographique des étudiants internationaux qui arrivent au Canada a changé et comprend désormais des étudiants internationaux qui arrivent avec des investissements étrangers qui leur permettraient d'acheter des maisons ou de lancer de petites entreprises dans les collectivités rurales s'ils en ont la chance. Avec les derniers changements démographiques récents, l'aide à l'immigration par l'intermédiaire d'un bureau d'IRCC, des visites périodiques du personnel d'IRCC à un bureau local de Service Canada ou l'accès à des services virtuels permettraient un établissement tout en douceur et une rétention permanente des étudiants internationaux et de leurs familles dans les collectivités rurales et du nord.

En dépit des confirmations du gouvernement fédéral selon lesquelles cette consolidation a augmenté l'efficacité et contribué à la création de normes communes de service, le nouveau modèle empêche les municipalités de taille moyenne et les régions rurales et du nord du Canada d'attirer et de retenir les immigrants qualifiés, car bon nombre d'entre eux continuent de préférer les grandes villes qui offrent les services d'immigration et d'établissement dont ils ont besoin. Ces coupures ont été particulièrement nocives pour les régions rurales et du nord du pays qui ont recours à l'immigration pour augmenter leur population et pourvoir les postes vacants au sein de leur économie locale.

La croissance démographique par l'immigration est presque entièrement centrée sur les grandes communautés urbaines et la disponibilité de services d'immigration est largement responsable. Le recensement de 2016 a révélé que la population de l'Ontario a augmenté dans son ensemble, mais en dépit de ces tendances positives, la population du nord de l'Ontario a continué de décliner. Des scénarios semblables ont lieu à travers le pays. Il est probable que lorsque les résultats du Recensement 2021 seront publiés, ils dévoileront des données d'immigration semblables. Le fait que le seul bureau d'IRCC au Manitoba soit situé à Winnipeg, que le seul bureau d'IRCC en Nouvelle-Écosse se trouve à Halifax et qu'il n'y ait pas de bureaux d'IRCC en Ontario au nord de Barrie n'est pas une coïncidence.

De nombreux nouveaux arrivants ne reçoivent pas le niveau de service dont ils ont besoin par le truchement du centre d'appels ou du site Web d'IRCC et pourraient profiter d'un accès aux experts en immigration en personne ou en virtuel. Alors qu'ils s'adressaient autrefois aux bureaux d'IRCC pour obtenir ces services, ils se tournent désormais vers le bureau de circonscription de leur député ou vers les services d'établissement locaux qui ne possèdent pas le niveau d'expertise ni les ressources spéciales qu'IRCC offrait antérieurement. Il faut aussi tenir compte du fait que les nouveaux arrivants, réfugiés, etc. n'ont pas tous accès à Internet ni accès facilement à un courriel, un environnement virtuel ou d'autres services en ligne. Pour d'autres, l'anglais ou le français n'est pas forcément leur langue maternelle, et peut donc rendre difficile une communication par téléphone ou virtuelle. Ces personnes tireraient avantage à avoir des services d'IRCC en personne afin qu'elles puissent parler avec un agent

face à face. L'IRCC exploite des bureaux temporaires partout au pays, mais ils ne sont ouverts que pendant de courtes périodes, deux ou trois jours à la fois, et ouvrent irrégulièrement avec moins d'un mois de préavis. La plupart limitent leurs activités à la tenue de cérémonies et peuvent très rarement offrir des services de base comme des entrevues ou des tests. Bien qu'ils soient utiles pour les services qu'ils fournissent, ces bureaux n'ont pas de stratégies pour les collectivités rurales et du nord ne compensent pas le manque d'accès aux services d'immigration en personne pour nouveaux arrivants/étudiants internationaux arrivés au Canada perdus à cause de la fermeture des bureaux locaux d'IRCC.

Des bureaux efficaces offrant toute une gamme de services, même un accès virtuel, joueraient le rôle de centres d'information et de services pour les immigrants et les aideraient à s'intégrer aussi facilement que possible à leurs nouvelles collectivités. Les bureaux d'IRCC, non seulement fournissent des conseils et répondent aux questions des immigrants, mais ils aident les employeurs à s'y retrouver dans le paysage réglementaire changeant de l'immigration. Cette aide revêt une importance vitale pour les collectivités rurales et du nord qui abritent principalement des petites et moyennes entreprises (PME). Le défi associé à un paysage réglementaire changeant frappe plus durement les petits employeurs que les grandes multinationales dotées de responsables des ressources humaines. En aidant les PME à surmonter ce défi grâce aux bureaux d'IRCC, on faciliterait la transition pour les nouveaux immigrants/étudiants internationaux et l'on développerait les économies locales beaucoup plus efficacement.

Le gouvernement fédéral maintient qu'IRCC s'est dirigé vers un milieu de travail intégré, modernisé et centralisé; il fait remarquer que la technologie permet à IRCC de traiter les demandes n'importe où et plus efficacement. Le budget de 2021 a octroyé 25 millions de dollars à IRCC pour l'exercice 2021-2022, et 25 millions de dollars supplémentaires sur les deux prochaines années, mais le financement est uniquement affecté au maintien des capacités et des normes de services pour des demandes de renseignement par téléphone ou par courriel, et il n'est pas destiné à l'expansion ou à la réouverture des bureaux d'IRCC dans les collectivités moins bien servies. Ces contraintes budgétaires persistent bien que le gouvernement fédéral augmente ces objectifs d'immigration année après année et met en place de nouveaux programmes utiles comme le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord. Des programmes comme celui-là ne remplacent pas une stratégie d'immigration et de rétention des bureaux d'IRCC, et en réalité, ce sont des raisons de rétablir des bureaux. La réussite de ce Programme pilote est jugée principalement sur la capacité de la collectivité à retenir les immigrants qu'elle attire par l'intermédiaire du programme, et pour les raisons évoquées ci-dessus, il est beaucoup plus difficile de retenir des immigrants en l'absence d'une présence d'IRCC locale. Les demandeurs qui sont acceptés par l'entremise du Programme pilote deviennent des résidents permanents, et ce type d'immigrants cherchent aussi toujours à obtenir de l'aide et des services par l'intermédiaire d'IRCC et ne sont pas aptes à passer un examen de citoyenneté écrit sans un bureau d'IRCC permanent ou mobile pour faire passer l'examen. Les divers programmes d'immigration au Canada acceptent un assez grand nombre de nouveaux arrivants. Toutefois, rien n'est prévu pour assurer une rétention à long terme de ces nouveaux arrivants dans la région rurale et du nord qui les accepte comme résidents permanents. Le fait d'être acceptés dans ces collectivités ne dépend pas de leur intention d'y vivre sur le long terme.

La pandémie de COVID-19 a montré que bon nombre d'employés arrivent très bien à travailler à distance. Cependant, ce ne sont pas tous les secteurs ni tous les types de travail qui permettent de travailler à distance. Les travailleurs essentiels dans des secteurs particuliers doivent faire leur travail en personne, et les travailleurs essentiels qui sont des nouveaux arrivants auraient besoin des services d'un bureau d'IRCC local afin de s'assurer qu'ils obtiennent un service rapide et fluide sans avoir à quitter leur région et leur emploi pendant un certain temps pour avoir accès à ces services. En 2016, on comptait 70 % des 7,5 millions d'immigrants au Canada qui vivaient à Toronto, Vancouver, Montréal, Calgary et Ottawa; il est probable que les résultats du Recensement 2021 afficheront des données semblables. Ces mêmes grandes villes représentent 43 % de la population canadienne, ce qui signifie que la proportion d'immigrants qui se rendent dans les collectivités rurales et du nord est bien inférieure à leur part. On ignore si le gouvernement fédéral a une stratégie bien définie pour remédier à cette disproportion et assurer que les collectivités rurales et du nord puissent attirer et retenir les immigrants.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Revoie le modèle opérationnel actuel d'IRCC et mène une analyse des coûts et avantages de rétablir des bureaux ou des services d'IRCC dans les collectivités rurales et du nord mal servies;
 - a) Dans le cadre de cette analyse, prenne en compte le modèle d'agent d'IRCC mobile pour venir en aide aux collectivités éloignées;
 - b) Dans le cadre de cette analyse, réfléchisse à mettre en place un téléphone, un courriel ou des coordonnées virtuelles exclusives à IRCC afin de permettre aux services d'établissement locaux d'avoir un accès facile et rapide à des professionnels d'IRCC;
 - c) tienne compte de l'avantage d'embaucher du personnel d'IRCC pour travailler dans des bâtiments gouvernementaux existants, comme des bureaux locaux de Service Canada.
2. Veille à ce que la stratégie régionale attribue équitablement les ressources nécessaires pour satisfaire les besoins d'établissement des nouveaux arrivants dans toutes les régions au pays.
3. Intervienne pour introduire une vision et une stratégie nationales visant à augmenter l'immigration dans les collectivités rurales et du nord d'ici.
4. Intervienne pour élaborer une stratégie axée sur l'augmentation des taux de rétention à long terme des étudiants internationaux dans les collectivités rurales et du nord.
5. Prenne des mesures afin de s'assurer que les nouveaux arrivants qui résident dans les collectivités rurales et du nord qui ont les compétences et la capacité de travailler en personne, à distance et en ligne ont la possibilité d'accéder facilement à des services d'IRCC.
6. Mettre en relation plus efficacement l'offre et la demande de main-d'œuvre et élimine les chevauchements et duplications, mette comme condition de financement des organismes d'établissement que, dans chaque région, elles doivent collaborer entre elles et avec les entreprises et les intervenants afin d'améliorer la coordination au niveau régional;

L'apprentissage tout au long de la vie

DESCRIPTION

L'automatisation, l'Internet des objets, la numérisation et la mondialisation croissante de l'économie ainsi que le vieillissement de la population, transforment l'emploi du futur. L'accent portera de plus en plus sur la qualité de la main-d'œuvre ainsi que ses compétences qu'il faudra développer et mettre en valeur, tout au long de la vie active, et ce en lien avec les besoins des entreprises.

En somme, pour soutenir sa prospérité, le Canada aura besoin de plus grandes compétences que celles disponibles actuellement sur le marché du travail afin de promouvoir la concurrence dans une économie mondiale fondée sur la connaissance.

CONTEXTE

Le Canada aura besoin de plus grandes compétences

Les résultats d'enquêtes auprès de dirigeants d'entreprises indiquent qu'ils sont d'un optimisme prudent en ce qui a trait à l'effet sur les effectifs des organisations, mais qu'ils considèrent que cette « transformation » de l'économie va accroître de façon marquée les besoins en développement des compétences de la main-d'œuvre. Par ailleurs, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les besoins en termes de compétences et a accéléré leur intégration dans certains corps professoraux. Cependant, le déploiement de ces compétences demeure incomplet et constitue un défi de taille pour les entreprises. Ainsi, tout indique que l'écart entre l'offre de compétences et la demande attendue des entreprises se creuse.

Pour la CCC, le développement des compétences, dans toutes les professions, par l'investissement en formation, en lien avec les besoins des entreprises, est crucial pour la croissance de la productivité et l'amélioration des niveaux de vie à long terme.

Des résultats décevants pour le Canada au chapitre des compétences de base

Des travaux importants sont menés à l'échelle nationale et internationale afin de mesurer certaines de ces compétences. Ainsi, le Canada s'est joint au Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA) de l'OCDE. Il s'agit d'une enquête d'envergure qui porte sur les compétences en traitement de l'information des jeunes et des adultes âgés de 16 à 65 ans.

Le programme fournit des mesures comparables, à l'échelle internationale, de la littératie, de la numératie et de la résolution de problèmes dans des environnements technologiques. Le Programme classe généralement les résultats de tests selon cinq niveaux croissants de compétences, le niveau moyen, soit le niveau 3 étant souvent considéré le seuil minimal pour faire face aux exigences de l'économie et de la société du savoir. Les constats pour le Canada des derniers résultats de l'enquête indiquent :

- qu'en littératie, le Canada se classe au niveau de la moyenne de l'OCDE. Il compte cependant une plus grande proportion de personnes aux niveaux les plus élevés et les plus faibles en littératie.

- qu'en numératie, le Canada se classe en dessous de la moyenne de l'OCDE. De plus, la proportion de Canadiens aux niveaux les plus faibles dans ce domaine est plus élevée que la moyenne de l'OCDE.
- qu'en résolution de problèmes, le Canada se classe au-dessus de la moyenne de l'OCDE en RP-ET. Au plus haut niveau de compétence, seulement la Suède a une plus grande proportion de sa population que le Canada. Mais une proportion importante de personnes interrogées n'ont pas participé à l'enquête à cause de leur faible littératie numérique. [Statistique Canada (2013) : Les compétences au Canada : Premiers résultats du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PEICA)]

Un déficit de compétences à combler

À l'instar du Conseil consultatif en matière de croissance économique [Conseil consultatif en matière de croissance économique : Un pays qui apprend : outiller la main-d'œuvre du Canada avec les compétences de l'avenir], on distingue trois piliers en matière de développement des compétences au Canada, soit :

1. la formation initiale, sous la gouverne des provinces
2. la formation aux chômeurs pour leur reclassement (reskilling) et aux assistés sociaux pour leur insertion professionnelle, dont plus de 80 % sont financés par l'assurance-chômage et des fonds fédéraux et
3. la formation des personnes en emploi pour le perfectionnement des compétences des adultes (upskilling) avec plusieurs parties prenantes et pour laquelle le Conseil chiffre à 15 milliards de dollars l'investissement annuel supplémentaire requis.

« Les personnes, les employeurs et les gouvernements doivent se partager cet investissement d'une importance cruciale. Si les investissements nécessaires ne sont pas réalisés dans le troisième pilier, les Canadiens ne pourront pas profiter des nouvelles possibilités, conduisant à de graves conséquences pour le bien-être de leur famille et pour les perspectives de croissance globales du pays. » [Idem, p. 12] C'est au chapitre des compétences de la main-d'œuvre déjà en place que le Canada est le plus vulnérable face aux impacts de la transformation numérique, et cette vulnérabilité varie grandement d'une région à l'autre du Canada comme l'indique une étude de l'Institut C.D. Howe. [C.D. Howe Institute: Risk and Readiness: The Impact of Automation on Provincial Labour Markets | C.D. Howe Institute]

Par ailleurs, au Canada, des segments et certains groupes sur le marché du travail sont encore loin d'une pleine utilisation de leur potentiel humain. Pour mettre à contribution plus efficacement de ces bassins, dont des jeunes, des immigrants, des autochtones et des communautés dévitalisées, exigera d'aplanir certains obstacles à l'emploi, dont un déficit de compétences de base.

Pour pallier ces défis, le budget 2021-2022 du gouvernement fédéral inclut un investissement de 2,47 G\$ à des fins de formation dans les secteurs économiques en proie à des changements et à des bouleversements, ainsi que de porter une attention particulière à l'accès aux compétences et l'apprentissage des Canadiens, dont un investissement de 960 M\$ sur 3 ans à Emploi et Développement Social Canada afin de mettre en place un nouveau Programme Sectoriel de Solutions pour la main-d'œuvre. Cet apport financier a pour objectif d'aider les salariées à transitionner vers de nouvelles industries et vers de nouveaux emplois. [Centre des Compétences futures] Également, le

gouvernement propose d'investir 298 M\$ sur trois, à compter de 2021-2022, dans un nouveau programme Compétences pour réussir afin d'aider les Canadiens de tous les niveaux de compétences à améliorer leurs compétences de bases.

Une pleine reconnaissance des partenariats en place

Officiellement créé en 2018, le Centre des Compétences futures a pour mandat de « renforcer l'écosystème de développement des compétences au Canada afin que les Canadiens puissent envisager un avenir de possibilités d'apprentissage continu qui soient significatives et pertinentes. » [Centre des Compétences futures, Mission]. Pour y parvenir, le Centre doit, notamment, cerner les compétences recherchées et exigées par les employeurs, d'étudier de nouvelles approches innovantes en matière de perfectionnement des compétences et diffuser de l'information pour éclairer les décisions d'investissements et de programmes. L'organisme est administré en collaboration avec les provinces et les territoires, le secteur privé, les établissements d'enseignement et les organisations à but non lucratif.

Le Centre des Compétences futures (« Skills Lab ») ne peut toutefois être l'unique solution sans une meilleure concertation entre les différents acteurs. Une étude du Mowat Center conclut:

« [T]he skills lab cannot be a solely federal initiative. For the skills lab to succeed, provinces and territories — the primary policy actors in the field of skills training and development — must not simply be consulted; they must actively participate in designing, mandating and overseeing it from the outset.

"In the absence of some quick and creative thinking about how Ottawa can co-design and cogovern institutions jointly with the provinces and territories, the skills lab will never live up to expectations. It will inevitably founder on the same jurisdictional rocks as previous well-intentioned but poorly conceived federal initiatives in the area of skills development — an area that is hardly an exclusively federal responsibility. » [Andrew Parkin, Erich Hartmann et Michael Morden (2017): How to Build a Skills Lab - A new model of institutional governance in Canada, Mowat Center, p.3]

Cette collaboration doit d'ailleurs pleinement reconnaître les compétences, l'expérience et l'expertise des partenariats en place dans les provinces pour élaborer et mettre en œuvre les programmes de formation de la main-d'œuvre, comme la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) au Québec. Il serait également essentiel que le développement ainsi que l'élaboration de ces formations en compétences soient réalisées en concertation avec les commissaires de l'assurance-emploi afin d'assurer l'adéquation avec les besoins des entreprises.

Une mesure fiscale incitative pour combler le déficit : un Régime Volontaire d'Épargne Formation Continue

Pour soutenir l'apprentissage tout au long de la vie et combler le déficit de compétences, la FCCQ préconise l'instauration d'un Régime volontaire d'épargne formation continue (RVEFC) dont voici les grandes lignes :

- Le Régime serait fondé sur un élargissement du Régime enregistré d'épargne études (REEE).

- Le Régime permettrait de conserver les fonds et les subventions accumulés dans le REEE même si la personne ne réalise pas d'études postsecondaires, afin qu'il puisse se perfectionner plus tard dans sa carrière ou réaliser un retour aux études.
- La participation au Régime serait volontaire et serait soutenue par un incitatif fiscal, tant pour l'individu participant que pour son employeur.
- Les fonds accumulés au Régime pourraient être utilisés à soutenir le revenu du participant pendant la formation ainsi qu'à défrayer les coûts de formation. Le montant utilisé en revenu de remplacement par le participant est imposable.
- L'employeur peut volontairement verser une contribution au Régime d'un employé. Cette contribution, sujette à un maximum, n'est pas imposable pour l'employé et un crédit d'impôt remboursable d'un montant à déterminer est offert à l'entreprise.
- Dans le cas de la main-d'œuvre en emploi, une autorisation de l'employeur pour le congé serait évidemment requise, comme pour toute absence au travail. Ainsi, la formation serait arrimée aux besoins de l'employeur puisqu'il autoriserait le congé.
- Les chômeurs pourraient utiliser les fonds accumulés dans leur RVEFC dans des domaines d'études approuvés par les autorités compétentes de la juridiction, qui refléteraient la demande prévue sur le marché du travail.
- Les employés pourraient y voir une source supplémentaire de satisfaction au travail.
- Pour les employeurs, il s'agirait d'un élément de rémunération et d'un outil de rétention de la main-d'œuvre en particulier pour les générations montantes de travailleurs chez qui les possibilités d'apprentissage sont valorisées et dans les situations de basse conjoncture économique généralisée ou sectorielle.

Évidemment, la participation du gouvernement fédéral et des provinces accroîtrait de façon significative l'efficacité d'un tel régime à relever la participation de la main-d'œuvre à la formation liée à l'emploi.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Élabore et mette en place de programmes de formation de la main-d'œuvre dans l'initiative cadre du Centre des compétences futures qui reconnaissent pleinement les compétences, l'expérience et l'expertise des partenariats en place dans les provinces et les territoires, y compris les établissements postsecondaires agréés.
2. Instaure un Régime volontaire d'épargne formation continue (RVEFC) dans le but relever la participation de la main-d'œuvre canadienne à la formation liée à l'emploi.

Les anciens combattants : Un atout pour toute main-d'œuvre

DESCRIPTION

Les militaires canadiens, hommes et femmes, sont reconnus dans le monde entier pour leurs compétences en leadership, leur esprit d'équipe et leur dévouement. Ils sont très compétents dans les domaines de la planification, de la communication, de la gestion et des métiers. Il ne fait aucun doute qu'ils constitueraient un atout pour quelque effectif que ce soit. Or, le milieu des affaires n'est pas toujours conscient de l'atout important que peut représenter une personne ayant de l'expérience militaire. Chaque année, environ 5 000 membres des Forces armées canadiennes quittent l'armée. Le Canada connaît une pénurie de main-d'œuvre qualifiée qui ne peut être réduite que par l'intégration des membres des Forces armées canadiennes. Nombre d'entre eux éprouvent des difficultés lorsqu'ils tentent de faire la transition vers un emploi intéressant et durable au civil.

CONTEXTE

La capacité de recycler et de redéployer rapidement les travailleurs, lorsque les forces du marché changent ou que des perturbations technologiques surviennent, sera primordiale pour que le Canada réussisse dans l'économie de demain. L'une des clés du succès consistera à cerner stratégiquement les compétences professionnelles spécifiques des personnes en transition de carrière et à les jumeler à des emplois ou à des possibilités de recyclage à court terme. Les anciens combattants apportent au marché du travail des compétences et une expérience précieuses acquises au sein des forces armées. Une étude du gouvernement fédéral commandée par le Conseil consultatif de la transition des vétérans a révélé que, sur 850 employeurs, la plupart d'entre eux « ne comprennent que peu ou pas du tout les compétences des vétérans ou des anciens militaires ».

Une fois engagés dans l'armée, les militaires reçoivent une formation parmi les meilleures au monde, dont la valeur se situe en moyenne entre 500 000 et 1 million de dollars en fonds et ressources publics. Trop souvent, toutefois, cette expertise est négligée lorsque la personne quitte l'armée ou pour occuper un emploi au civil. Les soldats qui ont dirigé des groupes de combat en Afghanistan reviennent avec des compétences en gestion et une expérience des crises qui pourraient leur permettre d'accéder directement à des postes de gestion de niveau intermédiaire ou supérieur; cependant, de nombreux services des ressources humaines orientent ces anciens combattants aguerris vers des postes d'entrée.

La même étude a mis en évidence une rupture entre la vie civile et l'expérience militaire. Près de la moitié (45 %) des employeurs sont d'avis que l'embauche d'un ancien combattant donne une bonne image à leur entreprise. De plus, un nombre important d'entre eux considèrent les anciens combattants comme des personnes disciplinées et fiables, capables de bien fonctionner dans des situations de stress élevé. Cependant, 35 % ne pensent pas que leur entreprise ait besoin de faire un effort particulier pour recruter des anciens combattants, et près de la moitié (49 %) n'ont pas d'opinion sur la question. Seuls 16 % des employeurs sont d'accord pour dire qu'une entreprise doit faire un effort particulier pour recruter des anciens combattants.

Les employeurs et les entreprises peuvent bénéficier de l'embauche d'anciens combattants. Bien souvent, le personnel militaire a reçu une formation polyvalente et a de l'expérience dans des tâches et des responsabilités variées. De nombreux anciens combattants ont acquis une bonne éthique du travail. Ils apprécient également les défis et la satisfaction d'un travail bien fait. Une part importante de cette expérience peut se traduire par leur participation à la vie active, ce qui fait de l'ancien combattant un atout en milieu de travail. Voici les atouts que l'ancien combattant ou le personnel militaire peut apporter au milieu de travail :

- L'aptitude à travailler en équipe. Le travail d'équipe est considéré comme un élément essentiel de la vie quotidienne et constitue le fondement sur lequel repose la sécurité des opérations militaires.
- Le sens du devoir. La responsabilité du rendement au travail et l'obligation de rendre compte de toute mission accomplie sont des éléments dont on peut être fier.
- La confiance en soi. On attend de chaque militaire qu'il ou elle ait une idée réaliste de sa personne et de ses capacités en fonction de son expérience.
- Organisation et discipline.
- Bonne éthique de travail. Dans l'armée, la mission passe toujours en premier.
- Capacité de mener à bien ses missions, même dans des circonstances difficiles ou stressantes.
- Diversité de compétences transversales, telles qu'une formation approfondie sur les programmes et systèmes informatiques, l'interaction avec diverses personnes ayant des compétences différentes pour accomplir une tâche, et la coordination et la résolution de problèmes dans des conditions nouvelles et connues.
- Capacité à résoudre les problèmes rapidement et de manière ingénieuse.
- Capacité à s'adapter à des situations en constante évolution.
- Capacité à respecter les règles et les horaires.

De nombreux soldats canadiens sont dans l'incapacité de faire évoluer leur formation avancée vers des carrières intéressantes, alors que les compétences et les expériences accumulées par les soldats seraient très appréciées des employeurs au civil.

L'Institut de technologie de la Colombie-Britannique (ITCB) a mis au point une solution à son centre SITE, qui effectue des activités de recherche et d'évaluation liées aux acquis pour ensuite offrir des possibilités de formation poussées en matière de placement. À l'ITCB, le Programme de conversion des compétences militaires de la Légion accélère et fait progresser les carrières au civil des anciens membres et des membres actuels des Forces armées canadiennes. Pour ce faire, on répertorie les acquis plutôt que d'établir des équivalences de cours, ce qui permet de reconnaître les acquis des personnes issues de milieux éducatifs non conventionnels dans les programmes d'éducation et de formation. Il s'agit là d'un excellent exemple qui démontre que les liens entre les écoles polytechniques et l'industrie peuvent constituer un atout essentiel pour maintenir les travailleurs sur le marché du travail et faire tourner notre économie.

Une étude intitulée Sondage sur la vie après le service militaire 2016 a révélé que le taux d'emploi des militaires du rang supérieurs (MR sup) (57 %) était inférieur à celui des officiers (64 %) et des militaires du rang subalternes (MR sub) (70 %). Le taux de chômage chez les vétérans était de 8 %, semblable à celui de la population canadienne de même âge et sexe. Les activités autres que professionnelles pour les vétérans comprenaient la retraite (16 %), l'invalidité (8 %) et la formation (5 %).

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour :

1. S'assurer que la mise en œuvre d'un Programme d'aide à la transition de carrière pour les militaires permet de répondre aux besoins de l'industrie et établir des partenariats avec les chambres de commerce et les associations industrielles et universitaires.
2. Investir dans une campagne de sensibilisation du public qui définit clairement les avantages que représente l'embauche d'anciens combattants.
3. Établir des partenariats avec les établissements d'enseignement postsecondaire agréés du Canada pour mettre en œuvre un processus d'identification des compétences et d'évaluation des acquis ainsi que des cours accélérés pour ceux qui cherchent à se recycler.

NOTES

^{1, 2, 3}

¹. VAN TIL, L.D., SWEET J., POIRIER, A., MCKINNON, K., SUDOM, K., DURSUN, S., et PEDLAR, D. Bien-être des vétérans de la Force régulière, conclusions des EVASM 2016. Charlottetown : Anciens Combattants Canada. Rapport technique de la Direction de la recherche, 23 juin 2017.

². <https://nationalpost.com/opinion/francis-watt-putting-veterans-to-work>

³. <https://www.ottawalife.com/article/how-a-program-retraining-canadas-veterans-offers-solutions-for-the-mid-career-worker?c=9>

Assurer une reprise inclusive : Garantir des services de garde d'enfants sûrs, fiables, de haute qualité, souples et abordables pour les propriétaires d'entreprises et les entrepreneures.

DESCRIPTION

La pandémie a eu un effet dévastateur et disproportionné sur les femmes canadiennes sur le marché du travail. Ces effets se sont fait sentir à plusieurs niveaux : les femmes ont été en première ligne de la crise sanitaire car elles étaient souvent surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés par la crise en forme de K, et elles ont également porté l'essentiel du fardeau lié à la scolarité en ligne, à la garde des enfants et aux responsabilités ménagères. Les femmes propriétaires d'entreprises et les entrepreneures constituent un groupe de femmes souvent négligé. Le gouvernement fédéral peut entreprendre plusieurs mesures pour venir en aide à ces femmes. La première et la plus importante d'entre elles consiste à veiller à ce qu'elles aient accès à des services de garde d'enfants, notamment d'apprentissage de jeunes enfants, qui soient sûrs, fiables, de haute qualité, souples et abordables.

CONTEXTE

Dans le cadre de la campagne de croissance inclusive menée par la Chambre de commerce du Canada jusqu'à la fin 2019 et début 2020, le Conseil pour la promotion des femmes en affaires (CPFA) s'est consacré à accroître la participation des femmes aux conseils d'administration et à la haute direction des entreprises, ainsi qu'à constituer le vivier de talents nécessaire pour soutenir la croissance et la représentation des femmes.

Dès le début de la pandémie et à la lumière du constat presque immédiat de ses effets disproportionnés sur les femmes dans la population active, les membres du CPFA ont modifié leurs priorités. Au cours de la dernière année, le CPFA s'est consacré à émettre rapidement des recommandations au gouvernement fédéral afin d'appuyer les femmes (à la fois en tant qu'employeurs et employées) et leur situation économique suite à la crise de la Covid-19. Ces recommandations portaient sur trois axes : (i) rendre disponibles des services de garde sûrs, fiables et abordables; (ii) favoriser la participation des femmes aux PME et leur esprit d'entreprise; (iii) favoriser la réorientation professionnelle des femmes.

Le budget du gouvernement fédéral de mai 2021 proposait des investissements inédits et historiques totalisant 30 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, et 8,3 milliards de dollars de façon récurrente pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants pour la population générale et les Autochtones. Le gouvernement fédéral s'est notamment engagé à réduire de 50 % les frais moyens des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants réglementés dans toutes les provinces, à l'exception du Québec, d'ici fin 2022, ce qui se traduira par une moyenne de 10 \$ par jour pour l'ensemble des places en garderie réglementées au Canada d'ici 2025-26.

Cet engagement du gouvernement fédéral à faire preuve de leadership et de mobiliser des ressources pour la garde et l'apprentissage des jeunes enfants est tout à fait souhaitable. Toutefois, il ne tient pas nécessairement compte des besoins des femmes propriétaires d'entreprises et des entrepreneures.

La souplesse des services de garde et d'apprentissage des jeunes enfants est primordiale pour les femmes d'affaires. Les garderies financées par l'État dans un format unique ne répondent pas aux besoins de toutes. Comme le décrivent Jennifer Robson et Ken Boessenkool dans leur article de l'Institut C.D. Howe, il existe actuellement une multitude de types de services de garde d'enfants au Canada :

D'un côté, on trouve des prestataires entièrement publics dans des bâtiments publics, et de l'autre, des gardiennes privées employées directement par les familles.

Entre les deux, on trouve des services de bienfaisance et sans but lucratif, et des services à but lucratif. Il existe des services de garde en milieu familial ou à domicile, des services de garde agréés et non agréés, ainsi que des services de garde informels assurés par des parents, des proches ou des amis. De plus, il existe des programmes d'apprentissage et de développement de la petite enfance qui sont offerts dans des établissements de garde de haute qualité et d'autres qui comptent sur la participation des parents ou qui reposent sur un modèle de halte-garderie.

Les femmes propriétaires et chefs d'entreprise ont souvent besoin de bénéficier d'une certaine souplesse pour avoir recours à ces différentes formules, notamment en raison du fait que leur vie professionnelle ne suit pas un horaire typique de bureau, du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures. Remplacer la diversité des formules par une solution unique ne conviendra pas à tout le monde, d'où la nécessité de reconnaître l'importance de mettre en place un continuum complet de services.

En exprimant son soutien aux espaces réglementés en 2021, le gouvernement fédéral a reconnu l'importance des services de garde d'enfants souples et a modifié son discours initial qui accordait une préférence pour les espaces publics pour inclure les espaces réglementés privés. Les services de garde d'enfants réglementés par le secteur privé sont précieux pour les femmes propriétaires d'entreprises et entrepreneures, que ce soit à titre de prestataires ou de bénéficiaires. En effet, la majorité des garderies privées sont de petites entreprises dirigées par des femmes, surtout dans les banlieues et les régions rurales (ce qui deviendra de plus en plus important avec l'adoption de modèles de travail à domicile et hybrides post-pandémie). Le système de garderies du Québec est fortement soutenu par le secteur privé, y compris les places non subventionnées, et près d'un tiers du budget du Québec consacré à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants est versé sous forme de crédits d'impôt.

Ainsi, le fait de mettre l'accent sur l'offre de services de garde ne suffira pas à garantir des services de garde efficaces, adaptés, abordables et durables dans tout le pays. Les efforts du gouvernement fédéral, à court, moyen et long terme, doivent être accompagnés d'une réduction des obstacles fiscaux à la garde d'enfants pour les propriétaires d'entreprises. La refonte du code fiscal en matière de garde d'enfants est le moyen le plus rapide et le plus facile pour le gouvernement fédéral de venir en aide aux femmes actives sur le marché du travail.

À cette fin, nous réitérons les recommandations issues de la résolution de politique de 2020 intitulée « Crédit de garde d'enfants pour les petites et moyennes entreprises » et de la campagne « Viser la croissance » de la Chambre de commerce du Canada concernant l'admissibilité des propriétaires d'entreprise qui reçoivent des revenus en dividendes non admissibles à réclamer des frais de garde et à transférer les dépenses en matière de garde d'enfants au parent dont le salaire est le plus élevé.

Bien que près de 4 travailleurs indépendants canadiens sur 10 soient des femmes, les entreprises appartenant à des femmes sont généralement de plus petite taille, comptent moins d'employés et sont moins susceptibles d'être constituées en société. Elles sont donc exclues de nombreuses initiatives destinées aux PME parrainées par le gouvernement. Il faut donc tenir compte de l'admissibilité des PME et des mesures de soutien à la garde d'enfants.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Reconnaisse le continuum complet de services de garde d'enfants abordables et de haute qualité et y consacre des ressources, en insistant sur la souplesse des programmes. Par ailleurs, qu'il émette des directives nationales claires en matière de garde d'enfants axées sur l'inclusion, le traitement équitable et l'accessibilité. Ces directives doivent comprendre des définitions claires de ce qui constitue des services de garde d'enfants de haute qualité, abordables et souples.
2. Supprime les obstacles fiscaux à la garde d'enfants comme suit :
 - a) Élargisse les critères d'admissibilité des propriétaires de PME pouvant réclamer des frais de garde d'enfants, en accordant une attention particulière à la façon dont les entreprises appartenant à des femmes sont structurées;
 - b) Fasse des frais de garde d'enfants une déduction professionnelle admissible;
3. Octroie des subventions supplémentaires et d'autres incitatifs pour les PME afin de créer de nouvelles installations de garde d'enfants ou les agrandir.

NOTES

^{1, 2, 3, 4}

¹.L'incrémentalisme agressif, p.5.

²..Par exemple, voir les propos de l'honorable Ahmed Hussen, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, lors de la conférence « Delivering on the Commitment: A Canada-wide childcare plan » de First Policy Response (20 mai 2021). <https://policyresponse.ca/delivering-on-the-commitment-a-canada-wide-childcare-plan/>.

³.Voir : https://theconversation.com/ottawas-10-a-day-child-care-promise-should-heed-quebecs-insights-about-balancing-low-fees-with-high-quality-159626?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton

⁴.Voir : https://theconversation.com/ottawas-10-a-day-child-care-promise-should-heed-quebecs-insights-about-balancing-low-fees-with-high-quality-159626?utm_source=twitter&utm_medium=bylinetwitterbutton.

Questions autochtones et territoriales

Création d'un plan d'action global pour l'établissement de relations commerciales durables avec les peuples autochtones

DESCRIPTION

Au moment où diverses provinces adoptent des lois qui intègrent la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), le gouvernement fédéral doit s'assurer qu'il existe un environnement favorable à l'établissement de relations durables entre les entreprises et les peuples autochtones. Afin que le milieu des affaires adopte une quelconque législation visant à mettre en œuvre la DNUDPA dans ses modèles commerciaux, il doit comprendre l'importance et la valeur de la réconciliation et de la collaboration avec les peuples autochtones. Les entreprises et les communautés doivent aller de l'avant ensemble.

CONTEXTE

La mise en œuvre nécessite un plan d'action. Tout d'abord, nous devons comprendre l'histoire des peuples autochtones au Canada et le contexte actuel des relations autochtones. Ce n'est que dans cette optique qu'il y aura une véritable réconciliation et une véritable compréhension lorsque nous nous associerons à des projets sur des territoires autochtones et que nous travaillerons respectueusement avec les communautés autochtones. Ensuite, nous devons continuellement évaluer notre relation et comprendre, en mettant au point notre approche grâce à un apprentissage cyclique.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique (C.-B.) a adopté la *Loi sur la déclaration sur les droits des peuples autochtones* (LDDPA). Cette loi met en place un processus pour harmoniser les lois de la C.-B. avec la Déclaration des Nations Unies, donnant ainsi au gouvernement le mandat de mettre les lois provinciales en harmonie avec la Déclaration des Nations Unies. La loi exige l'élaboration d'un plan d'action pour réaliser cette harmonisation au fil du temps - en assurant la transparence et la responsabilisation - et elle exige la présentation de rapports réguliers à l'Assemblée législative pour surveiller les progrès.

La LDDPA donne à la province la souplesse nécessaire pour conclure des accords avec un plus grand nombre d'organes directeurs autochtones et offre un cadre pour la prise de décisions entre les organes directeurs autochtones et la province sur des questions qui ont une incidence sur leurs nations.

La LDDPA a promulgué la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (« DNUDPA ») dans la loi de la Colombie-Britannique, créant ainsi un cadre pour la réconciliation en Colombie-Britannique, conformément aux appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation.

John Horgan, dans son discours du Trône, a déclaré : « Nous devons aborder la réconciliation en Colombie-Britannique, non seulement pour la justice sociale mais aussi pour l'égalité économique de tous les citoyens, autochtones et non autochtones ».

Si d'autres provinces et territoires mettent en œuvre leur propre législation qui intègre les cadres de la DNUDPA, il doit y avoir une harmonie; une harmonie entre les gouvernements à tous les ordres, et le milieu des affaires et l'industrie.

Pour aller de l'avant, les entreprises et l'industrie doivent élaborer des politiques éclairées et fonctionner de manière qui reconnaisse les cultures et les valeurs autochtones, ainsi que les droits reconnus par la loi. Grâce à cette compréhension, nous pouvons, ensemble, créer des méthodes de collaboration, de consultation et de négociation qui renforcent la stabilité économique pour tous les Canadiens.

La Chambre reconnaît que si cet engagement peut engendrer du temps et des coûts supplémentaires au début, il permettra d'éviter les complications causées par les retards judiciaires ou réglementaires ou l'érosion des relations avec les communautés autochtones.

Une meilleure compréhension peut être créée au sein de la culture d'entreprise au moyen d'un plan d'action de réconciliation - un document qui définit les engagements tangibles d'une organisation pour faire avancer le processus de réconciliation.

Un élément commun des plans d'action de réconciliation est l'inclusion d'une formation sur les compétences culturelles en ce qui concerne les questions sous-jacentes abordées par la DNUDPA, les appels à l'action et d'autres sources. La formation et les ressources sont un élément très précieux pour assurer une compréhension générale des questions. Cela nécessite une formation axée sur les compétences interculturelles, la résolution des conflits, les droits de la personne et la lutte contre le racisme, ainsi que le renforcement des capacités.

Si certaines entreprises peuvent s'offrir des consultations ou des instructeurs qualifiés, un bon nombre d'entre elles ne le peuvent pas, surtout si l'on tient compte des répercussions économiques de la pandémie.

À mesure que le gouvernement et les communautés travaillent à la réconciliation avec les peuples autochtones, les entreprises ont besoin du soutien du gouvernement pour aller de l'avant et faire partie du processus de réconciliation. En plus de la formation axée sur les compétences, les éléments éducatifs doivent inclure la jurisprudence, les droits constitutionnels, la *Loi sur les Indiens* et le contexte historique.

Cette compréhension contribuera à la poursuite du travail nécessaire à la création d'un environnement permettant aux régions et aux communautés d'emprunter des voies qui offrent une stabilité économique et sociale, dans le but de former des partenariats de travail solides qui respectent les valeurs autochtones et créent des possibilités de générer des richesses pour les nations, tout en permettant une croissance économique et un développement non autochtones continus.

Nous avons besoin d'un plan d'action global d'apprentissage dans notre milieu d'affaires afin d'apprécier, de reconnaître, de mettre en œuvre et de réaliser pleinement les possibilités économiques avec les partenaires autochtones, qui comprend :

1. La colonisation au Canada : terminologie et définitions; l'histoire des relations entre les Autochtones et la Couronne; la *Loi sur les Indiens de 1876*; l'appartenance, les terres et la gouvernance; l'histoire et les séquelles des pensionnats.

2. Les appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation, la DNUDPA, et les raisons pour lesquelles les deux sont importants pour les entreprises, afin d'inclure un historique sur chacun des peuples autochtones de la Colombie-Britannique, qui est décrit dans le 92^e appel à l'action :

i. s'engager à tenir des consultations significatives, établir des relations respectueuses et obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones avant de lancer des projets de développement économique (nous aimerions discuter de ce point, mais les deux autres nous conviennent).

ii. veiller à ce que les peuples [autochtones] aient un accès équitable aux emplois, à la formation et aux possibilités d'éducation dans le secteur des entreprises et que les communautés [autochtones] retirent des avantages à long terme des projets de développement économique.

iii. donner aux cadres supérieurs et aux employés de l'information sur l'histoire des peuples autochtones, y compris ce qui a trait à l'histoire et aux séquelles des pensionnats, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les traités et les droits des autochtones, le droit autochtone et les relations entre l'État et les Autochtones. Il faudra offrir une formation axée sur les compétences sur l'aptitude interculturelle, le règlement de différends, les droits de la personne et la lutte contre le racisme.

3. Comment établir des relations commerciales durables avec les peuples autochtones : les pratiques exemplaires en matière d'engagement communautaire, de développement commercial, de protocoles (y compris pour les employés, les entrepreneurs, les entreprises et les entrepreneurs autochtones) et de respect des exigences en matière de responsabilité sociale des entreprises.

L'éducation et le mentorat dans les domaines de la LDDPA, des plans d'action de réconciliation, de la consultation, de la négociation et des coentreprises, des contrats et des questions de gestion des contrats, du développement des ressources et des infrastructures contribueront à l'établissement de relations respectueuses et collaboratives avec nos partenaires autochtones.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Travaille de manière utile et respectueuse aux côtés des communautés autochtones, des Premières Nations, le milieu des affaires et la Chambre de commerce du Canada (CCC) pour mettre au point un plan d'action de réconciliation, dont le but devrait englober la définition et le respect de l'éducation en milieu de travail, le rapport et les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation ainsi que la DNUDPA :

a. De concert avec le travail de la CCC, le gouvernement fédéral devra appuyer, collaborer et prendre en compte le travail déjà effectué dans certaines provinces et certains territoires.

NOTES

¹, ², ³

¹ <https://www.bclaws.gov.bc.ca/civix/document/id/complete/statreg/19044>

² https://static1.squarespace.com/static/5dbc9e7daca795172ad604d0/t/5dc098b32e9da95437b2f793/1572903092577/Calls_to_Action_English2.pdf

³ https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/british-columbians-our-governments/indigenous-people/aboriginal-peoples-documents/calls_to_action_english2.pdf

Création de l'Institut des infrastructures des Premières Nations

DESCRIPTION

Une infrastructure publique de qualité supérieure est essentielle à la santé et à la durabilité de toutes les communautés, y compris les communautés autochtones. Malheureusement, les résultats des infrastructures autochtones sont très médiocres dans le cadre de l'approche actuelle. La documentation, les études et les reportages des médias montrent que les infrastructures autochtones prennent plus de temps à développer, coûtent plus cher et ont des cycles de vie opérationnels plus courts que les infrastructures comparables développées par d'autres gouvernements. Les études estiment que les Premières Nations sont confrontées à un déficit d'infrastructure de plusieurs dizaines de milliards de dollars et que l'approche actuelle prendra beaucoup trop de temps pour combler ce déficit, si jamais n'il est comblé.

CONTEXTE

Les Premières Nations intéressées devraient avoir la possibilité de suivre une approche différente - une approche qui applique des normes et des processus fondés sur les pratiques exemplaires nationales et internationales et qui assure l'optimisation des ressources. Le manque d'infrastructures au sein de nombreuses communautés des Premières Nations contribue à une série de mauvais résultats sanitaires, sociaux et économiques. Malheureusement, la pandémie de COVID-19 a fait ressortir davantage les effets négatifs que subissent les Premières Nations en raison de l'absence d'infrastructures ou d'infrastructures de qualité inférieure dans leurs communautés. L'approche actuelle n'est pas viable et les Premières Nations s'attendent à de meilleurs résultats et le méritent.

En réponse, les institutions établies en vertu de la *Loi sur la gestion des premières nations* (LGFPN) du Canada ont proposé la création de l'Institut des infrastructures des Premières Nations (IIPN); une nouvelle institution qui soutiendra les Premières Nations dans la planification, le développement, l'approvisionnement, la conception, la construction, la mise en œuvre, l'exploitation et l'entretien, et la gestion de leurs projets d'infrastructure. En 2017, des dirigeants des Premières Nations de tout le pays se sont avancés pour former un Conseil de développement chargé de prodiguer des conseils et d'orienter la création de cette institution facultative, dirigée par les Premières Nations et axée sur la conception d'un système d'infrastructure plus innovant et l'obtention de meilleurs résultats en matière d'infrastructure.

L'Institut des infrastructures des Premières Nations (IIPN) aidera les Premières Nations qui choisissent de travailler avec lui à élaborer leurs projets d'infrastructure de manière plus rapide, plus rentable et plus durable. L'IIPN offrira un menu de services de soutien des capacités, fondé sur les pratiques exemplaires nationales et internationales, afin de répondre aux besoins des Premières Nations là où elles se trouvent. En fonction de leur expertise et de leurs capacités actuelles, les Premières Nations intéressées pourront utiliser une partie ou la totalité des outils, des compétences et des processus de l'IIPN pour planifier, développer, acquérir, mettre en œuvre, exploiter, maintenir et gérer leurs projets d'infrastructure de manière efficace et efficiente.

Le Conseil de développement a défini un cadre complet de gestion des risques et un modèle de prestation de services grâce auxquels l'IIPN mettra en œuvre un certain nombre d'innovations en matière d'infrastructure, notamment au minimum :

- Des processus d'identification et de planification des projets qui répondent aux objectifs, aux priorités et à la vision des Premières Nations;
- Des processus de définition et d'optimisation des projets qui soutiennent le développement de projets d'infrastructure qui servent à la fois les objectifs communautaires et économiques, le cas échéant;
- Des processus d'élaboration de projets qui utilisent des options d'approvisionnement actuellement réservées aux autres gouvernements et qui répartissent les risques de façon plus appropriée;
- Des processus législatifs des Premières Nations qui leur permettront d'exercer leur compétence en matière de réglementation des infrastructures pour la prestation de services locaux;
- Des processus de planification financière du projet qui utilisent le calcul des coûts sur l'ensemble du cycle de vie, depuis l'identification et la planification jusqu'à la mise hors service ou le remplacement, pour tous les coûts d'investissement, d'exploitation et d'entretien, et de renouvellement du cycle de vie prévus;
- Les processus de planification et de modélisation financière des projets qui identifient des sources de financement et des flux de revenus suffisants pour assurer la durabilité des actifs à long terme, et qui utilisent des options de financement, le cas échéant, pour assurer un calendrier optimal des revenus et des dépenses du projet.
- Au-delà de la prestation de services d'appui aux capacités sur des projets individuels particuliers, le Conseil de développement propose également que l'IIPN remplisse un certain nombre d'autres fonctions, notamment au minimum :
- Recueillir, analyser et distribuer des données et des informations statistiques relatives aux infrastructures afin de faciliter la recherche, d'améliorer les services de soutien des capacités et de favoriser une meilleure prise de décision;
- Fonctionner comme un centre d'excellence et un dépôt d'informations sur le développement durable des infrastructures autochtones;
- Donner des conseils au gouvernement fédéral sur le développement et la mise en œuvre de systèmes pour soutenir le développement durable des infrastructures;
- Effectuer des recherches sur les politiques et offrir des services d'évaluation sur l'élaboration de cadres fiscaux à l'appui du développement durable des infrastructures;
- Apporter un soutien pour développer et aider à la mise en œuvre de nouvelles approches pour un financement stable, efficace et efficient des infrastructures à long terme;
- Établir et maintenir une liste d'entrepreneurs de confiance en fonction de leur domaine d'expertise professionnelle, de leur expérience du type d'actif, de leur région d'exploitation et de leur familiarité avec les processus et les normes de l'IIPN;
- Assurer l'éducation et la formation du public en ce qui concerne les différents aspects des infrastructures et du développement durable des infrastructures.

Le Conseil de développement travaille en collaboration avec le gouvernement du Canada depuis 2017 pour faire progresser l'IIPN. Le Conseil de développement prévoit des dépenses de relance sous forme d'investissements importants dans des projets d'infrastructure dans les mois et les années à venir, dans le cadre de la Stratégie de relance économique du Canada. Certaines Premières Nations ont déjà des projets prêts à être lancés, mais le Conseil de développement estime que de nombreuses autres Premières Nations pourraient utiliser les services de soutien à la capacité de l'IIPN pour s'assurer que leurs projets sont bien planifiés, soutenus par des analyses de rentabilité solides et appuyés par des stratégies efficaces de gestion des risques. Cela permet de s'assurer que ces projets autochtones sont placés aussi bien, voire mieux, que tout autre projet d'infrastructure planifié par un autre gouvernement pour profiter de cet investissement.

De plus, avec l'annonce récente de la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) et de l'Initiative d'infrastructure pour les communautés autochtones (IICA), il doit être clair que l'IIPN n'est pas liée à l'IICA, et qu'elle travaille indépendamment de l'IICA. L'IIPN travaille avec l'entrepreneur, les intervenants et les bandes pour que les projets soient prêts à être mis en œuvre. Elle travaille également avec les soumissionnaires et suit le processus du début à la fin et au-delà, avec l'éducation, la sensibilisation culturelle et la durabilité.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Continue de collaborer avec les Premières Nations, les peuples autochtones et le Conseil de développement de l'Institut des infrastructures des Premières Nations à l'élaboration d'une modification législative à la *Loi sur la gestion des premières nations* afin d'établir l'Institut des infrastructures des Premières Nations dès que possible pour soutenir la mise en œuvre efficace des innovations en matière de développement de l'infrastructure et obtenir de meilleurs résultats en matière d'infrastructure autochtone.

Industrie

Éliminer les obstacles au commerce interprovincial pour accélérer le redressement économique

DESCRIPTION

En dépit des récents accords commerciaux, de nombreux obstacles continuent d'entraver fortement la circulation des produits, services et travailleurs entre les provinces et territoires canadiens, créant une incertitude constante qui nuit à la réputation du Canada comme endroit sûr où investir et brasser des affaires. Ces enjeux créent des obstacles à la compétitivité internationale et le Canada subira des pressions croissantes pour lever ses propres obstacles au commerce intérieur, étant donné les investissements étrangers directs résultant des accords commerciaux internationaux. Dans le budget fédéral du printemps 2021, des engagements ont été pris pour éliminer les obstacles au commerce interprovincial; toutefois, la question doit rester au cœur des préoccupations pour accélérer le redressement économique au sortir de la pandémie et survivre à une éventuelle élection fédérale à l'automne.

CONTEXTE

La circulation des produits, services et travailleurs entre les provinces et territoires du Canada est une pierre angulaire de l'économie nationale. Tandis que les exportations internationales constituent environ 30 % du PIB du pays, plus d'un milliard de dollars d'échanges commerciaux transitent au Canada chaque jour et le commerce interprovincial atteint quelque 385 milliards de dollars et représente environ 20 % du PIB. Certes, pour la plupart des provinces, les deux types de commerce représentent un pourcentage très similaire de leur propre PIB. Cependant, les questions liées au commerce interprovincial ont traditionnellement reçu disproportionnellement moins d'attention de la part des législateurs : les appels se font pressants pour une plus grande libéralisation du commerce et moins de protectionnisme au sein des accords commerciaux internationaux comme l'ALENA et le PTT et il est très évident qu'on a grandement besoin de la même approche au Canada.

IMPACT DES OBSTACLES AU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE LEUR ÉLIMINATION

Les obstacles au commerce interprovincial entravent inutilement la croissance de l'économie canadienne de nombreuses façons, grandes et petites.

L'effet de ces mesures protectionnistes est fortement ressenti par les petits et moyens producteurs provinciaux qui n'ont pas le volume ni les ressources financières requis pour vendre aux sociétés provinciales des alcools. Par conséquent, bon nombre de producteurs de boissons alcoolisées provinciales ont de la difficulté à établir une demande pour leurs produits sur un marché national, ce qui les empêche de concurrencer les grands producteurs internationaux. Les mesures protectionnistes interprovinciales nuisent également aux producteurs qui profiteraient de ventes Internet et de programmes d'achat destinés directement au consommateur qui fournissent des marges plus élevées et favorisent une gestion des approvisionnements plus efficace.

Ce qui est peut-être le plus important, les obstacles à l'importation individuelle du vin, de la bière et des spiritueux entravent l'industrie touristique du Canada. Un grand nombre de touristes canadiens des autres provinces ne peuvent rapporter les vins de la Colombie-Britannique et de l'Ontario chez eux pour les partager avec leurs amis ni participer aux clubs œnophiles dirigés par de nombreux établissements viticoles provinciaux. Les vignobles perdent également, car ils ne peuvent bâtir des relations loyales à long terme avec les clients hors province. Les consommateurs y perdent aussi, car leur étiquette de vin préférée n'est pas disponible où ils habitent.

D'autres exemples abondent : les règlements sur la salubrité des aliments varient au pays et les provinces ont des offices de commercialisation séparés pour les produits laitiers et la volaille, ce qui peut empêcher les produits agricoles d'une province d'être sur les tablettes d'une autre. Le secteur des transports est régi par différents règlements provinciaux. En effet, la dimension des pneus et les règles de sécurité pour les camions commerciaux qui transportent des marchandises volumineuses ou dangereuses ne sont pas harmonisées au Canada. Les raffineurs sont également soumis à des règles différentes, car le mélange d'éthanol permis dans le carburant varie d'une province à l'autre.

En outre, le pays n'a pas d'organisme unique de réglementation des valeurs mobilières et certains obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre existent toujours. La multitude de règlements fait du Canada un marché complexe pour les activités commerciales et ajoute aux coûts de ces activités.

Selon Statistique Canada, ces obstacles collectifs équivalent essentiellement à un tarif de 6,9 % entre les provinces et ils ont une incidence particulièrement grave sur le commerce lié aux intrants commerciaux directs. On estime que les obstacles au commerce entravent inutilement la croissance, freinant l'économie du Canada de quelque 7 %.

L'élimination de ces obstacles pourrait donc avoir une incidence importante sur les entreprises et les consommateurs canadiens, car de récentes études indiquent qu'une libéralisation valable du commerce intérieur pourrait ajouter entre 50 milliards et 130 milliards de dollars au PIB global du Canada. Selon une estimation moyenne de 100 milliards de dollars, ces gains économiques représentent plus de 7 500 \$ par ménage par an; cela permettrait de diminuer d'un tiers l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis. La portée de cette question et les gains considérables que son règlement pourrait entraîner ont incité la Chambre de commerce du Canada (CCC) à sans cesse l'identifier comme étant un des dix principaux obstacles à la croissance. La CCC a également cerné cette question comme étant une entrave centrale à la compétitivité réglementaire du Canada dans un rapport de mai 2018.

EFFORTS ANTÉRIEURS POUR RÉGLER LES OBSTACLES AU COMMERCE INTÉRIEUR

Les provinces ont elles-mêmes déployé des efforts en vue de traiter ces problèmes au moyen d'accords régionalisés et, bien que ceux-ci aient souvent fourni un cadre de discussion, leur nature trop vaste n'a pas permis de traiter efficacement les préoccupations. En vue de rectifier ces préoccupations et d'autres distorsions réglementaires, les instances fédérales, provinciales et territoriales ont signé l'Accord de libre-échange canadien (ALEC) en avril 2017.

Bien qu'il fournisse des mesures d'allégement progressives dans certains domaines comme l'approvisionnement, la majorité du document de 300 pages est vouée aux exemptions, créant des mesures dérogatoires sur de nombreux dossiers qui continuent de poser d'importants problèmes au niveau infranational. De plus, il y a de nombreux problèmes réglementaires persistants qui ne sont pas du ressort de l'ALEC. Par contraste, l'Australie a tenté d'atteindre les mêmes buts que l'ALEC en 1992 en adoptant la *Mutual Recognition Act*, un document de 17 pages affirmant simplement que les produits et les travailleurs réglementés dans un état peuvent circuler librement dans un autre.

Dans la foulée de l'annonce de l'ALEC, de nombreux organismes de gens d'affaires, y compris la CCC, ont indiqué que la réussite à long terme de cet accord dépendrait d'efforts concertés de la part des signataires pour le considérer comme un cadre pour procéder à une réconciliation et à une coopération réglementaires. Cependant, de nombreux exemples de l'insuffisance de l'ALEC sur ce plan ont émergé depuis son adoption, alors que les parties ont continué à s'engager dans des conflits commerciaux intermittents publics et privés, conflits que cet accord devait théoriquement régler et prévenir.

De plus, contrairement aux mesures que le Canada enchâsse habituellement dans ses traités internationaux, l'ALEC n'institue pas d'outils valables pour le règlement de conflits. Les sanctions pécuniaires connexes qui ont été actualisées au sein de l'ALEC sont tout aussi inconséquentes, la plus importante étant 10 millions de dollars pour la plus grande des provinces; c'est sans doute insuffisant, étant donné la sanction maximale précédente de 5 millions de dollars en vertu de l'ancien Accord sur le commerce intérieur, vieux de 20 ans, sans mentionner les éventuels milliards qui sont en jeu.

Ce système de règlement des différends en vertu de l'accord Canada-UE fournit un recours aux entreprises qui estiment avoir été traitées injustement et les autorise à prendre des démarches contre l'état mis en cause. Par suite du manque d'efforts valables de ce genre au Canada, à moins que le gouvernement fédéral n'agisse dès maintenant pour éliminer les obstacles au commerce intérieur, les entreprises européennes qui soumissionnent pour des contrats avec le gouvernement canadien auront un avantage institutionnalisé sur les entreprises canadiennes qui tenteront d'obtenir des contrats similaires à l'extérieur de leur province lorsque l'AECG sera appliqué.

D'autres contestations aux objectifs et à l'efficacité de l'ALEC sont survenues depuis lors, donnant lieu notamment à la décision rendue par la Cour Suprême du Canada en avril 2018 dans la cause *Comeau* –pour laquelle la CCC a servi d'intervenant – qui a effectivement déclaré que le Canada n'a pas de garantie constitutionnelle du libre-échange entre les provinces. Cette décision a porté un coup sévère à la poursuite d'un marché commun au Canada par le truchement des tribunaux, confirmant que les instances fédérales, provinciales et territoriales se doivent de poursuivre la modernisation des règles afférentes au commerce interprovincial.

Le président et chef de la direction de la Chambre, Perrin Beatty, a affirmé : « Nous devons décider à ce moment-ci si nous sommes un ou 13 pays. »

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Travaille avec les gouvernements provinciaux et territoriaux à la reconnaissance mutuelle des règlements, règles et politiques pour favoriser la libre circulation des travailleurs, produits et services au Canada et à la réduction des exemptions actuellement enchâssées dans l'Accord de libre-échange canadien.
2. Effectue un examen complet de l'ACI afin d'éliminer les obstacles au commerce, à l'investissement et à la mobilité de la main-d'œuvre. L'accord doit :
 - a) englober la totalité des secteurs de l'économie et tous les organismes gouvernementaux, y compris ministères, organismes de la Couronne et instances régionales et locales sans exception;
 - b) instituer un mécanisme de règlement des différends prévoyant l'accès pour tous à un comité d'arbitrage dont la décision est obligatoire et exécutoire ayant, notamment, la capacité d'imposer des sanctions financières plus élevées qui reflètent plus adéquatement les enjeux inhérents au commerce interprovincial;
 - c) mettre l'accent sur l'élimination des obstacles au commerce interprovincial du vin, de la bière et des spiritueux; et
 - d) prévoir l'élimination des obstacles commerciaux non tarifaires pour encourager la concurrence et uniformiser les règles du jeu pour les signataires et leurs entreprises respectives.

Faciliter le redressement du secteur canadien du tourisme après la pandémie de COVID-19

DESCRIPTION

Le tourisme est l'un des secteurs qui ont été le plus durement touchés par la pandémie de COVID-19 et qui mettront le plus de temps à se rétablir complètement. Il faut élaborer une stratégie pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre projetée dans ce secteur et prévoir des investissements supplémentaires pour s'assurer que les sociétés du secteur touristique du pays puissent survivre et que le Canada continue d'attirer des voyageurs canadiens et étrangers, favorisant ainsi la reprise économique de l'industrie du tourisme.

CONTEXTE

Avant la pandémie de COVID-19, le secteur canadien du tourisme contribuait à hauteur de 105 milliards de dollars à l'économie du pays, comptait 225 000 petites et moyennes entreprises et employait 1,8 million de personnes. Un emploi sur onze était directement relié au voyage, les services aux voyageurs, l'hébergement, le divertissement et les loisirs, le transport, et les secteurs de la restauration et des boissons. Le secteur du tourisme employait beaucoup de jeunes, de femmes et de nouveaux arrivants.

L'Association de l'industrie touristique du Canada (AITC) explique que l'année 2020 a été incroyablement difficile pour le secteur du voyage et du tourisme. Ses représentants craignent qu'il ne soit le tout dernier à se remettre du choc créé par la pandémie, et les spécialistes tablent sur un retour aux niveaux antérieurs à la pandémie en 2023 au plus tôt.

Plusieurs raisons expliquent cette situation. La COVID-19 s'est propagée dans le monde entier et a incité les États à mettre en place de nombreuses restrictions de voyages. Au Canada, le tourisme et les voyages ont cessé, et les frontières ont été fermées aux voyages non essentiels en mars 2020. La mise en vigueur de nombreuses mesures de santé publique visant à limiter la propagation du virus s'est ajoutée à ces restrictions. Des restrictions de voyages et des mesures de santé publique sont encore en vigueur à des degrés divers dans la plupart des pays.

En 2019, le Canada avait accueilli 96,8 millions de voyageurs étrangers. Ce chiffre est tombé à 25,9 millions en 2020 à cause des contrecoups de la pandémie sur les voyages internationaux. De nombreuses sociétés du secteur du tourisme ont enregistré une forte baisse de chiffre d'affaires, mais ont tout de même dû acquitter leurs frais fixes : loyer ou remboursement de prêt hypothécaire, impôts fonciers, services publics. Les subventions, prêts et programmes de déductions d'urgence ont permis à des milliers d'entreprises de rester ouvertes jusqu'à maintenant, mais ces soutiens sont temporaires.

Le secteur du tourisme mérite une attention particulière en raison de son caractère unique et de sa place dans notre économie. C'est l'un des quelques secteurs qui génèrent une activité économique dans chaque province et territoire en mettant en avant la diversité des régions du Canada. De plus, il exerce des retombées favorables sur de nombreux autres secteurs connexes. Lorsqu'un touriste visite une ville ou une région, il y reste habituellement quelques jours et y fait des dépenses et des visites. Cet effet de ricochet bénéficie donc à d'autres entreprises. Les mesures destinées au secteur du tourisme peuvent donc générer des retours financiers pour d'autres secteurs et sociétés, et pour l'ensemble de l'économie.

Certains problèmes propres au tourisme existaient avant la pandémie. Malgré la croissance du secteur du tourisme avant la pandémie de COVID-19, RH Tourisme Canada prévoyait que 93 000 emplois seraient vacants dans le secteur du tourisme d'ici 2035. Cette pénurie de main-d'œuvre prévue, associée aux effets de la pandémie, démontre qu'il faut élaborer une stratégie nationale pour juguler les pertes, et aider le secteur et ses travailleurs à se rétablir.

Par ailleurs, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) a été une bouée de sauvetage pour le secteur du tourisme durant la pandémie. Ce dispositif a permis aux entreprises de garder des employés ou de renouveler des embauches, car le gouvernement fédéral subventionnait un pourcentage du salaire de l'employé en fonction de la perte de chiffre d'affaires de l'entreprise. Ce dispositif devrait être maintenu jusqu'au printemps 2022, avec un soutien financier ciblé pour les sociétés du tourisme à qui il faudra plus de temps pour se remettre totalement de la pandémie.

Enfin, il faut saisir l'occasion d'encourager les Canadiennes et les Canadiens à consacrer leur budget de voyage au soutien du tourisme national et local une fois que les restrictions seront levées. Avant la pandémie de COVID-19, les dépenses dans les voyages au pays représentaient une part importante (78 %) des dépenses touristiques au Canada. Proposer aux Canadiens une incitation fiscale pour les années d'imposition 2021/2022 pourraient les encourager à visiter des points d'intérêt au pays, à se rendre à des festivals, à assister à des événements, à aller dans des terrains de camping, etc. et donc à soutenir la reprise du secteur.

Le budget 2021 consacre un milliard de dollars au secteur du tourisme à partir de 2021-2022; ce soutien doit se poursuivre, car la COVID-19 demeure une menace sanitaire mondiale. Ainsi, l'industrie touristique pourra rester un moteur de l'économie nationale, et le Canada pourra demeurer une destination touristique mondiale.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Élabore une stratégie nationale pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur du tourisme, notamment :
 - a) offrir un perfectionnement professionnel aux travailleurs licenciés durant la pandémie;
 - b) profiter des politiques d'immigration pour attirer les travailleurs;
 - c) nouer des partenariats entre les établissements d'enseignement postsecondaire agréés et le secteur privé pour ouvrir les étudiants aux carrières du secteur du tourisme.
2. Prolonge la Subvention salariale d'urgence du Canada pour les entreprises des secteurs les plus durement touchés ou les sociétés qui subiront des restrictions sanitaires jusqu'au printemps 2022 en utilisant les taux de subvention hypothécaire de la période 16 (9 mai - 5 juin), et réduire graduellement le dispositif pour les entreprises qui ont pu se redresser plus rapidement.
3. Propose une incitation fiscale aux Canadiens pour les années d'imposition 2022-2023 afin d'encourager les voyages locaux et nationaux au Canada.

NOTES

¹, ², ³, ⁴, ⁵, ⁶, ⁷, ⁸, ⁹, ¹⁰, ¹¹, ¹², ¹³

¹ https://tiac-aitc.ca/Tourism_Recovery_Fr.html

² <https://tiac-aitc.ca/our-focus-fr.html>

³ https://tiac-aitc.ca/_Library/TIAC_Publications/2020_Tourism_Fast_Facts_-_Rev_Sept_2020_FR.pdf

⁴ https://tiac-aitc.ca/_Library/Coronavirus_2020/T31_TIAC_Dashboard_MARCH_FR.pdf

⁵ https://tiac-aitc.ca/_Library/Coronavirus_2020/T31_TIAC_Dashboard_MARCH_FR.pdf

⁶ https://tiac-aitc.ca/_Library/Coronavirus_2020/T31_TIAC_Dashboard_MARCH_FR.pdf

⁷ https://tiac-aitc.ca/_Library/Coronavirus_2020/T31_TIAC_Dashboard_MARCH_FR.pdf

⁸ https://tiac-aitc.ca/_Library/Coronavirus_2020/T31_TIAC_Dashboard_MARCH_FR.pdf

⁹ <https://occ.ca/wp-content/uploads/OCC-Beverage-Alcohol-Report.pdf>

¹⁰ <https://tourismhr.ca/fr/penuries-de-main-doeuv-re-un-obstacle-a-la-croissance-du-tourisme/>

¹¹ <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/210331/dq210331b-fra.htm>

¹² [https://tiac-aitc-](https://tiac-aitc.ca/cgi/page.cgi/_zine.html/TopStories/CANADA_S_TOURISM_AND_TRAVEL_SECTOR_PLEASED_BY_2021_FEDERAL_BUDGET_SUPPORT_FOR_CANADA_S_TOURISM_ECONOMY)

[aitc.ca/cgi/page.cgi/_zine.html/TopStories/CANADA_S_TOURISM_AND_TRAVEL_SECTOR_PLEASED_BY_2021_FEDERAL_BUDGET_SUPPORT_FOR_CANADA_S_TOURISM_ECONOMY.](https://tiac-aitc.ca/cgi/page.cgi/_zine.html/TopStories/CANADA_S_TOURISM_AND_TRAVEL_SECTOR_PLEASED_BY_2021_FEDERAL_BUDGET_SUPPORT_FOR_CANADA_S_TOURISM_ECONOMY)

¹³ https://tiac-aitc.ca/_Library/Coronavirus_2020/T31_TIAC_Dashboard_MARCH_FR.pdf

Une nouvelle stratégie de pointe pour le secteur manufacturier

DESCRIPTION

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont changé de façon drastique depuis le début de la crise de la Covid-19. Les pays développés avaient pris l'habitude de délocaliser à grande échelle, sans connaître les effets à long terme de ce processus. Or, en cas d'événement majeur, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont vulnérables aux grandes perturbations. Ces dernières créent des pénuries à court terme et des goulots d'étranglement pour l'approvisionnement à long terme qui bloquent la réouverture des économies. De nombreux pays tentent désormais de rapatrier la fabrication. C'est l'occasion de créer une chaîne d'approvisionnement nord-américaine. Si le gouvernement fédéral peut se dépêcher d'élaborer un cadre en faveur d'un nouveau secteur manufacturier amélioré, le Canada pourrait devenir un carrefour mondial de la fabrication de pointe.

CONTEXTE

De mémoire d'homme, aucun événement n'avait à ce point perturbé le commerce. Maintenant que la pandémie semble reculer, les pays commencent à réévaluer l'économie mondiale et la position qu'ils y occupent. La COVID-19 s'est répandue dans le monde entier, et on n'en connaît pas encore toutes les répercussions. La pandémie a considérablement affaibli la chaîne d'approvisionnement mondiale qui caractérisait la globalisation de l'économie. L'évaluation des risques de la chaîne d'approvisionnement mondiale s'est révélée incorrecte. On a vu qu'en cas d'urgence, elle est sensible aux perturbations importantes et incapable de s'adapter rapidement aux demandes urgentes des marchés. Les pénuries et les hausses de prix se sont succédé à un rythme effréné aux premiers jours de la pandémie, et les pénuries de biens manufacturés entravent toujours les échanges.

Des politiques protectionnistes ont vu le jour dans de nombreux pays, appelant à relocaliser les secteurs manufacturiers critiques. Le Japon, par exemple, propose de payer 70 % des coûts de la relocalisation des petites et moyennes entreprises qui produisent des équipements de protection individuelle et des matières premières destinées aux médicaments¹. L'Italie, la France, l'Inde, Singapour et les États-Unis lui emboîtent le pas en lançant des initiatives visant à relocaliser de vastes pans de leur secteur manufacturier délocalisé. Le Canada pourrait tirer parti de ce déplacement stratégique en faveur de la relocalisation de la fabrication en devenant un carrefour central de la nouvelle chaîne d'approvisionnement résiliente d'Amérique du Nord.

La population est favorable à la relocalisation du secteur manufacturier au Canada. Toutefois, le problème de notre assise manufacturière existante est qu'elle est relativement facile à délocaliser. La tendance des entreprises à quitter le pays pour profiter d'une main-d'œuvre moins chère et de normes environnementales moins strictes ailleurs en témoigne. Depuis les années 1980, le secteur manufacturier canadien est en recul important. Entre 2000 et 2020, la part de la fabrication dans le PIB du Canada est passée de 16 % à 10 %².

¹ Gharlegghi, Behrooz, Asghar Afshar Jahanshahi et Tobias Thoene. « Locational factors and the industrialisation process in the USA; reshoring from China. » *International Journal of Business and Globalisation* 24, n°2. 2020 : 275 -292

² Gingrich Meg, Rowlinson Mark. « Revitaliser l'économie manufacturière du Canada en vue du monde de l'après-COVID », *Forum des politiques publiques*. 12 novembre 2020. 1-12.

La tendance est bien plus généralisée : le PIB généré par des ressources comme le pétrole a littéralement chuté durant la même période.

Pour que le Canada réussisse dans le secteur manufacturier, il doit élaborer une nouvelle approche. Le changement stratégique à l'œuvre aux États-Unis pourrait lui offrir cette occasion. Avant la pandémie, les États-Unis avaient déjà l'appui de leur population pour relocaliser une partie de leur assise manufacturière. Maintenant qu'ils sortent de la pandémie, ils font face à des problèmes d'approvisionnement dans le secteur manufacturier de pointe qui pourraient durer longtemps. Les pénuries de bois transformé, de semi-conducteurs, de médicaments et de batteries retardent le plan de réouverture des États-Unis³. Pour répondre à la demande de la population de relocaliser la production et pour mettre fin aux pénuries existantes, les États-Unis envisagent de déménager leurs chaînes d'approvisionnement installées dans des pays « rivaux » et de les installer dans des pays alliés proches⁴. La chaîne d'approvisionnement étasunienne pourrait quitter les marchés mondiaux au profit d'une chaîne d'approvisionnement nord-américaine résiliente. Développer un secteur manufacturier de pointe pourrait permettre au Canada de devenir un carrefour incontournable d'une nouvelle chaîne d'approvisionnement nord-américaine qui pourrait vendre directement sur le vaste marché de consommation américain.

Contrairement à la plupart des pays développés, l'Allemagne a réussi à conserver et même à développer son secteur manufacturier à hauteur de plus de 66 % ces vingt dernières années⁵. Elle a offert de bons salaires, établi des normes de travail élevées et instauré des journées de travail plus courtes. L'Allemagne a réussi grâce à un processus appelé « diversified quality production (DQP) »⁶. Le processus DQP, ou diversification des productions de qualité, consiste à créer rapidement des produits de haute qualité par une productivité élevée. L'Allemagne est capable d'une productivité et d'une qualité élevées grâce à son réservoir national important de talents et d'expériences en matière de fabrication.

Pour que le Canada réussisse, il devra mettre en place un processus similaire à celui de l'Allemagne, mais sans disposer d'autant de fabricants talentueux. Il faudra épouser l'automatisation et la technologie de pointe, et attirer les sociétés de fabrication de pointe existantes. Avant la pandémie, le principal motif de relocalisation invoqué par les producteurs indépendants était que le niveau de qualité de leurs produits fabriqués à l'étranger stagnait⁷. Orientée vers la qualité et la productivité, une assise manufacturière canadienne de pointe pourrait tirer parti des ressources naturelles abondantes et des conditions de l'entrepreneuriat du pays.

Il faudrait commencer à mettre en place dès maintenant une assise manufacturière résiliente en mettant en œuvre des politiques qui découragent la « course vers le bas » des salaires et des normes environnementales à l'échelle mondiale. Les ajustements à la frontière pour le carbone (AFC), par exemple, consistent à imposer des taxes d'importation sur les produits fabriqués dans des pays qui

³ Winck Ben. « Biden reveals plan to solve crippling shortages of computer chips, batteries, and medicine », Business Insider. Juin 2020. 1-2.

⁴ Winck Ben. « Biden reveals plan to solve crippling shortages ». 2020. 2.

⁵ Hancké, Bob et Steve Coulter. « The German manufacturing sector unpacked: institutions, policies and future trajectories ». London School of Economics and Political Science. (2013). 1-37.

⁶ Hancké. « The German manufacturing sector unpacked ». 2013. 12

⁷ Hancké. « The German manufacturing sector unpacked ». 2013. 14

n'utilisent pas de système de tarification du carbone⁸. Les produits fabriqués au Canada émettent un tiers de carbone en moins que les produits importés, mais les fabricants canadiens n'en tirent aucun avantage⁹. Comme le Canada utilise la tarification du carbone, un nouveau secteur manufacturier pourrait également se trouver désavantagé. La mise en vigueur d'AFC dans les secteurs canadiens en expansion permettrait de gommer ce désavantage et de donner un avantage aux entreprises canadiennes affichant des niveaux de qualité et de productivité supérieurs.

Actuellement, pour qu'un produit puisse porter l'indication « Fait au Canada », seule la dernière part de 51 % du processus de fabrication doit être accomplie au Canada¹⁰. En mettant en œuvre un dispositif d'AFC ou des politiques similaires, les producteurs seront incités à accomplir les dernières étapes de fabrication au Canada avant la mise en vente sur le marché nord-américain. La définition rapide d'une nouvelle stratégie pour l'activité manufacturière par le gouvernement fédéral serait une formidable occasion d'affaires pour le Canada.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Crée un groupe de travail national pour :

1. Mettre en place un nouveau cadre pour le secteur manufacturier qui encourage les entreprises à rapatrier les activités de fabrication critiques, protège les fabricants existants et attire des investissements étrangers directs vers la fabrication de pointe;
2. Déterminer les pénuries actuelles et futures de produits issus de la fabrication de pointe et positionner le pays pour qu'il devienne un producteur dans ces domaines;
3. Travailler avec les États partenaires de la région pour que le Canada participe activement à l'élaboration d'une nouvelle chaîne d'approvisionnement nord-américaine.
4. Développer les organisations économiques régionales existantes (p. ex. développement économique fédéral) pour accompagner les sociétés étrangères dans l'environnement réglementaire canadien pendant leurs premières années d'exploitation;
5. Rencontrer les parties prenantes des provinces et territoires, du secteur manufacturier et des établissements d'enseignement pour nouer des partenariats qui favorisent l'innovation et l'automatisation en se fondant sur des avantages concurrentiels qui existent déjà;
6. Privilégier les partenariats entre les écoles de formation professionnelle et le secteur manufacturier afin d'élaborer de nouveaux curriculums en mesure de répondre à la demande future de travailleurs qualifiés.

⁸ Marcu, Andrei, Michael Mehling et Aaron Cosbey. « Border carbon adjustments in the EU: Issues and options ». ERCST, Roundtable on Climate Change and Sustainable Transition (2020). 1-70.

⁹ Gingrich Meg. « Revitaliser l'économie manufacturière du Canada en vue du monde de l'après-COVID ». 6.

¹⁰ Bureau de la concurrence Canada. « Indications "Produit du Canada" et "Fait au Canada" ». <https://www.bureaudelaconcurrence.gc.ca/eic/site/cb-bc.nsf/fra/02228.html>

Créer des entreprises et des emplois dans l'économie bleue

DESCRIPTION

L'océan est menacé de toutes parts : changement climatique, surpêche, perte de biodiversité, pollution, sans parler du problème des plastiques qui se déversent dans les océans à un rythme moyen de huit millions de tonnes par an. Les océans s'acidifient et se réchauffent; les massifs coralliens se dégradent, tout comme les écosystèmes d'herbiers marins, d'algues brunes et de mangroves; et les dégradations dues aux déchets marins se comptent en milliards de dollars. La création d'une économie bleue est une occasion de transformation fondée sur une reprise économique qui préserve notre océan pour les générations futures, tout en protégeant notre environnement, en accélérant notre croissance économique, en créant des emplois et en luttant contre la pauvreté et la pénurie alimentaire.

CONTEXTE

Le Canada possède le plus long littoral et le quatrième domaine maritime au monde. Ses lacs et ses rivières représentent un cinquième de l'eau potable du globe. Ces ressources aquatiques naturelles sont le pilier de nombreuses communautés canadiennes et de nombreux territoires provinciaux.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que l'économie mondiale de l'océan (économie bleue) atteindra une valeur de 300 milliards de dollars d'ici 2030¹; selon certaines sources, cette économie pourrait créer 350 millions d'emplois dans le monde².

Le développement de l'économie bleue au Canada semble en mesure de contribuer à la création d'emplois et à l'économie. De plus, le concept global d'économie bleue est centré sur la préservation des ressources des océans, afin d'assurer leur existence durable.

Il n'y a pas de définition unique de l'économie bleue, mais dans tous les cas, elle fait référence à l'amélioration de la durabilité des activités économiques liées aux océans. En se concentrant sur l'économie bleue, on espère accroître la longévité des activités de la pêche, du tourisme et des sources d'énergie issues des océans. Si elle réussit à s'imposer, l'économie bleue apportera certainement son lot d'avantages financiers et sociaux tout en réduisant l'impact sur le changement climatique.

Les Canadiennes et les Canadiens dépendent des océans pour leurs loisirs, leur subsistance et leur existence. Les secteurs d'activité liés aux océans contribuent chaque année à hauteur de 31,7 milliards de dollars au produit intérieur brut et représentent près de 300 000 emplois.

Le Canada démarre une consultation sur la Stratégie de l'économie bleue. Les entreprises dont l'activité est en lien avec les océans, les Autochtones, les gouvernements locaux et provinciaux-territoriaux, les organismes de développement économique, les groupes écologiques et d'autres organisations sont invités à soumettre leurs idées au ministère des Pêches et des Océans afin de faire progresser l'élaboration de la stratégie. En Colombie-Britannique, les principaux secteurs d'activité en lien avec les océans sont la

¹ <https://coveocean.com/news/2019-12-12/canada-takes-a-global-lead-in-the-blue-economy>

² <https://thecommonwealth.org/blue-economy>

navigation maritime, les loisirs et le tourisme, l'aquaculture, la pêche commerciale, la pêche autochtone, les moyens d'existence traditionnels et la production de poissons et de fruits de mer, ainsi que le secteur des technologies océaniques, en plein essor.

De nombreux investissements sont effectués dans l'économie bleue, en particulier dans l'innovation et les solutions liées aux plastiques. Cependant, les océans recouvrant plus de 70 % de la surface du globe, le potentiel de l'économie bleue est encore grandement inexploité. Par exemple, plus de 1 000 millions de dollars d'obligations vertes ont été émises pour des applications terrestres, mais très peu pour des applications maritimes. Pour encourager l'économie bleue et l'innovation dans ce domaine, il faut mettre en place une approche de financement diverse et variée.

Le 9 juin 2018, sous l'égide du Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Union européenne ont adopté la Charte sur les plastiques dans les océans pour démontrer leur engagement à prendre des mesures concrètes et ambitieuses pour éradiquer la pollution par les plastiques. Depuis, la Charte a été signée par 26 États et 69 entreprises et organisations³.

Quelques idées pour un écosystème de l'économie bleue :

1. Soutenir un écosystème robuste, doté d'accélérateurs et, notamment, mettre en place un accélérateur canadien; présenter et célébrer des exemples de réussites de petite échelle. Par exemple, les travaux de restauration côtière des Grands Lacs et les programmes de restauration des herbiers menés par des hôtels et des centres de plongée sous-marine.
2. Le Canada peut prendre la tête d'un tel projet en favorisant l'alphabétisation océanique. La Coalition canadienne de la connaissance de l'océan fait avancer la connaissance et étaye une stratégie nationale en la matière.
3. Incorporer les océans dans les obligations municipales axées sur le changement climatique pourrait être une idée (p. ex. pour des infrastructures côtières et de grande échelle) ou encore relier les services offerts par l'écosystème marin à des initiatives de même portée (p. ex. : Municipal Natural Assets Initiative [initiative des actifs naturels municipaux]).
4. Les priorités d'investissement dans l'économie bleue portent sur le rassemblement des principaux pays intéressés par la restauration des écosystèmes marins, la R-D marine et l'étude des impacts de la génération d'énergie marémotrice sur les poissons et la vie marine).
5. Le Canada peut apporter son soutien à des projets bilatéraux et multilatéraux et à des accords internationaux de préservation des océans et habitats importants (herbiers, algues brunes, zones littorales et environnement durable pour la faune et la flore marines).

³ <https://www.globeseries.com/wp-content/uploads/2021/01/scaling-up-the-blue-economy.pdf>

6. Créer des accélérateurs d'innovation océanique : dans plusieurs centres en Amérique du Nord, mais aussi ailleurs dans le monde, on commence à orienter les recherches et les investissements vers les océans (p. ex. : Washington Maritime Blue de l'État de Washington et la Supergrappe des océans du Canada atlantique). Ces initiatives sont des éléments essentiels de l'écosystème de l'économie bleue. Elles peuvent soutenir l'éducation sur l'économie bleue, ainsi que la recherche-développement et la commercialisation liées aux technologies océaniques.

Le gouvernement devrait adopter les politiques incitatives ci-dessus et adopter une loi sur l'économie bleue qui envoie des signaux forts au marché. Ces signaux favoriseraient l'afflux de capitaux vers les mécanismes financiers de l'économie bleue.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Adopte des politiques incitatives et une loi qui mettent en avant l'économie bleue par l'intermédiaire de la Supergrappe des océans.
2. Forme un groupe de travail sur les placements bleus dirigé par la Supergrappe des océans, qui inclue la communauté des affaires, y compris une représentation de la Chambre de commerce du Canada et s'emploie à créer de nouvelles possibilités de placement afin de consacrer un effort coordonné à la diversification des produits et stratégies de placement dans l'économie bleue (obligations, actions, etc.).
3. Continue à appuyer l'économie bleue y compris mais sans s'y limiter à soutenir l'infrastructure liées aux océans, aux rivières et aux lacs.

Affaires internationale

Rétablir la publication annuelle sur les obstacles au commerce extérieur pour favoriser les intérêts canadiens

DESCRIPTION

Il faut apaiser les tensions commerciales que la politique étrangère crée entre le Canada et les États-Unis. Les accords de libre-échange sont une solution mais, dans certains cas, ne suffisent pas¹. Le Canada doit utiliser tout l'arsenal d'outils commerciaux internationaux dont il dispose pour montrer sa détermination à privilégier ses intérêts et son économie. L'un de ces outils est le rétablissement de sa publication annuelle sur les obstacles au commerce extérieur.

CONTEXTE

L'économie des États-Unis est puissante. Elle est bâtie sur l'accumulation de richesses, l'extraction de ressources naturelles, l'ouverture des frontières et un système de financements complexe, entre autres. Pays le plus riche au monde, les États-Unis affichent un déséquilibre de la balance commerciale en leur faveur. Ils ont élaboré des politiques qui leur assurent que toute relation commerciale est à l'avantage de leurs secteurs d'activités.

Le Canada a eu recours à l'Organisation mondiale du commerce pour le règlement des différends commerciaux. Ces négociations sont alors longues et coûteuses, sans toujours déboucher sur une résolution avantageuse. Le Canada devrait plutôt recourir à un mécanisme qu'il a cessé d'utiliser : la publication annuelle des obstacles au commerce extérieur signalés par les sociétés canadiennes.

Le gouvernement fédéral pourrait utiliser cet outil pour mieux comprendre les circonstances dans lesquelles les entreprises canadiennes éprouvent des difficultés à commercer avec l'étranger. Affaires mondiales Canada devrait reprendre la publication de ce rapport annuel. Affaires mondiales Canada publie un rapport annuel qui fait le point sur le commerce², mais ne publie plus de rapport distinct énumérant les obstacles commerciaux que rencontrent les exportateurs canadiens de produits et de services. Un dispositif du Service des délégués commerciaux permet aux exportateurs canadiens de signaler les obstacles commerciaux, mais ceux-ci ne font pas l'objet d'une communication globale publique.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Reprenne la publication annuelle des obstacles au commerce avec des pays étrangers signalés par les sociétés canadiennes.

NOTES

1, 2, 3, 4

¹ <https://www.govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-88/pdf/STATUTE-88-Pg1978-2.pdf>

² <https://www.govinfo.gov/content/pkg/STATUTE-76/pdf/STATUTE-76-Pg872.pdf>

³ <https://www.cbsa-asfc.gc.ca/trade-commerce/tariff-tarif/menu-fra.html>

⁴ <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/economist-economiste/state-of-trade-commerce-international-2020.aspx?lang=fra>

Des manquements dans la perception de droits ont des conséquences négatives sur les détaillants canadiens et les recettes fiscales du Canada

DESCRIPTION

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) est responsable de l'administration des accords commerciaux afin que le Canada honore ses obligations internationales. À ce titre, elle perçoit les taxes, droits et tarifs sur les marchandises importées. Or, les droits perçus par l'ASFC aux postes frontières terrestres entre les États-Unis et le Canada sont inexacts à cause d'un code de pays d'origine erroné, résultant en des exemptions de droits de douane indues. Alors que la population canadienne est encouragée à faire des achats locaux, l'application laxiste des règles de douane établies défavorise les sociétés canadiennes et diminue les recettes fiscales de l'État d'un montant estimé à 1,3 milliard de dollars par an, pour les seules expéditions postales.

CONTEXTE

De plus en plus de produits peuvent être achetés en ligne, et les sociétés et les particuliers canadiens sont donc de plus en plus nombreux à faire des achats sur Internet. En raison de coûts d'expédition élevés, les sociétés et les consommateurs sont nombreux à avoir constaté qu'il leur coûte moins cher de faire expédier des marchandises à une adresse aux États-Unis, puis d'importer ces dernières au Canada en passant eux-mêmes la frontière.

À l'instar de nombreux pays, le Canada applique une limite à la valeur des marchandises qui peuvent être importées hors taxes. Dans le cas du Canada, cette limite est fixée à 150 CAD par expédition, mais seulement si les marchandises sont importées des États-Unis par un service de messagerie. Dans le cas des consommateurs canadiens qui vont chercher un colis auprès d'un point de livraison situé aux États-Unis, la réglementation en vigueur ne prévoit pas d'exemption de droits fondée sur la valeur des marchandises, sauf si elles se trouvent en dehors du pays depuis plus de 48 heures. La réglementation ne prévoit pas d'exonération de droits pour les personnes qui franchissent la frontière la même journée.

Lorsque l'ASFC inspecte les marchandises importées, elle attribue un code de « traitement tarifaire » qui dépend du pays d'origine (pays où le produit a été fabriqué). Ce code déclenche l'application de taux de droits conformes aux accords commerciaux conclus avec d'autres pays. Exemple : Le code de traitement tarifaire 10 s'applique aux produits fabriqués aux États-Unis et déclenche un traitement en franchise de droits en vertu de l'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le code de traitement 2 est le code de la « clause de la nation la plus favorisée » et déclenche le taux de droit applicable à tout pays n'ayant pas d'accord commercial avec le Canada.

Lorsque les entreprises importent des marchandises par la filière commerciale, la perception des droits dépend du lieu de leur fabrication. Mais dans le cas d'un particulier qui franchit la frontière et revient au Canada avec des marchandises qui ont été livrées à une adresse aux États-Unis, il est très rare que le droit soit perçu au titre d'importations, parce que le produit est alors traité comme s'il avait été fabriqué aux États-Unis.

Les données collectées en vertu d'une demande conforme aux lois sur l'accès à l'information confirment que les consommateurs particuliers sont exonérés par l'ASFC du paiement des droits et des tarifs qui sont imposés aux entreprises canadiennes, à cause du paramétrage par défaut du code de droit dans le Système de traitement des déclarations des voyageurs (STDV) de l'ASFC. Lorsque des particuliers entrent au Canada et déclarent l'achat de marchandises, soit ils bénéficient d'une exonération et ne payent pas de droit ou de taxe, soit on leur demande d'entrer payer ces droits dans les bureaux de l'ASFC. Les dossiers obtenus en réponse à des *Demandes d'accès à l'information informelle dossiers - précédemment publiés* indiquent que les Agents des services frontaliers attribuent à pratiquement toutes les marchandises le code 10 (fabriqué aux États-Unis : exemption de droits), quel que soit le pays de fabrication du produit. De premiers calculs indiquent que le changement du code indiqué par défaut pour l'établir au code 2 « nation la plus favorisée » dans le STDV permettrait la collecte de recettes tarifaires et douanières d'au moins 35 millions de dollars.

Exemple : si un détaillant canadien importe des vêtements fabriqués au Bangladesh pour un montant de 5 000 \$ pour les vendre dans son magasin, l'importation de ces marchandises entraîne le paiement de droits d'environ 900 \$. Donc, si un consommateur canadien commande les mêmes vêtements en ligne et les fait livrer à une adresse aux États-Unis, s'y rend en voiture, va les chercher lui-même et est invité à entrer payer les droits et taxes sur ces marchandises, le montant de droits devrait être identique.

Les détaillants canadiens payent un taux de droit élevé pour importer leur stock commercial et versent des droits et tarifs au gouvernement du Canada, ce qui accroît leur prix de vente; mais un consommateur peut acheter le même produit et éviter ces droits en passant lui-même la frontière avec ces marchandises. Cette pratique défavorise les entreprises canadiennes et incite les consommateurs canadiens à magasiner eux-mêmes à l'extérieur du pays en plus de réduire les recettes du gouvernement du Canada et de discréditer les accords commerciaux internationaux.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Garantisse l'équité des règles pour les détaillants canadiens en s'assurant que les droits sont perçus en bonne et due forme aux postes frontières terrestres chaque fois qu'un formulaire BSF715 - Déclaration en détail des marchandises occasionnelles - est rempli;
2. Mette à jour le tarif par défaut dans le Système de traitement des déclarations des voyageurs (STDV), supprime l'application par défaut du code 10 qui prévoit un traitement préférentiel (fabriqué aux États-Unis) et indique plutôt le code tarifaire 2 (clause de la nation la plus favorisée) aux points d'entrée terrestres. Le gouvernement doit former les agents de l'ASFC à indiquer le pays d'origine d'un produit sur les déclarations en détail des marchandises occasionnelles;
3. Veille à ce que l'ASFC dispose de suffisamment de ressources pour réduire la congestion aux frontières et gérer les conséquences opérationnelles de ces changements.

NOTES

¹, ², ³

¹ Demande d'accès à l'information informelle dossiers précédemment publiés A-2020-20052 (<https://ouvert.canada.ca/fr/search/ati/reference/2662e57f0e0d21baf844c9c55314feaf>)

² Printemps 2017 — Rapports du vérificateur général du Canada au Parlement du Canada Rapport 2 — Les droits de douane

https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_201705_02_f_42224.html

³ Rapport 2017 de Copenhagen Economics, « E-Commerce Imports into Canada: Sales Tax and Customs Treatment »

<https://www.copenhageneconomics.com/dyn/resources/Publication/publicationPDF/9/379/1488463673/copenhagen-economics-2017-e-commerce-imports-into-canada-sales-tax-and-customs-treatment.pdf>

Renouveler les fondements de la relation Canada-États-Unis

DESCRIPTION

Le partenariat entre le Canada et les États-Unis s'est bâti autour d'un territoire géographique partagé, de valeurs similaires, d'intérêts communs, de profonds liens personnels et de relations économiques puissantes dont les assises sont diverses. Le Canada et les États-Unis entretiennent la plus importante relation commerciale au monde. Un grand nombre de marchandises et de personnes traversent chaque jour la frontière de manière sécurisée et efficace, et ces flux sont vitaux pour la compétitivité et la prospérité économiques de nos deux pays. Pour préserver les points forts de cette relation et sa nature mutuellement bénéfique, il faut mener une consultation multisectorielle sur le mandat, la composition et le programme du nouveau Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis afin de coordonner la défense des principales priorités canadiennes.

CONTEXTE

Le Canada et les États-Unis entretiennent une relation dense, complexe et parfois tendue. Les cinq dernières années ont montré combien une relation peut changer, et le bilan économique de telles tensions. On espérait une embellie des relations avec l'arrivée d'une nouvelle administration étasunienne, mais un récent foisonnement de décrets a montré que nous devons rester vigilants en permanence pour protéger les intérêts des Canadiens.

Le Canada et les États-Unis collaborent dans les domaines de la sécurité et de la défense. Leur relation en tire des avantages, comme l'accès à l'information et la circulation des personnes, des produits et des services. Nos deux pays ont des valeurs similaires qui leur permettent de faire face aux questions internationales et de répondre aux crises humanitaires. Pour relever ces défis mondiaux, le Canada et son voisin du Sud coopèrent au sein d'institutions multilatérales comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Groupe des cinq et le G20, pour n'en citer que quelques-unes.

Le Canada est également partie de nombreux accords sur le commerce et l'investissement dont les États-Unis sont également membres. Ces accords, dont l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALECEU), l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM), l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et bien d'autres encore, servent de porte d'entrée pour définir les limites commerciales entre nos deux pays. Ces limites se tendent lorsque les intérêts nationaux se heurtent aux accords internationaux.

L'ancien président des États-Unis, Donald Trump, a promulgué de nombreuses politiques nationales qui ont tendu les relations avec le Canada. Il a mis en œuvre des politiques sur les tarifs douaniers et des dispositions « Buy America » qui ont mis en danger l'économie canadienne, des emplois et la sécurité internationale. Ces politiques ont créé des fractures dans la relation Canada-États-Unis.

Le 20 janvier 2021, le président Joe Biden est entré en fonctions à Washington. On a pu penser que ce changement à la tête du pays allait donner le coup d'envoi d'une réconciliation, mais de nombreuses politiques mises en œuvre ou signées par décret par le président n'ont fait qu'exacerber notre partenariat déjà fragilisé. Ces décrets comprennent l'annulation du projet d'oléoduc Keystone XL et la création du plan stratégique « Buy America ». Le président Biden a également évoqué des dispositions propres à annuler la mise en service de l'oléoduc d'Enbridge.

Ces conflits de politiques transfrontalières sont complexes, raison pour laquelle le Parlement a mis sur pied un Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis, chargé de les examiner. Nous devons comprendre, collectivement, quelles sont nos priorités et dans quelle mesure la politique des États-Unis se répercutera sur les intérêts canadiens.

Le Comité spécial est doté de nombreuses responsabilités, étant donné la complexité et l'interconnexion des relations entre les deux pays. Il est chargé d'examiner une myriade de questions politiques touchant des intérêts économiques, sociaux et liés à la sécurité. Par conséquent, il est impératif qu'il mène des consultations fréquentes auprès des parties prenantes compétentes sur les différents sujets de politiques qui intéressent ces domaines. Certains de ces sujets sont, notamment, la COVID-19, l'intégration économique, le changement climatique, le commerce international et la sécurité mondiale.

Le Comité spécial est chargé d'informer le gouvernement et le public des conséquences que ces sujets exerceront sur les secteurs d'activité canadiens, l'accès au commerce et les emplois au Canada. Il est donc crucial que les parties prenantes soient régulièrement consultées au sujet des priorités politiques du Comité spécial, afin de garantir que les intérêts économiques nationaux seront bien pris en compte. Le Comité devrait demander une participation régulière des parties prenantes du pays, en particulier de la Chambre de commerce du Canada et de son réseau, pour établir un programme de promotion et de défense des intérêts qui sera clairement et convenablement défini. Ce mode de fonctionnement doit perdurer, même si le Comité évolue parallèlement à son programme de promotion et de défense des intérêts du Canada au gré des circonstances.

Le Canada et les États-Unis ont souvent des intérêts en commun, et ils ont bien des occasions de coordonner leur politique intérieure de façon complémentaire. Au lieu que chaque pays vise des objectifs purement nationaux, les travaux informés du Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis pourraient contribuer à la coordination d'objectifs nord-américains qui pourraient être poursuivis à l'avantage des deux pays.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Continue de consulter régulièrement les parties prenantes compétentes, comme des cercles de réflexion, des associations professionnelles et les réseaux des chambres de commerce du Canada et des provinces concernant le mandat évolutif et les priorités en matière de promotion et de défense des intérêts du Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis.
2. Trouve des occasions, grâce aux travaux du Comité spécial sur la relation économique entre le Canada et les États-Unis, de soutenir davantage les industries et les partenariats nord-américains dans les cadres établis par les règles et les accords commerciaux en vigueur.
3. Poursuive ses recherches sur la mise en œuvre de politiques stratégiques binationales, comme par exemple un mécanisme nord-américain d'ajustement carbone aux frontières¹, des accords commerciaux enrichis ou des possibilités de mise en commun de ressources énergétique afin de ne pas défavoriser des sociétés canadiennes ou étasuniennes dans leur poursuite de la neutralité carbone.

¹ https://www.bnc.ca/content/dam/bnc/fr/taux-et-analyses/analyse-economique/geopolitiquebref_210322.pdf

Ressources naturelles et environnement

Les industries des ressources naturelles : une composante essentielle de la reprise post-pandémie

DESCRIPTION

Le Canada doit non seulement maintenir son avantage concurrentiel, mais aussi en tirer parti et le renforcer dans le cadre des efforts de relance. Alors que le Canada se remet à peine de la pandémie de COVID-19, il est essentiel que les décideurs et le grand public comprennent le rôle essentiel que les industries des ressources naturelles sont appelées à jouer dans la reconstruction de nos économies provinciales et fédérales à court et à long terme. Plus que jamais, le secteur des ressources naturelles du Canada sont essentielles pour reconstruire et renforcer notre économie.

CONTEXTE

Une coalition nationale d'entreprises, de syndicats, d'organisations professionnelles et de défense des intérêts des Autochtones s'est réunie au cours de l'été et de l'automne 2020 afin d'élaborer un plan directeur pour la reprise économique du Canada au sortir de la crise de la COVID-19. Le Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance (le Groupe de travail) rassemble 23 organisations membres des secteurs de l'énergie, de la fabrication, du transport, de la foresterie, de la construction et de l'entretien industriel et représente plus d'un quart de million d'entreprises et plus de 2,5 millions de travailleurs partout au Canada.

Le Groupe de travail a élaboré une série de mesures politiques qui ont été présentées aux principaux décideurs gouvernementaux, ainsi qu'au Conseil sur la stratégie industrielle, une initiative fédérale récemment lancée en réponse aux effets économiques de la COVID-19.

Au premier trimestre de 2019, les industries des ressources naturelles représentaient directement 236 milliards de dollars du PIB, soit 11,3 % de l'économie canadienne. L'industrie reste à l'avant-garde de la création de bons emplois bien rémunérés qui soutiennent les familles et les collectivités partout au Canada et qui offrent des possibilités économiques et une croissance dont les collectivités éloignées, nordiques et autochtones ont grandement besoin.

Les industries du secteur des ressources naturelles sont habituées au changement et sont prêtes à collaborer avec le gouvernement de façon dynamique pour atteindre les objectifs climatiques du Canada et bâtir une économie plus robuste, plus inclusive et plus compétitive sur la scène mondiale.

Assurer l'avenir économique du Canada repose sur une série de recommandations détaillées et de grande envergure qui pourraient nous aider à atteindre ces objectifs, et qui se répartissent en trois catégories :

Renforcer les infrastructures essentielles :

La Banque mondiale est une organisation clé à laquelle de nombreuses organisations et sociétés internationales ont recours pour déterminer si elles doivent investir dans un pays. Le gouvernement fédéral a besoin d'améliorer le classement du Canada selon l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale d'ici 2025, en partenariat avec les peuples autochtones, les associations industrielles, le secteur privé et l'ensemble des paliers de gouvernement.

Le développement des infrastructures est un investissement indispensable à la reprise. Le gouvernement fédéral doit construire des routes, des voies ferrées, des ports maritimes en eaux profondes et des infrastructures informatiques, en particulier dans les zones où les lacunes en matière d'infrastructures entravent le développement socio-économique. En outre, on ne saurait sous-estimer la nécessité de construire des pipelines. En effet, ces derniers sont le moyen le plus sûr de transporter le pétrole, une ressource naturelle à laquelle on aura recours pendant encore de nombreuses décennies en raison de la diversité de ses applications.

Les politiques économiques axées sur la réduction des émissions de carbone gagnent en popularité dans les provinces. Le gouvernement fédéral a également lancé diverses initiatives en ce sens. Afin de mettre en place une stratégie nationale robuste de réduction des émissions de carbone, il est essentiel de supprimer les obstacles interprovinciaux. L'établissement d'un réseau national de distribution d'énergie à faible teneur en carbone et la promotion des interconnexions électriques entre les provinces seront primordiaux dans cette démarche. Le gouvernement devrait également créer un Fonds d'innovation pour la technologie des plastiques doté d'un financement de départ de 200 millions de dollars, géré par Ressources naturelles Canada (RNCa), afin d'atteindre les objectifs de carboneutralité.

Le gouvernement fédéral devrait également mandater la Banque canadienne d'infrastructure pour qu'elle se concentre davantage sur le développement des ressources naturelles.

Le gouvernement fédéral devrait assurer une affectation optimale des fonds directs et indirects destinés à la mise à niveau et à la commercialisation des technologies essentielles.

Assurer l'accès à des terres riches en ressources naturelles pour leur mise en valeur :

Le Canada compte sur ses ressources naturelles pour assurer sa croissance économique et sa résilience. Qu'il s'agisse d'agriculture ou d'extraction de ressources, nous devons veiller à ce que nos terres soient utilisées de manière responsable. Les décisions relatives à l'utilisation des terres doivent être fondées sur des évaluations scientifiques qui permettent de déterminer la valeur du potentiel en ressources d'une région donnée, tout en tenant compte des activités ou des intérêts concurrents ou complémentaires liés à l'utilisation de ces terres. Toute décision doit être prise en concertation avec les gouvernements autochtones, provinciaux et territoriaux pour ce qui est des engagements en matière de conservation et des droits ancestraux et issus de traités.

Créer de bons emplois :

Stimuler la création durable de bons emplois, favoriser l'emploi chez les Autochtones et renforcer la mobilité de la main d'œuvre qualifiée sont des aspects importants de la prospérité post-pandémie. De plus, il sera nécessaire de créer un environnement réglementaire et politique qui encourage les investissements dans le secteur des ressources naturelles afin de remettre les Canadiens au travail.

Le gouvernement doit se concerter avec l'industrie pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre à venir et aux perturbations qui en découlent dans le secteur des ressources naturelles. Le gouvernement fédéral doit collaborer avec les provinces et les territoires pour moderniser le système d'éducation et de formation canadien afin de mieux soutenir l'apprentissage tout au long de la vie. Pour éviter les pénuries, le gouvernement fédéral doit travailler avec les provinces et l'industrie pour éliminer les obstacles à la mobilité des gens de métier et des apprentis dans le secteur des ressources naturelles et les industries connexes.

Assurer l'innovation et la compétitivité environnementale :

Le Canada dispose d'une variété inégalée de ressources naturelles ainsi que du talent et de l'expertise de classe mondiale nécessaires pour devenir une future superpuissance dans le domaine des ressources naturelles, une force qui pourrait assurer la prospérité nationale tout en faisant du Canada un chef de file mondial en matière de technologie de réduction des émissions et de lutte contre les changements climatiques. Le gouvernement fédéral doit défendre et promouvoir les technologies canadiennes de réduction des émissions qui sont de classe mondiale, ainsi que les pratiques réglementaires qui permettent d'obtenir les produits issus des ressources naturelles les plus sûrs et les plus respectueux de l'environnement.

Maximiser la participation économique des Autochtones :

Il est primordial d'intégrer une véritable réconciliation dans la stratégie de relance économique du Canada. Pour ce faire, les gouvernements doivent s'engager et œuvrer en partenariat avec les communautés autochtones afin de revoir et de modifier la *Loi sur les Indiens*, d'améliorer les processus existants de mobilisation et d'inclusion des Autochtones et de résoudre les revendications territoriales en suspens afin de créer un environnement sûr pour les investissements.

Pour assurer une croissance et un développement durables, le gouvernement fédéral doit envisager de consentir aux communautés autochtones l'usage de la garantie du Canada afin que les entreprises et les entrepreneurs autochtones aient accès aux capitaux et aux moyens financiers nécessaires pour réussir. Les différents paliers de gouvernement devraient également donner la priorité à l'achat d'au moins cinq pour cent de leurs biens et services provenant d'entreprises autochtones afin de contribuer à la croissance de l'économie.

Un examen des incitatifs fiscaux tels que le crédit d'impôt pour l'exploration minière, dans le but de favoriser le développement du Nord canadien et de profiter aux communautés autochtones du Nord, leur serait bénéfique. De plus, le gouvernement devrait collaborer avec les gouvernements autochtones afin d'élaborer un cadre pour guider le développement de la main-d'œuvre autochtone dans le secteur des ressources naturelles.

En suivant ces recommandations, dans le cadre de la politique de relance économique du Canada, le gouvernement fédéral peut faire en sorte que nos ressources naturelles soient mises au profit de l'édification de notre nation, de l'atteinte de nos objectifs environnementaux et de la consolidation de notre avenir économique.

Recommandations du groupe de travail :

1. Mandater la Banque canadienne d'infrastructure pour qu'elle se focalise davantage sur le développement des ressources naturelles;
2. Assurer une affectation optimale des fonds directs et indirects destinés à la mise à niveau et à la commercialisation des technologies essentielles au secteur des ressources naturelles;
3. Se concerter avec l'industrie pour remédier aux pénuries à venir et aux perturbations de la main-d'œuvre dans le secteur des ressources naturelles;
4. Revoir les incitatifs fiscaux comme le crédit d'impôt pour l'exploration minière, en mettant l'accent sur l'aide au développement du Nord canadien et sur les avantages pour les communautés autochtones du Nord.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

S'efforce de mettre en œuvre les recommandations du rapport du Groupe de travail pour de vrais emplois, une vraie relance, en mettant l'accent sur celles qui sont énumérées précédemment.

NOTES

¹, ², ³

¹.<https://businessinsurrey.com/wp-content/uploads/2020/08/FULL-Securing-Canada%E2%80%99s-Economic-Future-reduced.pdf>

².<https://businessinsurrey.com/wp-content/uploads/2020/08/FULL-Securing-Canada%E2%80%99s-Economic-Future-reduced.pdf>

³.<https://businessinsurrey.com/wp-content/uploads/2020/08/FULL-Securing-Canada%E2%80%99s-Economic-Future-reduced.pdf>

Relations canado-américaines en matière d'énergie, d'approvisionnement et d'infrastructure

DESCRIPTION

Les relations actuelles entre le Canada et les États-Unis en matière d'énergie suscitent de graves inquiétudes pour les gouvernements provinciaux et tous les secteurs d'activité au Canada. L'annulation de Keystone XL et le différend en cours au sujet de la ligne 5 d'Enbridge pourraient dépasser le cadre du portefeuille énergétique et menacer gravement l'ensemble des relations bilatérales.

CONTEXTE

En janvier 2021, le président des États-Unis, Joe Biden, a émis un décret dès le premier jour de son mandat pour révoquer le permis du projet d'oléoduc Keystone XL. Cet ouvrage de 1 947 kilomètres devait acheminer 830 000 barils de pétrole brut par jour de Hardisty, en Alberta, à Steele City, au Nebraska, puis vers des installations de raffinage sur la côte du golfe du Mexique aux États-Unis.

Suite à la décision du président Biden d'annuler le projet Keystone XL, 21 États ont entamé une action en justice. Avec à sa tête le Texas et le Montana, le litige porte sur l'excès de pouvoir du président Biden lorsqu'il a révoqué le permis. Étant donné que le tracé de l'oléoduc traverse plusieurs États, c'est au Congrès, et non au président, que devrait revenir la décision finale concernant la réalisation de ce projet.

Peu après l'annulation de Keystone XL par Biden, le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a demandé, dans une lettre adressée au premier ministre Justin Trudeau, de mettre en place des mesures de représailles économiques ou à tout le moins de compensations pour le manque à gagner de plusieurs milliards de dollars pour le trésor provincial. M. Kenney a également déclaré qu'en révoquant rétroactivement le permis sans en avertir le Canada, « les États-Unis ont créé un précédent particulièrement inquiétant pour tout projet et toute collaboration à venir. »

Il est également évident, selon le premier ministre Kenney, que le gouvernement du Canada doit imposer des sanctions commerciales et économiques significatives en réponse à la décision du président Biden et défendre les intérêts économiques fondamentaux du Canada. Ne pas agir ainsi créerait un dangereux précédent.

En juin 2021, TC Energy Corporation de Calgary a indiqué qu'elle abandonnait tout projet de construction lié à Keystone XL. Cette décision découle de l'annulation des projets Northern Gateway et Energy East ainsi qu'au retard accusé par le projet Trans Mountain, racheté par le gouvernement fédéral à Kinder Morgan.

Suite à l'engagement de Joe Biden, alors candidat démocrate à la présidence, de revenir sur l'approbation de l'ancien président Donald Trump, un article de Demi Knight paru le 19 mai 2020 dans Global News citait le premier ministre Justin Trudeau déclarant qu'il ferait pression sur quelque gouvernement que ce soit pour que Keystone XL voie le jour. M. Trudeau avait alors indiqué être depuis longtemps convaincu que le Canada doit acheminer ses ressources vers de nouveaux marchés en toute sécurité et qu'il avait de ce fait toujours plaidé en faveur du pipeline Keystone XL.

La province de l'Alberta accuse désormais un manque à gagner de plus d'un milliard de dollars. Dans le Financial Post du 11 juin 2021, Terence Corcoran faisait remarquer que la livraison quotidienne de pétrole à 70 \$ le baril aurait représenté plus de 400 milliards de dollars de recettes sur 20 ans.

Dans le National Post du 20 janvier 2021, Jack Mintz a indiqué que lorsque Donald Trump a imposé des droits de douane sur l'aluminium canadien, Ottawa a riposté en imposant des droits de douane sur l'aluminium américain. Étant donné l'importance encore plus grande des exportations énergétiques, le Canada ne devrait pas rester inactif. L'imposition de tarifs sur certains produits pétroliers américains jusqu'au retrait de l'annulation du projet Keystone demeure une possibilité.

Sur une question énergétique distincte mais connexe, fin 2020, la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, a indiqué qu'elle prévoyait de révoquer et de mettre fin à une servitude qui permet à la ligne 5 d'Enbridge de traverser le détroit de Mackinac et de demander ensuite une injonction du tribunal d'État pour mettre définitivement hors service le pipeline. La ligne 5 d'Enbridge transporte du pétrole brut et du gaz naturel liquéfié de Superior, au Wisconsin, à Sarnia, en Ontario, en passant par le Michigan.

Si la fermeture du pipeline aurait des effets dans l'ensemble du Canada, elle se ferait particulièrement sentir à Sarnia et dans le comté voisin de Lambton, où se trouvent trois des quatre principales raffineries de l'Ontario ainsi que plusieurs usines pétrochimiques. Plains Midstream Canada a indiqué que la ligne 5 assure la totalité de l'approvisionnement de son usine de Sarnia, qui produit environ 1 200 millions de gallons de propane et de butane par an, dont environ 200 millions de gallons sont expédiés au Michigan. La société a averti la gouverneure Whitmer que la fermeture du pipeline mettrait fin à toutes ses activités à Sarnia.

La gouverneure Whitmer avait initialement demandé à Enbridge de cesser l'exploitation de la ligne 5 à compter du 12 mai 2021. Au début du mois de juin, Enbridge continuait à exploiter le pipeline en dépit de la date butoir pendant que le procureur général du Michigan s'efforçait d'obtenir une ordonnance du tribunal. Enbridge a insisté sur le fait que son pipeline est sûr.

Dans un article paru dans de nombreux médias au Canada, Sean Strickland, directeur général des Syndicats des métiers de la construction du Canada, a indiqué que la fermeture de la ligne 5 se traduirait par une hausse des prix pour les consommateurs et les fabricants. La ligne 5 transporte en moyenne 540 000 barils de pétrole et de gaz naturel par jour, ce qui équivaut à 2 000 camions sur la route ou à 800 wagons de chemin de fer dans un sens. À Sarnia-Lambton, un emploi sur quatre dépend de l'industrie pétrochimique. Par ailleurs, la fermeture de la ligne 5 ne réduira pas la demande d'énergie. Les besoins agricoles en propane ne diminueront pas non plus, ce qui risque de créer une situation délicate puisque les possibilités énergétiques sont moins nombreuses dans les régions rurales que dans les centres urbains.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Mette sur pied des accords de négociation bilatéraux comprenant des intérêts publics, privés et autochtones pour éliminer l'incertitude et s'engager à faire avancer avec succès les projets d'énergie canadiens nationaux et internationaux;
2. En consultation avec toutes les parties prenantes y compris les intérêts publics, privés et autochtones, fasse valoir et négocie à l'échelle nationale et internationale la valeur de l'énergie produite de manière durable par le Canada.

Collaborer avec l'industrie pour élaborer une stratégie nationale de captage, d'utilisation et de stockage du carbone

DESCRIPTION

Il est nécessaire d'investir davantage dans la technologie de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC) pour atteindre l'objectif du Canada en matière d'émissions de GES tout en tirant parti des avantages économiques que peut offrir cette technologie.

CONTEXTE

Le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Il est essentiel de consulter l'industrie de l'énergie et de collaborer avec elle pour atteindre cet objectif. De nombreux organismes, dont l'AIE et le GIEC, soulignent que l'adoption de la technologie de CUSC jouera un rôle crucial dans l'atteinte de cet objectif.

On estime qu'une utilisation efficace de la technologie de captage du carbone permettra au Canada de capter 15 millions de tonnes de carbone par an. Le Canada a déjà été un chef de file mondial dans ce domaine, bien que d'autres pays, dont les États-Unis, aient récemment pris de l'avance dans la mise au point de la technologie de CUSC. Les États-Unis ont récemment annoncé de nouveaux investissements dans cette technologie qui permettraient de créer de 60 700 à 78 600 emplois dans ce secteur d'ici 2035. Le Canada ne dispose d'aucun plan de ce type, même si l'on estime que la généralisation de la technologie de captage du carbone permettrait de créer 6121 emplois en trois ans. Si le gouvernement fédéral n'investit pas efficacement dans la technologie de CUSC et ne lui apporte pas son soutien dans le secteur de l'énergie, cela limitera la capacité du Canada à atteindre ses objectifs en matière d'émissions de GES et risque de compromettre le développement d'une industrie susceptible de devenir un moteur économique.

Pour ne pas laisser passer cette occasion, le gouvernement fédéral doit veiller à ce que des investissements et des mesures incitatives efficaces soient prévus pour appuyer la technologie de CUSC. Bien que le budget fédéral 2021 prévoie un investissement de 319 millions de dollars sur 7 ans et un crédit d'impôt, ces mécanismes de financement sont trop limités pour permettre aux industries de développer leurs activités existantes. D'autres sources de financement seront nécessaires pour soutenir concrètement la recherche qui est encore nécessaire pour commercialiser efficacement la technologie de CCUS. Les progrès réalisés dans ce domaine au cours des dernières années ont été possibles grâce à de nombreuses entreprises canadiennes. Il s'agit notamment d'entreprises comme Athabasca Oil en Alberta et Black Swan Energy en Colombie-Britannique, qui ont la capacité de réduire leurs émissions de 102 000 et 185 000 mégatonnes par an respectivement. Mettre à profit les connaissances de ces entreprises sera une étape essentielle dans l'application de la technologie de CUSC sur le plan national. En effet, ces entreprises ont la capacité et le savoir-faire nécessaires pour développer cette technologie afin d'encourager une approche menée par l'industrie visant à permettre au Canada d'atteindre ses objectifs de réduction des GES.

Par ailleurs, la technologie de CUSC ne doit pas nécessairement se limiter au secteur de l'énergie, car bien d'autres industries peuvent en bénéficier. Par exemple, pour le secteur de la construction, on estime que l'on peut réduire de 38 % des émissions actuelles de CO₂. Ces progrès seront déterminants pour garantir que les projets d'infrastructure prévus au Canada, tels que celui de 26,8 milliards de dollars annoncé récemment pour le transport en commun de la région du Grand Toronto, demeurent carboneutres.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Augmente son engagement financier à l'égard de la technologie de CUSC afin d'égaliser au minimum l'investissement de 1,5 milliard de dollars dans le Fonds pour les combustibles à faible teneur en carbone et à émissions nulles pour perpétuer le leadership du Canada dans ce domaine.
2. Mette en œuvre une stratégie suffisamment souple de consultations avec l'industrie au-delà de la période initiale de consultation de 90 jours, afin de soutenir le développement à long terme de la technologie de CUSC. Cette stratégie devrait être suffisamment souple pour permettre d'inclure la technologie de récupération assistée du pétrole (RAP). Actuellement non-admissible au crédit d'impôt, la RAP offre la possibilité d'améliorer les rendements et de stocker le carbone pendant le processus d'extraction, ce qui semble être une étape logique dans la stratégie énergétique du gouvernement.
3. Veille à ce que le financement soit dirigé vers les entreprises qui mettent au point une technologie de CUSC efficace au moyen de fonds existants affectés dans le cadre du budget ou par de nouveaux programmes.

NOTES

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

¹.<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/carboneutralite-2050/loi-canadienne-responsabilite-matiere-carboneutralite.html>

².<https://www.iea.org/commentaries/the-world-has-vast-capacity-to-store-co2-net-zero-means-we-ll-need-it>

³.<https://www.nationalobserver.com/2021/04/29/opinion/canada-must-go-big-carbon-capture-climate-goals>

⁴.<https://rhg.com/research/carbon-capture-american-jobs-plan/>

⁵.<https://www.nationalobserver.com/2021/04/29/opinion/canada-must-go-big-carbon-capture-climate-goals>

⁶.<https://www.budget.gc.ca/2021/report-rapport/toc-tdm-fr.html>

⁷.<https://www.naturalgasworld.com/canadas-advantage-energy-pushes-more-ccs-88910>

⁸.<https://www.iea.org/reports/transforming-industry-through-ccus>

⁹.<https://www.canada.ca/fr/bureau-infrastructure/nouvelles/2021/05/le-plus-gros-investissement-en-transport-en-commun-de-lhistoire-de-la-region-du-grand-toronto-creea-des-emplois-et-relancera-leconomie.html>

¹⁰.<https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2020/12/un-environnement-sain-et-une-economie-saine.html>

Réformer l'évaluation stratégique sur le changement climatique pour permettre l'achat de crédits carbone d'autres pays et de s'adapter à des normes propres à l'industrie

DESCRIPTION

Bien que l'évaluation stratégique des changements climatiques (ESCC) vise à fournir un ensemble d'outils au titre de la *Loi sur l'évaluation d'impact* (LEI), elle ne fait qu'ajouter des obstacles supplémentaires pour toute entité qui souhaite faire adopter un projet au Canada dans le cadre de sa version actuelle. L'ESCC serait plus efficace si le document permettait aux promoteurs de projets canadiens de tenir compte des crédits compensatoires qu'ils créent et d'acheter des crédits compensatoires mondiaux là où d'autres régions ou pays les ont monétisés.

CONTEXTE

L'ESCC permettra une prise en compte uniforme, prévisible, efficace et transparente des changements climatiques tout au long du processus d'évaluation d'impact. Elle décrit les exigences en matière de renseignements sur les changements climatiques tout au long du processus fédéral d'évaluation d'impact et exige que les promoteurs de projets ayant une durée de vie allant au-delà de 2050 fournissent un plan crédible pour atteindre des émissions nettes nulles d'ici 2050. Elle explique également la façon dont l'Agence d'évaluation d'impact du Canada (AEIC) ou les organismes de réglementation du cycle de vie, avec le soutien des autorités fédérales expertes, examineront, commenteront et complèteront ces renseignements. Environnement et changement Climatique Canada (ECCC) prévoit de réviser et de mettre à jour l'ESCC tous les cinq ans.

L'ESCC s'applique aux projets désignés en vertu de la LEI. Les principes et objectifs qui sous-tendent l'ESCC seront intégrés aux directives concernant l'examen des projets non désignés sur un territoire domanial et à l'étranger en vertu de la LEI. Les directives relatives aux projets réglementés par la Régie de l'énergie du Canada tiendront également compte des principes et objectifs de l'ESCC. L'ESCC peut également s'appliquer aux examens environnementaux effectués par d'autres organismes fédéraux de réglementation du cycle de vie et être utilisée dans les évaluations régionales.

L'ESCC de 2020 marque la fin d'un processus démocratique qui a commencé en juillet 2018 par la publication d'un document de discussion, suivie du mandat de l'ESCC en mars 2019, ce qui a donné lieu à la version révisée d'octobre 2020 adoptée aujourd'hui.

Contrairement à la version préliminaire de l'ESCC, la version définitive comprend des renseignements supplémentaires et plusieurs changements importants concernant les crédits compensatoires sous le régime de la LEI. Une exigence essentielle de l'ESCC est que les crédits « doivent provenir d'un projet enregistré dans un programme réglementaire canadien de compensation conforme aux meilleures pratiques décrites dans le Cadre de compensation pancanadien du Conseil canadien des ministres de l'Environnement ». Ce document aurait dû fournir de façon claire et transparente une méthode raisonnablement claire pour générer, utiliser et calculer des crédits compensatoires. Comme on peut s'y attendre, l'ESCC exige explicitement la vérification des crédits compensatoires « à un niveau

d'assurance raisonnable ». En outre, l'ESCC précise que les crédits ne peuvent pas avoir plus de cinq ans et doivent être émis sur la base des réductions et des absorptions de gaz à effet de serre (GES) qui ont déjà eu lieu. En plus d'établir des paramètres sur l'origine des crédits, l'ESCC mentionne explicitement le lien entre l'Accord de Paris et le régime de la LEI.

Plus précisément, les directives indiquent que les crédits compensatoires doivent provenir de projets de crédits compensatoires menés au Canada, à moins qu'ils ne soient « pleinement conformes aux règles relatives aux résultats d'atténuation transférés à l'échelle internationale établies à l'article 6 de l'Accord de Paris, à toutes les décisions applicables adoptées par la Conférence des parties » et à tout autre critère élaboré par ECCC. Il est essentiel d'établir un lien clair entre les règles de la LEI et les règles de l'Accord de Paris, et cet article comble une partie de cette lacune. En résumé, il évite le double comptage. Bien qu'il soit nécessaire de clarifier davantage les règles énoncées à l'article 6 au fur et à mesure que les lignes directrices relatives à l'application de la LEI seront achevées, il s'agit d'une clarification qui tombe à point nommé dans l'ESCC.

Les crédits compensatoires liés au carbone et le coût social du carbone (CSC) sont largement reconnus comme imparfaits, bien que les critiques varient à des degrés divers. En général, la plupart des critiques portent sur l'affirmation selon laquelle le CSC est trop incertain pour être utilisé dans le processus décisionnel du gouvernement. Plus précisément, ces critiques attirent l'attention sur l'incertitude des paramètres de modélisation, le manque de transparence dans les pratiques de modélisation, la représentation inadéquate des dommages causés par les changements climatiques, la représentation inadéquate des événements catastrophiques, la saisie inégale des interactions intersectorielles et interrégionales, la substituabilité imparfaite des aménagements environnementaux (c.-à-d. l'hypothèse selon laquelle les pertes de systèmes naturels peuvent être compensées par des biens non climatiques) et l'expression du CSC en tant que valeur mondiale (par opposition à la simple utilisation de valeurs nationales).

Aux termes de la version préliminaire de l'ESCC, seuls les promoteurs de projets ayant des répercussions potentielles sur les puits de carbone et les émissions de GES nettes et en amont supérieures au seuil de 500 kt devaient expliquer l'incidence éventuelle du projet sur les efforts de réduction des émissions de GES mondiales et sur les efforts du Canada pour réduire les émissions de GES. Il s'agit d'un autre exemple de l'abandon général dans l'ESCC de l'utilisation du seuil rigide de 500 kt qui était important dans la version préliminaire de l'ESCC.

Une dimension problématique persiste, soit l'invitation faite aux promoteurs de discuter de la façon dont un projet « peut déplacer des émissions à l'échelle internationale ». D'une part, cela crée une dissonance en examinant l'analyse des émissions en aval, tandis que d'autre part, cela fournit un fondement permettant à un promoteur de choisir les données sur les répercussions en aval d'un projet. Pour qu'un promoteur puisse formuler des commentaires sur le déplacement des émissions à l'échelle internationale, il doit procéder à une certaine analyse des émissions en aval de ses propres produits et des émissions d'autres administrations. De plus, cette partie de l'ESCC est présentée comme facultative. L'exigence fondamentale des directives ici est formulée de façon neutre de manière à exiger « [une] discussion sur la façon dont le projet pourrait influencer sur les émissions de GES mondiales ». Étant donné la formulation de cette disposition, on peut espérer que l'AEIC appliquera cette partie de l'exigence dans la même mesure aux projets qui ont ou n'ont pas le potentiel de déplacer les émissions à l'échelle internationale, malgré la nature inclinée du cadre prévu dans l'ESCC.

Le libellé actuel relatif à l'examen du document tous les cinq ans constitue un autre sujet de préoccupation. L'incidence sur les projets à mesure que le gouvernement approche de l'examen quinquennal désigné et des changements liés à l'analyse comparative peut involontairement donner lieu à l'apport de changements rigoureux et radicaux aux projets déjà en attente ou présentés près de la date de l'examen quinquennal.

Le gouvernement fédéral a fait un pas dans la bonne direction en élaborant et en adoptant des politiques visant à atténuer les changements climatiques, mais il doit également tenir compte des avantages que les projets canadiens peuvent avoir à l'échelle mondiale. Nous exhortons le gouvernement à examiner des normes de grande qualité et ainsi des crédits de grande qualité et à veiller à ce que ces projets n'entraînent pas le double achat de crédits compensatoires (c.-à-d. les piles à combustible). En veillant à ce que ces crédits soient enregistrés, surveillés et retirés de manière adéquate, ils ne sont pas cumulés pour les bénéficiaires, donnant lieu à une réduction sous des prétextes fallacieux.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Réforme l'Évaluation stratégique des changements climatiques pour permettre l'achat de crédits carbone sur le marché mondial et compabilise les crédits compensatoires carboneutres découlant du projet pour les appliquer au total des émissions du projet en question à condition qu'elles satisfassent aux exigences canadiennes.
2. Définisse plus clairement les effets sur les projets à mesure que le gouvernement s'apprête à procéder à l'examen quinquennal prévu et évaluer les changements qui pourraient être appliqués pour éviter un changement plus profond et radical aux projets déjà en attente ou présentés à la période de l'examen aux cinq ans.
3. Collabore avec les provinces et les territoires pour s'assurer que les émissions de GES reposent sur les réalités de l'industrie, sont fondées sur des données scientifiques et sont publiées à court terme.
4. Améliore la transparence et l'accès aux données sur les émissions de GES afin de mieux cerner les lacunes et les priorités de financement de la recherche, tout en veillant à ce que les interventions sur le terrain soient fondées sur les meilleures informations disponibles.

Questions spéciales

Le besoin urgent de remédier au défaut d'assurance des risques liés à la pandémie au Canada

DESCRIPTION

La pandémie de COVID-19 a révélé des lacunes et des défis importants pour les petites et moyennes entreprises en ce qui a trait à la continuité des activités et à l'assurance pour interruption d'activités. Pour beaucoup, l'étendue de la couverture n'a pas été suffisante pour les protéger contre les pertes occasionnées par la pandémie. Nous avons entendu à maintes reprises des histoires décourageantes d'entreprises qui pensaient être assurées contre les risques liés à l'interruption d'activités et contre les problèmes connexes causés par le refus d'admissibilité à une assurance pour différentes raisons et fondé sur diverses exceptions figurant dans la police d'assurance. Pour ne pas arranger la situation, certaines entreprises s'aperçoivent désormais qu'elles ne peuvent pas s'assurer en raison de la flambée des primes d'assurance qui ne rend pas la garantie viable sur le plan financier ou que les assureurs refusent de les assurer contre certains risques liés à la pandémie.

CONTEXTE

Les entreprises canadiennes de tous les secteurs d'activité ont pris la bonne décision d'arrêter leurs activités lorsqu'on le leur a demandé, en conformité avec les directives sanitaires, sacrifiant leurs profits en faveur de la sécurité et s'employant à conserver leur personnel et leur gagne-pain durant la pandémie. Les propriétaires d'entreprises se heurtent à trois obstacles supplémentaires pour survivre : premièrement, l'incapacité à toucher les sommes réclamées des suites de l'inadmissibilité ou du retard de traitement de demandes d'indemnisation pour interruption d'activité; deuxièmement, l'incapacité à renouveler leur assurance commerciale ou de biens; troisièmement, l'envolée disproportionnée du coût des primes d'assurance.

Dans le cadre de la rédaction de la présente résolution, les chercheurs ont par exemple pris contact avec le propriétaire d'un des lieux de villégiature polyvalents les plus emblématiques de la Baie géorgienne, dont les primes d'assurance dommages ont augmenté d'environ 70 % entre 2019 et 2020 sans que ce propriétaire ait présenté de demandes d'indemnisation pour des pertes occasionnées par la pandémie. On parle dans ce cas d'une hausse de la prime de dizaines de milliers de dollars. Ce propriétaire d'entreprise a donc dû s'autoassurer depuis maintenant plusieurs mois et n'a pas encore réussi à trouver un assureur qui lui fasse une soumission.

Les compagnies d'assurance ont elles aussi connu leur lot de problèmes. Une étude de Deloitte sur l'état du marché canadien de l'assurance dommages commerciale, « The State of the Canadian Commercial Property and Causality Insurance Market », met en évidence que les conditions météorologiques extrêmes et changeantes, la COVID-19 et la conjoncture macroéconomique actuelle ont entraîné un surcroît de demandes au fonds d'indemnisation et un surcroît de risques, ce qui rend les choses plus difficiles pour ce secteur d'activité sur plusieurs fronts. L'étude indique que le Bureau d'assurance du Canada (BAC) est en train de mettre sur pied un groupe de travail visant à remédier aux difficultés posées par la COVID-19 au soutien apporté au commerce de détail et l'industrie du tourisme d'accueil. Cette initiative est bien accueillie, mais elle ne sera pas suffisante pour protéger les exploitants qui ont besoin de soutien maintenant, surtout que bon nombre d'entre eux entament leur saison touristique.

Les reports et les autres programmes gouvernementaux ont permis de soutenir les entreprises dans une certaine mesure; cependant, l'incapacité à toucher la garantie d'interruption des activités ainsi que l'incapacité à renouveler les polices à des taux équitables ou, pire, le rejet sans motif ni solution de remplacement viable sont des problèmes colossaux qui pourraient sabrer toute une industrie pendant longtemps. Ces problèmes doivent être résolus de manière urgente pour que les entreprises survivent et prospèrent dans un environnement post-pandémie.

Le recours à la mutualisation des risques n'a rien de nouveau. Après le 11 septembre aux États-Unis, la Terrorism Risk Insurance Act a été adoptée pour assurer une mutualisation des risques entre les secteurs public et privé, où le gouvernement garantissait une partie des risques connexes en mandatant en contrepartie les assureurs du secteur privé à offrir une couverture d'assurance contre les risques liés au terrorisme, après que de nombreux marchés avaient rencontré des difficultés similaires de refus de couvrir les risques connexes (voir le rapport de Marsh McLennan « Pandemic Risk Protection », juin 2020).

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Mettre immédiatement sur pied un groupe de travail composé de représentants de gouvernements provinciaux, du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le Bureau d'assurance du Canada, les entreprises les plus touchées par ces problèmes et les intervenants du monde de l'assurance et de la finance, comme les chambres de commerce provinciales, afin de recenser les causes du défaut d'assurance des risques liés à la pandémie et l'incapacité des entreprises à obtenir une couverture d'assurance commerciale qui atténue les risques auxquels elles sont confrontées, à des taux raisonnables.
2. Collabore avec le groupe de travail pour trouver des solutions innovantes aux causes des lacunes et des défaillances du mécanisme d'assurance commerciale, lesquelles font peser une contrainte excessive sur les entreprises, et prenne tout de suite des mesures pour mettre en place ces solutions. Il peut s'agir de créer des partenariats public-privé pour mutualiser les risques et ainsi s'assurer que les entreprises canadiennes ont accès à une assurance dans le secteur privé qui atténue adéquatement les risques liés à la pandémie à un coût raisonnable.

La représentation des sociétés à la Cour canadienne de l'impôt

DESCRIPTION

À l'heure actuelle, il existe un obstacle injuste qui empêche les sociétés d'être représentées par une personne qui n'est pas avocate concernant les appels de procédure générale.

CONTEXTE

En vertu de la règle 30 des Règles de la Cour canadienne de l'impôt (procédure générale), une partie peut demander l'autorisation d'être représentée par une personne qui n'est pas avocate. La Cour d'appel fédérale a jugé que, comme une société est une personne morale distincte, elle ne peut légalement et logiquement se représenter elle-même. En conséquence, la Cour d'appel fédérale a jugé qu'étant donné l'article 17.1 de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* et malgré la règle 30, une société ne peut être représentée par une personne qui n'est pas avocate, même si une autorisation est demandée auprès de la Cour. En comparaison, les entités autres que les sociétés (p. ex. entreprises individuelles et sociétés en nom collectif) peuvent se faire représenter par leurs propriétaires, associés ou représentants.

À la lumière de la décision de la Cour d'appel fédérale, les sociétés doivent retenir les services d'un avocat si elles veulent contester un avis de cotisation en vertu de la procédure générale (c.-à-d. un litige fiscal de plus de 25 000 \$). Cet état de fait rend peu rentable de faire appel d'avis de cotisation dans la fourchette de 25 000 \$ à 100 000 \$.

Étant donné les frais juridiques probables, le propriétaire d'une petite société est réticent à porter un litige fiscal devant la Cour de l'impôt.

Les sociétés plus petites ont davantage tendance à s'en remettre à leur comptable ou à d'autres conseillers. Les personnes, comme les comptables, pourraient potentiellement bien représenter ces sociétés devant la Cour canadienne de l'impôt sans que des frais considérables soient engagés.

En empêchant les sociétés d'être représentées par des personnes qui ne sont pas avocates, il devient peu rentable de faire appel d'avis de cotisation de 25 000 \$ à 100 000 \$.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Fasse modifier l'article 17.1 de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* et la règle 30 des Règles de la Cour canadienne de l'impôt (procédure générale) afin de permettre à une société d'être représentée par une personne qui n'est pas avocate avec l'autorisation de la Cour.
2. Fasse un test de la barre basse pour l'autorisation où la société est une société à peu d'actionnaires (p. ex. les actions appartiennent par un seul actionnaire ou un nombre assez limité d'actionnaires, et sont vendues peu souvent).

Établir un régime national d'assurance-médicaments efficace et viable

DESCRIPTION

Le gouvernement du Canada a fait savoir qu'il souhaite établir un régime national d'assurance-médicaments. Assurer aux Canadiens l'accès aux médicaments dont ils ont besoin est un but louable, mais tout régime d'assurance-médicaments doit être conçu d'une manière qui soit financièrement responsable, assurer un accès continu aux médicaments novateurs et s'attacher à être complémentaire plutôt qu'inutilement en conflit avec les options de couverture offertes par le secteur privé. Tout régime fédéral mis en œuvre par le gouvernement doit donner un avantage aux Canadiens par rapport au système actuel. En pratique, le régime doit combler les lacunes et ne pas toucher à ce qui fonctionne.

CONTEXTE

Tandis que les médicaments pris à l'hôpital sont couverts par les gouvernements provinciaux, ceux qui sont pris en milieu communautaire sont payés de différentes façons, que ce soit par des régimes publics d'assurance-médicaments, des régimes privés d'assurance collective ou individuelle ou des paiements en espèces de la poche du patient. La plupart des Canadiens ont une forme quelconque de couverture des médicaments ou y sont admissibles. Une approche stratégique complémentaire à l'égard d'un régime d'assurance-médicaments serait, par conséquent, axée sur une coopération entre le gouvernement et les intervenants en vue de combler les lacunes pour les Canadiens qui ne sont pas admissibles ou inscrits à un régime d'assurance qu'il soit public ou privé. Ce régime doit aussi s'assurer que les médicaments qui traitent les maladies rares ou qui sont incroyablement chers sont couverts par le régime fédéral.

Les arguments en faveur d'un meilleur accès aux médicaments prescrits sont solides : une diminution de l'accès et de l'adhésion aux médicaments peut entraîner des résultats sous optimaux pour les patients et augmenter les dépenses des autres secteurs du système de soins de santé, notamment des hôpitaux et des professionnels de la santé. Un régime d'assurance-médicaments bien conçu contribuerait à diminuer les coûts dans les autres secteurs de la santé en réduisant les interventions coûteuses comme les chirurgies et en prévenant une pénurie de ressources humaines en santé. L'intégration du financement des médicaments prescrits dans le système général de soins de santé permettrait également aux administrateurs d'examiner comment et où les dépenses pourraient affecter les traitements et résultats subséquents.

Par ailleurs, de nombreux intervenants – notamment l'industrie pharmaceutique, les fournisseurs d'avantages sociaux, les fournisseurs de services de santé et les groupes de patients – ont découvert que l'objectif premier de tout régime gouvernemental devrait améliorer l'accès et l'adhésion aux médicaments et ainsi améliorer les résultats pour la santé des Canadiens.

L'accès continu à un formulaire exhaustif de médicaments autorisés et à de nouveaux médicaments innovateurs est essentiel pour assurer que les Canadiens restent en bonne santé et productifs. Mettre l'accent sur le coût plutôt que sur l'accès nuira aux patients canadiens ainsi qu'aux entreprises canadiennes au sein et en dehors du secteur de la santé.

Lorsqu'on a demandé aux Canadiens dans une étude en 2019 si l'assurance-médicaments était une priorité par rapport aux autres questions de santé, la santé mentale, les soins aux aînés, les temps d'attente et d'autres enjeux étaient perçus comme des domaines où le financement gouvernemental était plus pressant. Il est important de noter que cette étude a été réalisée avant la pandémie de COVID-19, et que les soins aux aînés, la coordination en santé publique et l'accès aux vaccins sont susceptibles d'être encore plus prioritaires que depuis la collecte des données d'origine.

Comme on peut l'attendre des Canadiens, les répondants ont indiqué qu'ils veulent s'assurer que tout le monde bénéficie d'une.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Collabore avec les provinces et les territoires pour veiller à ce que les changements apportés au régime d'assurance-médicaments soient efficaces dans divers réseaux de soins de santé, offrent un accès équitable à tous les Canadiens qui le demandent et soient mis en place indépendamment d'une législation de réduction des coûts.
2. Sélectionne une solution abordable pour donner la priorité aux Canadiens qui n'ont pas d'assurance-médicaments.
3. Approuve une collaboration entre les secteurs public et privé pour s'assurer que les Canadiens ont tous un accès équitable et en temps utile aux nouveaux médicaments novateurs dont ils ont besoin. Ainsi, on s'assurera que personne ne perd sa couverture professionnelle sur laquelle les gens comptent, y compris les 7 millions de Canadiens qui ont besoin de cette couverture pour se procurer des médicaments qui ne sont pas remboursés par les régimes publics. De plus, on s'assurera que les travailleurs et leur famille continuent de recevoir des soins dentaires, un soutien en santé mentale et d'autres services qui font partie des régimes au travail.
4. Mise sur le système de couverture publique privée actuel pour offrir un choix au patient, en tirant parti de l'administration efficace du secteur privé.
5. Consulte les intervenants du secteur privé (notamment compagnies de produits pharmaceutiques, fournisseurs d'avantages sociaux et praticiens du secteur de la santé) et noue le dialogue avec eux au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un régime d'assurance-médicaments pour prévenir les conséquences imprévues, p. ex., perte d'accès aux médicaments.
6. Recoure à une approche nationale d'un régime d'assurance-médicaments pour rationaliser et encourager l'innovation et la recherche et développement à l'échelle locale partout au pays, particulièrement les essais cliniques, et assurer que les Canadiens continuent d'avoir accès à des soins de grande qualité.
7. Mette au point avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, une stratégie nationale sur les médicaments traitant les maladies rares et un formulaire pharmaceutique national pour veiller à ce que les Canadiens aient tous le même accès aux médicaments adéquats et ainsi assurer la continuité de leur mieux-être.

Une voie vers la résolution de la crise du logement abordable au Canada

DESCRIPTION

Un logement stable et abordable fait partie intégrante de la croissance économique et d'un environnement social sain. Les plans de développement économique et les propositions d'emploi omettent souvent de tenir compte des investissements dans le logement abordable. Il faut tenir compte du rôle du logement abordable dans une économie en transition pour veiller à la viabilité à long terme de la collectivité. Ce ne sont pas uniquement des facteurs ou des décisions isolées qui permettent de donner accès à des logements abordables. Certaines personnes sont désavantagées en raison de la structure des mécanismes de notre société et de la façon dont ces mécanismes fonctionnent. Il revient au gouvernement fédéral d'amorcer et de mener ce projet vers une stabilité économique comme le décrit la Stratégie nationale sur le logement en constante évolution.

CONTEXTE

Le défi lié aux logements à prix abordables et à l'offre de logements est au premier rang des préoccupations partout au Canada. La notion de logement abordable peut faire référence à beaucoup de choses, mais pour les besoins du présent document, nous le définirons comme un logement financé par le gouvernement offert aux Canadiens, qui, pour des raisons financières, sociales ou autres, ne peuvent pas se payer un logement sur le marché privé.

La crise du logement et de l'itinérance au Canada est grave et répandue, elle touche l'ensemble des provinces et territoires et toutes les personnes de la classe moyenne jusqu'à nos résidents les plus vulnérables. Les études montrent que le niveau élevé des loyers et la pauvreté des travailleurs sont souvent considérés comme des problèmes urbains, qui touchent des endroits comme Toronto et Vancouver. Mais on observe au pays que les zones peuplées de petite, moyenne et grande superficie sont toutes confrontées au même problème. Si l'on fait une comparaison à l'échelle provinciale, on s'aperçoit que les provinces maritimes qui sont moins peuplées et moins urbanisées sont les plus durement touchées, toutes proportions gardées.¹,

En novembre 2017, le gouvernement fédéral a lancé sa Stratégie nationale sur le logement en réponse à la crise. Cette initiative a créé une tribune où le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales peuvent se réunir pour parler de la meilleure manière d'améliorer la situation du logement de la population canadienne. Avant 2017, le Canada était le seul pays du G7 à ne pas avoir de Stratégie nationale sur le logement. Nombreux ont été ceux à accueillir favorablement cette initiative au pays avec de nombreuses étapes stratégiques encourageantes. Le logement est considéré comme « abordable » lorsqu'un ménage ne dépense pas plus de 30 % de son revenu brut à se loger.².

¹ Tranjan, Ricardo, « The Rent is Due Soon Financial Insecurity and COVID-19 », Centre canadien de politiques alternatives.mars 2020.

² Société canadienne d'hypothèques et de logement, « Aperçu des Perspectives du marché de l'habitation, été 2020 », <https://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/blog/2020-housing-observer/overview-summer-2020-housing-market-outlook-report>. Consulté le 20 janvier 2021.

Avant la pandémie, environ 3,3 millions de ménages canadiens (soit 25,2 %) dépensaient 30 % ou plus de leur revenu total pour se loger. En 2018, Statistique Canada rapportait que 628 700 ménages canadiens étaient recensés comme vivant dans un logement social ou abordable. Et 283 800 ménages canadiens supplémentaires avaient au moins un membre de leur famille qui était sur une liste d'attente pour obtenir un logement social ou abordable.

En mars 2020, les progrès accomplis pour résoudre la situation du logement se sont arrêtés nets dès l'apparition de la pandémie de COVID-19. Les personnes de la classe moyenne et les résidents les plus vulnérables, qui vivent d'une paie à l'autre, ne gagnaient pas leur revenu normal en raison des restrictions imposées dans tout le pays.

Au fur et à mesure que la pression monte au niveau municipal pour créer des logements abordables, de nombreuses populations de taille moyenne sont confrontées à des flux de migration en raison du coût élevé du logement dans les grands centres. Les défis commerciaux et sociaux, comme les règlements de construction, les décrets d'utilisation des terres, la pression sociale et les tensions communautaires n'ont jamais été aussi élevés.

Soucieux de parvenir à un redressement national, le Canada doit exécuter un plan de croissance intégrant une offre de logements pour la main-d'œuvre, dont on aura besoin pour réaliser cette croissance. Les travailleurs ont besoin d'endroits où habiter, donc la demande de logement augmente, ce qui stimule la construction de logements.³ La croissance des emplois se traduit souvent par un besoin accru de logements, mais est-ce que l'inverse est vrai? Plus précisément, est-ce que le manque de logements abordables conduit à une hausse du chômage pour ceux qui cherchent du travail tout en créant parallèlement l'apparence d'une pénurie de main-d'œuvre? Est-ce que l'insuffisance de logements abordables empêche les personnes de talent d'entrer dans la population active? Comment les employeurs peuvent-ils employer quelqu'un sans adresse fixe?

Le fait d'avoir accès à un chez soi à un prix abordable signifie que les Canadiens auront une meilleure santé, seront plus productifs et pourront dépenser leur argent dans leur économie locale. Évidemment, tout porte à croire qu'un logement abordable de qualité améliore la situation sociale des ménages dont les revenus sont faibles à modérés. Il va sans dire qu'un logement abordable de qualité a des effets positifs sur la santé et l'éducation en diminuant le stress des ménages, en leur permettant d'acheter des aliments nutritifs et en favorisant la stabilité familiale. ⁴ Une population active en bonne santé et instruite peut attirer les employeurs et les investissements liés à l'emploi dans les collectivités. Pour les enfants qui vivent dans un logement inadéquat ou inabordable, un chez soi sûr améliorer leurs chances de réussir à l'école et de terminer leurs études postsecondaires. De plus, les diplômés de l'enseignement postsecondaire gagnent presque 5 000 \$ de plus par an que les étudiants ayant un niveau d'études secondaires, un montant susceptible d'augmenter au fur et à mesure du déroulement de la carrière des travailleurs. ⁵ Ce potentiel de revenu accru contribuera d'autant plus à la croissance économique future.

³ Saks, R., « Job Creation and housing construction: Constraints on metropolitan area employment growth », *Journal of Urban Economics*, vol. 64, numéro 1, 2008.

⁴ Mueller, E et Tighe, R., « Making the Case for Affordable Housing: Connecting Housing with Health and Education Outcomes, *Journal of Planning and Literature*, vol. 24, numéro 4, 2007.

⁵ Mueller, E et Tighe, R., « Making the Case for Affordable Housing: Connecting Housing with Health and Education Outcomes, *Journal of Planning and Literature*, vol. 24, numéro 4, 2007.

En dépit des avantages du logement abordable et de la création d'emploi, d'après Community Housing Affordability Collective, bon nombre de projets au Canada n'ont pas encore vu le jour en raison des difficultés d'accès à un financement à faible coût.⁶ En effet, avoir accès à un financement à faible coût peut faire toute la différence entre une idée de projet et les premières pelletées de terre. Une réduction des coûts d'emprunt assumés par les acheteurs et une aide au financement des promoteurs permettraient de rendre plus abordables les logements. On pourrait y parvenir en améliorant l'accès des ménages à faible revenu à un financement grâce à une réduction du coût du financement hypothécaire et du risque d'emprunt et grâce au recours à de l'épargne collective. Les gouvernements peuvent contribuer à diminuer les coûts supportés par les promoteurs en rendant les projets de logement abordable moins risqué et en garantissant des acheteurs ou des locataires pour les unités achevées. En plus de la nouvelle construction de logements abordables, le logement communautaire existant se heurte également à des défis de durabilité.⁷ La conjoncture sur le marché immobilier privé aggrave d'autant plus les difficultés que connaissent le logement communautaire et la prévention de l'itinérance. La conversation sur le « logement abordable » doit se faire dans des termes plus précis. Il faut faire une distinction entre l'itinérance, le logement non marchand, le logement pour les travailleurs et le développement immobilier. Certaines personnes dans notre collectivité sont indispensables pour la croissance économique, mais elles sont incapables de trouver un logement par elles-mêmes. Beaucoup se tournent vers le logement communautaire pour trouver un hébergement et doivent faire face à de longues listes d'attente. Il faut créer une combinaison d'unités marchandes et non marchandes pour rendre l'hébergement abordable pour ceux qui ne peuvent pas accéder au marché immobilier.

La Chambre de commerce de Lethbridge est un adepte de solutions innovantes pour remédier à l'offre de logement et à la pénurie de logements abordables. Il faudrait recenser les pratiques prometteuses mises en œuvre au Canada et à l'étranger, les peser et les prendre en compte. Les options innovantes de politique en matière de logement que cet exercice permettrait de repérer devraient tenir compte des besoins des collectivités tout en assurant la sécurité du public. La mentalité « pas dans ma cour » contribue souvent à créer une opposition aux nouvelles constructions, ce qui entraîne des retards dans le processus d'approbation et ralentit la construction des nouveaux bâtiments. Le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour aider les gouvernements provinciaux et les administrations municipales à obtenir l'adhésion du public à de nouveaux projets de logements abordables. En éduquant le public, on peut changer cette culture et susciter le soutien pour les nouvelles constructions.

⁶ Community Housing Affordability Collective, « Let's Make Housing Affordable in Calgary », <http://www.chacollective.com/>. Consulté le 20 janvier 2021.

⁷ Calgary Housing Company, « Home is what we do », <https://calgaryhousingcompany.org/about/>. Consulté le 20 janvier 2021.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Fasse une recherche sur les pratiques prometteuses permettant de faire un meilleur usage des logements, des bâtiments et des quartiers pour accroître l'offre de logements.
2. Réduise les coûts à la charge des promoteurs grâce à des subventions ou des incitatifs fiscaux en vue de rendre les projets de logements abordables plus rentables.
3. Diminue les obstacles auxquels font face les acheteurs de logements qui seront leur résidence principale.

Aborder les problèmes de santé mentale en milieu de travail

DESCRIPTION

Les problèmes de santé mentale des employés et des entrepreneurs ont des répercussions directes sur l'économie du pays. La COVID-19 a changé les responsabilités qui incombent aux leaders qui en leur demandant aussi d'apporter un soutien aux employés dans une période où l'incertitude est extrême et la peur existe de contracter le virus mortel en milieu de travail et où il faut s'adapter à de nouvelles méthodes pour atteindre les objectifs professionnels. La compilation des recherches et des données nationales et internationales sur la santé mentale et la documentation des tendances et meilleures pratiques en matière de traitement pourraient améliorer les résultats pour les personnes atteintes de troubles mentaux tout en diminuant les coûts des entreprises. L'anxiété et la dépression causées par l'exposition à un stress excessif affectent la productivité et minent l'esprit d'entreprise.

CONTEXTE

Les entrepreneurs créent la grande majorité des nouveaux emplois, font sortir l'économie de la récession et engendrent la prospérité. Nous avons besoin d'une population active en bonne santé physique et mentale pour mener la reprise économique. En dépit de leur importance pour le pays, ils composent silencieusement avec des niveaux de stress, d'anxiété et de dépression élevés à cause des énormes enjeux associés au lancement d'une nouvelle entreprise.

Il n'y a aucun doute que la COVID-19 a eu de graves répercussions sur la santé mentale des Canadiens; les personnes de la tranche d'âge de 15 à 64 ans ont été les plus durement touchées. Les statistiques montrent que les personnes qui souffraient de problèmes de santé mentale avant la COVID-19 ont été davantage affectées par la pandémie. Depuis le début de la COVID-19, moins de Canadiens déclarent avoir une excellente ou une très bonne santé mentale (55 % en juillet 2020 contre 68 % en 2019). Les personnes qui disent avoir une santé mentale précaire ont quatre fois plus de chances de déclarer une plus grande consommation de substances depuis le début de la pandémie.

Selon une étude de 2017 par Bluteau DeVenney, 72 % des entrepreneurs sont atteints d'une forme quelconque de maladie mentale, 40,5 % d'entre eux signalent que leur santé mentale s'est détériorée depuis qu'ils sont devenus entrepreneurs et 47,3 % font état d'un déclin de leur état de santé en général. Les entrepreneurs sont 3,5 fois plus susceptibles d'avoir des troubles mentaux et cinq fois plus aptes à envisager le suicide que le public en général.

Ces problèmes coûtent cher aux entreprises et à l'économie. Dans une étude en 2011, l'Association canadienne pour la santé mentale estimait le fardeau économique de la maladie mentale au Canada à 51 milliards de dollars par an. Cette statistique remonte à dix ans, et de nouvelles données sont nécessaires pour orienter la législation et les investissements. Ce chiffre saisissant comprend les dépenses de santé, la productivité perdue, l'application de la loi, les détentions et la diminution de la qualité de vie liée à la santé. Chaque semaine, avant la pandémie, au moins 500 000 employés canadiens étaient incapables de travailler à cause de problèmes de santé mentale. On estime que ce chiffre est désormais beaucoup plus élevé. Un congé d'invalidité pour troubles mentaux coûte deux fois plus qu'un congé dû à un trouble physique.

En plus de la perte de productivité, les soins de santé mentale dans ce pays coûtent aussi cher aux entreprises canadiennes, que ce soit au travers des programmes d'aide aux employés, des prestations de soins de santé ou du coût de l'invalidité. En réalité, étant donné que les médicaments, les psychologues et les traitements spécialisés, y compris les thérapies de traitement du syndrome de stress post-traumatique, ne sont généralement pas pris en charge par les régimes de soins de santé financés par le gouvernement, de nombreux Canadiens se tournent vers les régimes d'avantages sociaux de leur employeur. Le coût de la santé mentale des employés qui n'arrêtait pas d'augmenter avant la COVID-19, augmente désormais à des taux exponentiels. La prévention et la gestion sont essentielles.

En 2010, la Commission de la santé mentale du Canada a mené une étude pancanadienne sur la santé mentale qui estimait que le coût total pour l'économie sur les 30 prochaines années pourrait s'élever à 2,5 billions de dollars, si rien n'est fait pour s'employer à résoudre problèmes de santé mentale.

C'est surtout parmi les personnes en âge de travailler que l'effet des maladies de santé mentale se fait le plus sentir. Les personnes au début de leur vie active ou dans leurs années les plus productives figurent parmi les personnes les plus durement touchées par les troubles de santé mentale. Environ une personne sur cinq dans la population active au Canada souffre de troubles de santé mentale, qui peuvent influencer sur leur productivité. Ces troubles de santé mentale représentent environ 30 % des demandes d'indemnités pour invalidité de court ou de long terme, et plus de 80 % des employeurs canadiens disent que les troubles de santé mentale figurent parmi les trois premières causes des demandes pour invalidité. L'ampleur et le coût des demandes d'indemnisation des travailleurs admissible ont augmenté au pays. La demande croissante d'indemnités pour troubles de la santé mentale en milieu de travail engendre une hausse des taux qui sont écrasants pour certaines entreprises.

Une action pour mettre sur pied une stratégie en santé mentale pour le Canada vouée à la recherche et à la collecte de données, à la mesure et au suivi des taux d'incidence, au partage généralisé de techniques de traitement et à la sensibilisation aiderait les entités gouvernementales à élaborer des lois et règlements. Les vastes répercussions des maladies de santé mentale doivent être abordées de manière collective avec l'appui des milieux universitaires, du gouvernement, des professionnels de la santé et des entreprises privées.

Il est essentiel d'offrir aux entrepreneurs un meilleur accès aux services de santé mentale pour soutenir la croissance de l'économie canadienne.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Travaille avec les provinces et les territoires, les municipalités, les Premières Nations, les entreprises, les travailleurs, les milieux universitaires et les citoyens à mettre à jour la stratégie nationale en santé mentale, y compris les pratiques exemplaires des programmes actuels par souci d'améliorer la gestion de la santé mentale en milieu de travail. Il pourrait s'agir de recueillir des statistiques pancanadiennes et internationales afin de comparer les indicateurs de référence; des exemples éprouvés de prévention, de mesures précoces pour lutter contre le stress et de détection précoce des problèmes attachés à accroître la productivité des travailleurs, ainsi que de l'aide aux entrepreneurs et aux employés tout en soulignant l'incidence des maladies mentales sur l'économie.
2. Garantisse que les fonds engagés en santé dans les budgets fédéraux continuent d'être consacrés aux régimes provinciaux et territoriaux pour s'attaquer aux défis en santé mentale dans les systèmes de soins de santé.
3. Revoie les programmes d'indemnisation des prestations du gouvernement pour les personnes souffrant de troubles de santé mentale afin de s'assurer qu'ils cadrent avec les besoins actuels et qu'ils ne font pas peser de manière disproportionnée le fardeau financier sur l'employeur.

NOTES

1

¹ https://www.mentalhealthcommission.ca/wp-content/uploads/drupal/Investing_in_Mental_Health_FINAL_FRE_0.pdf

Aider les entreprises à réouvrir en toute sécurité en temps de COVID-19

DESCRIPTION

Les taux de vaccination et les plans de réouverture feront en sorte qu'un plus grand nombre de Canadiens retourneront sur le lieu de travail. Les entreprises au pays ont besoin de directives claires sur ce qu'elles peuvent et ne peuvent pas demander aux employés concernant leur statut vaccinal, ainsi que de conseils sur les mesures qu'elles doivent prendre pour garantir un milieu de travail sécuritaire pour les employés et les clients. En l'absence de directives gouvernementales, les employeurs feront à leur idée, entraînant un pot-pourri de politiques, ce qui pourrait conduire à des litiges juridiques et compromettre les progrès accomplis pour contenir le virus.

CONTEXTE

Un sondage commandé par la Chambre de commerce du Canada (CCC) en mars 2021 révèle que 51 % des Canadiens continuaient à se rendre au bureau la plupart du temps; 36 % travaillaient de la maison à temps plein; 12 % partageaient leur temps entre le bureau et leur domicile¹. Avec la baisse du nombre de cas et la hausse des taux de vaccination, les Canadiens commencent à voir ce à quoi un retour sécuritaire au bureau peut ressembler.

À l'automne 2021, un plus grand nombre de Canadiens seront pleinement vaccinés, et davantage de Canadiens pourraient choisir d'aller travailler au bureau. Ils seront nombreux à retourner au bureau soit à temps plein ou dans le cadre d'un modèle hybride. Ils pourraient faire la navette ou avoir des interactions avec les clients en personne. Le nombre des cas et les taux de vaccination sont prometteurs; toutefois, l'évolution des variants va appeler à la vigilance et à la mise en place de protocoles de santé et de sécurité. Les employeurs devront exécuter un plan pour la suite, pourtant de nombreuses questions demeurent.

Le gouvernement fédéral a un rôle crucial à jouer dans l'établissement de règlements en santé publique pour les entreprises et de répondre aux questions des employeurs au fur et à mesure du relâchement des mesures de santé publique². Les employeurs peuvent-ils, par exemple, demander aux employés leur statut vaccinal? Les employeurs peuvent-ils imposer le port du masque et la distanciation physique en milieu de travail?

Chose importante, le sondage de la CCC a révélé que 50 % des répondants souhaitant réintégrer un lieu de travail physique ne se sentiraient pas à l'aise de le faire si certains de leurs collègues n'étaient pas vaccinés. Cette donnée fait ressortir la notion selon laquelle, bien que chaque employé ait le droit à la protection de sa vie privée, les employeurs ont la responsabilité de préserver la sécurité et le bien-être de l'ensemble de l'organisation, ainsi que des clients qui pourraient interagir avec leur bureau ou leur personnel.

¹.<https://www.kitchenertoday.com/local-news/the-canadian-chambers-of-commerce-puts-out-four-recommendation-in-order-to-open-offices-successfully-3868772>.

².https://chamber.ca/wp-content/uploads/2021/06/Reopening-the-Workplace_FINAL-FR.pdf.

Certaines entreprises canadiennes et certains établissements postsecondaires ont pris les devants et ont annoncé les mesures qu'ils prendront. Western University, Fanshawe College et l'Université de Toronto par exemple, exigent que les étudiants qui habitent en résidence aient reçu au moins une première dose de vaccin contre la COVID-19 à l'automne de 2021.

Aux États-Unis, Morgan Stanley réclame que leurs employés, les visiteurs et les clients soient pleinement vaccinés pour entrer dans les bâtiments de certains de ses bureaux. Les personnes n'auront pas à montrer la preuve de leur statut vaccinal, car la politique s'appliquera selon un système honoraire.³.

En l'absence de directives du gouvernement fédéral, le Canada risque l'adoption d'une approche fragmentée, ou une situation dans laquelle certains employeurs ne savent pas vraiment ce qu'ils doivent ou peuvent faire, d'autres ne prennent pas les mesures nécessaires pour protéger les employés et les clients sur le lieu de travail et d'autres étendent leur autorité. Une telle situation pourrait conduire à une myriade d'approches au pays. Par ailleurs, en l'absence de directives gouvernementales, les employeurs pourraient s'exposer à des problèmes juridiques et des griefs d'employés qui s'étirent sur la durée.⁴,

Les entreprises au pays et dans chaque secteur prennent des mesures pour réouvrir en toute sécurité et empêcher que les travailleurs soient exposés au virus, notamment des considérations relatives aux masques, au dépistage rapide, à la désinfection, à l'aménagement du lieu de travail, aux systèmes CVC et au traçage des contacts en cas de cas positifs. Le gouvernement fédéral a donné aux employeurs des conseils d'ordre général⁵, , des directives sur le contrôle et la prévention des infections est nécessaire pour aider les entreprises à assurer la sécurité des Canadiens sur le lieu de travail⁶. En l'absence de directives, les progrès accomplis pour contenir le virus pourraient être anéantis.

Enfin, étant donné la demande de trousse de dépistage rapide, le gouvernement fédéral doit continuer à mettre à la disposition des entreprises canadiennes des trousse à usage unique gratuites. Les trousse sont faciles à utiliser et peuvent être utilisées sur les employés asymptomatiques et donnent des résultats en environ 15 minutes. Elles seront essentielles pour ralentir la propagation du virus en milieu de travail, réouvrir en toute sécurité et favoriser le redressement économique.⁷,

³.<https://news.yahoo.com/morgan-stanley-require-covid-19-171143159.html?guccounter=2>.

⁴.https://chamber.ca/wp-content/uploads/2021/06/Reopening-the-Workplace_FINAL-FR.pdf.

⁵.<https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/prevention-risques/orientation-lieux-travail-covid-19.html>.

⁶.https://chamber.ca/wp-content/uploads/2021/06/Reopening-the-Workplace_FINAL-FR.pdf.

⁷.<https://www.thestar.com/business/2021/05/10/theres-enormous-demand-for-this-ontario-businesses-scramble-for-rapid-testing-kits-as-government-unlock-access.html>.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Définisse clairement auprès des employeurs des règles et des directives relatives au statut vaccinal, plus précisément :
 - a) s'ils peuvent exiger ou demander volontairement à leurs employés et clients leur statut vaccinal;
 - b) les mesures de protection de la sécurité et de la vie privée que les employeurs doivent mettre en place pour garantir que les données sont protégées⁸. Ces directives doivent être élaborées en consultation avec les experts juridiques, ainsi que le commissaire fédéral et les commissaires provinciaux et à la protection de la vie privée.
2. Fournisse aux entreprises des orientations sur le contrôle et la prévention des infections en milieu de travail pour assurer la sécurité des employés.
3. Continue de fournir aux entreprises canadiennes des troussees gratuites de dépistage rapide des antigènes de la COVID-19 (dans les cas où les règlements provinciaux ou territoriaux autorisent un dépistage sur place des antigènes par des professionnels paramédicaux) pour autant que les responsables de santé publique recommandent cette pratique pour accompagner une réouverture durable et sécuritaire.

⁸.https://chamber.ca/wp-content/uploads/2021/06/Reopening-the-Workplace_FINAL-FR.pdf.

Transport

Solutions de gestion de la demande en transport pour les zones industrielles et les parcs d'affaires du Canada

DESCRIPTION

Les concepts d'urbanisme qui consistent à définir des objectifs, des affectations du sol et des politiques favorisant les « collectivités entières », où « les projets de construction à forte densité qui entraînent de nombreux déplacements » sont dirigés vers les centres urbains et les zones de développement des transports en commun fréquents où « la plupart des déplacements peuvent être effectués en transport en commun, à pied ou à vélo », partout en Amérique du Nord. Par conséquent, les travailleurs et les entreprises qui, par nécessité et en raison de la politique d'aménagement du territoire, exercent leurs activités dans ces zones, ne bénéficient pas d'un accès équitable à des solutions de rechange aux véhicules à passager unique, contrairement aux travailleurs et aux entreprises qui exercent leurs activités dans des secteurs situés dans les centres urbains pour leurs déplacements quotidiens.

CONTEXTE

Les zones industrielles et les parcs d'affaires sont prévus pour répondre expressément aux besoins des entreprises de fabrication, de transformation, d'entreposage, de distribution, de réparation et de manutention de marchandises de différents degrés d'intensité. En raison de la nature de leurs activités, ces entreprises sont autorisées à s'installer dans des zones éloignées des zones résidentielles, et des entreprises de type « tampon » entre les zones industrielles et les parcs d'affaires d'une part, et les zones où se trouve la majeure partie des logements d'une collectivité d'autre part.

Parallèlement, les régions et les municipalités planifient une croissance axée sur une plus grande densité de logements et de services autour des « centres urbains ». Dans ces zones, on encourage la présence de commerces et de services de proximité, de lieux publics bien aménagés, d'immeubles à bureaux et de commerces à plus forte densité, d'établissements publics et d'enseignement tels que des universités et des musées, et de tous les autres services qui permettent idéalement « d'effectuer la plupart de ses déplacements en transport en commun, à vélo ou à pied ».

Ces concepts d'aménagement constituent un atout indéniable pour les résidents qui se déplacent dans ces centres urbains ou entre différents centres urbains, zones de développement d'un réseau de transport en commun à haute fréquence, où les services de transport sont prévus et où on investit dans les infrastructures de transport en commun. Cependant, les entreprises et les travailleurs des zones industrielles et des parcs d'affaires, volontairement localisés loin des habitations, imposent aux travailleurs de parcourir des distances importantes entre leur lieu de résidence et leur lieu de travail. Les possibilités de transport en commun, telles que les services d'autobus réguliers, ne sont pas disponibles avec la même fréquence ou ne sont pas aussi pratiques pour les travailleurs des métiers spécialisés et techniques qui doivent donc utiliser leur propre véhicule à un seul passager pour se rendre au travail.

Conscients de l'importance du secteur industriel pour l'économie canadienne, certains districts régionaux, comme Metro Vancouver, commencent à élaborer des politiques et des stratégies visant justement à préserver leurs terrains industriels et à cibler davantage les utilisations permises dans les zones désignées comme parcs d'affaires, ce que la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique préconise et ce que reflète sa politique intitulée *Protection of Industrial Lands for Future Prosperity* (2019). Bien que cette stratégie souligne l'importance de la protection des terres et le besoin de « donner aux travailleurs des secteurs industriels accès à des services de transport en commun », elle demeure muette sur les changements éventuels à apporter aux services ou aux investissements du gouvernement pour assurer la disponibilité de ces transports.

La gestion de la demande en transport est une méthodologie employée par les gouvernements (souvent au niveau municipal ou régional) pour collaborer avec les promoteurs ou les propriétaires d'entreprises dans des zones données afin d'offrir des solutions de rechange en matière de transport qui répondent aux besoins précis des travailleurs de leurs entreprises ou de leur région. Par exemple, si deux entrepôts situés dans un parc d'affaires souhaitent ajouter un troisième quart de travail afin d'augmenter la capacité de leurs installations, ils peuvent contacter l'équipe de GDT de Translink pour obtenir de l'aide afin de coordonner un programme de navette, de covoiturage ou de partage de voitures.

Une étude de cas portant sur ce type d'aide est en cours dans le parc d'affaires Gloucester à Langley, où Translink a sondé 200 employés de 12 entreprises (un échantillon de 10 % des entreprises de la région) et en est arrivée à la conclusion que 40 % de ces travailleurs seraient intéressés à participer à un programme de covoiturage pour se rendre à leur travail. Translink a évalué les répondants et a observé que 21 groupes de covoiturage pouvaient éventuellement être constitués, soit 100 personnes.

Les administrations municipales, régionales, provinciales et fédérales doivent investir temps et argent pour comprendre les possibilités qui s'offrent à elles (comme le covoiturage) ou investir dans le développement des pistes cyclables afin de permettre aux travailleurs de se rendre au travail en toute sécurité et de manière efficace. Ces investissements ne profitent pas seulement aux entreprises et aux travailleurs de ces zones industrielles et parcs d'affaires. En réduisant les allers-retours quotidiens et en augmentant la sécurité des déplacements, ils profitent à tous les usagers du réseau routier et contribuent à nos efforts collectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. En mars 2021, le gouvernement fédéral a annoncé son intention d'élaborer la première Stratégie nationale de transport actif du Canada, qui permettra de « coordonner les investissements dans le transport actif afin de refléter les meilleures pratiques en matière d'aménagement, de conception, de réglementation et de normes pour tous les ordres de gouvernement, les communautés autochtones, les organismes sans but lucratif et le secteur privé ». En intégrant les zones industrielles et les parcs d'affaires aux processus de planification des infrastructures à tous les paliers de gouvernement, le Canada permettra à tous les travailleurs de bénéficier d'un accès équitable aux programmes et aux activités destinés à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à améliorer l'efficacité des réseaux de transport régionaux.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Mobilise les provinces, les territoires, les municipalités, les communautés autochtones, les organismes sans but lucratif et les entreprises pour inclure un service de transport dans les zones industrielles et les parcs d'affaires dans l'élaboration de la Stratégie nationale de transport actif et tout investissement futur dans les infrastructures de transport en commun.

NOTES

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13

¹ About Metro Vancouver 2050 (consultée le 19 février 2021), Capital Regional Growth Strategy Indicator Report (consulté le 3 mars 2021), Regional District of Nanaimo Regional Growth Strategy Annual Report 2019 (consulté le 3 mars 2021) En plein essor : Plan de croissance de la région élargie du Golden Horseshoe (consulté le 26 mai 2021).

² Edmonton Metropolitan Regional Growth Strategy (p. xi, 3.1, p. xii, 5.2 - Consultée le 3 juin 2021).

³ Réunion du comité de planification régionale de Metro Vancouver du 5 mars 2021 (44:35-50:49)

⁴ « Parcs d'affaires » : Nous employons ce terme pour englober les utilisations du sol qui sont désignées de différentes manières au pays, mais qui ont des objectifs fonctionnels similaires. Certains districts ou municipalités décrivent ces zones en utilisant différents termes comme « parc d'activité », « corridor », « zone commerciale C2 », « terrain à vocation commerciale », etc.

⁵ Why Manage Transportation Demand, Victoria Transport Policy Institute (Equity), 2017 (Consulté le 5 mars 2021).

⁶ Transit Future Plan, Prince George, janvier 2014 (p. 26) (Consulté le 1er mars 2021).

⁷ Metro Vancouver Regional Industrial Lands Strategy Report (p. 56) (Consulté le 2 février 2021).

⁸ Translink TDM Plans for Development Guidelines FINAL - Juillet 2019

⁹ « Les réponses au sondage mené par le parc d'affaires Gloucester indiquent une demande positive, plus de 40 % des répondants se disant d'une manière ou d'une autre intéressés à participer au programme de covoiturage. » (Cas type de Translink TDM Vanpool à Gloucester)

¹⁰ Transportation Demand Management (TDM) Functional Plan - Halifax Regional Municipality, N.-É. (p. 3, 3.1 - Consulté le 8 juin 2021)

¹¹ Conformément à la politique de la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique intitulée « Enhancing Support for Cycling as a Mode of Workplace Transportation » (2019), et en complément de celle-ci.

¹² Transportation Demand Management: A Small and Mid-Sized Communities Toolkit, Fraser Basin Council (consulté le 18 février 2021).

¹³ Fraser Valley Future 2050: Fraser Valley Regional Growth Strategy – Document de travail 6 (p. 32, 42-43, consulté le 3 mars 2021).

Améliorer la compétitivité, la connectivité et l'accès aux marchés par la création d'un corridor national d'infrastructures

DESCRIPTION

Un leadership et des investissements axés sur la coordination, la planification et la mise en œuvre d'un corridor national d'infrastructures faciliteraient la circulation des marchandises d'un océan à l'autre et amélioreraient la connectivité entre les principales régions rurales et éloignées du pays. La création d'un corridor spécial représenterait un investissement opportun et important dans la qualité de vie économique, sociale et environnementale de tous les Canadiens. De plus, il renforcerait notre compétitivité à titre de principal exportateur de ressources naturelles et de marchandises sur la scène internationale.

CONTEXTE

Le Canada est un vaste pays qui occupe une superficie de 9 984 670 km² d'un océan à l'autre et dont les frontières nationales, provinciales et territoriales uniques sont contrôlées par de nombreuses administrations. La création d'un corridor national d'infrastructures cohérent prévoyant des « emprises » au Canada pour développer les infrastructures de transport et de transmission dans l'intérêt national n'est pas un concept nouveau, mais il est plus important que jamais. C'est le major-général Richard Rhomer qui a été le premier à lancer officiellement cette idée à l'occasion de l'année du centenaire du Canada, il y a plus de cinquante ans. Depuis, nombreux sont ceux qui ont repris cette idée afin de favoriser la prospérité, la croissance économique et la compétitivité du Canada à l'avenir.

Les avantages économiques et sociaux que peut représenter un tel réseau sont nombreux. Il donnerait aux communautés rurales et éloignées la possibilité de se raccorder aux réseaux de transport et de transmission indispensables pour avoir accès à une clientèle nationale et internationale. Bien que les gouvernements mettent souvent l'accent sur le fossé numérique, l'absence d'un accès fiable à Internet continue de poser des problèmes majeurs dans les communautés des Premières nations et les collectivités rurales.¹ Par ailleurs, grâce aux économies d'échelle, le coût des infrastructures diminuera pour la population avec l'augmentation de la connectivité et de l'efficacité des transports.

Un réseau de corridors bien établi inspirera confiance en matière de développement et attirera les investissements du secteur privé. À l'heure actuelle, les opérations minières dans les régions éloignées du Nord sont confrontées à des coûts moyens 2,3 fois plus élevés que les projets en régions non éloignées.² En réduisant cette disparité, un plus grand nombre de projets verra le jour dans ces régions.

¹ The Canadian Northern Corridor Research Program. Infrastructure Policy Trends – The Digital Divide and the Lack of Broadband Access During COVID-19. (2020) <https://www.policyschool.ca/wp-content/uploads/2020/06/Infrastructure-Trends-Digital-Divide.pdf>

² Association of Consulting Engineering Companies. Levelling the Playing Field. (2015) https://www.acec.ca/files/Publications/levelling_the_playing_field.pdf

Il en va de même pour les secteurs pétrolier et gazier qui ont subi les effets de la baisse du cours du brut et qui ne disposent pas d'un accès à la côte et aux marchés internationaux. Les contraintes actuelles et la politique entourant les pipelines ont retardé leur construction au pays.

Un rapport de décembre 2020 indique que les retards accusés dans la construction de nouveaux pipelines ont coûté aux producteurs canadiens de brut lourd environ 14 milliards de dollars américains au cours des cinq dernières années.¹ Les retards de construction, de même que l'annonce récente de l'annulation de l'oléoduc Keystone XL et la situation précaire de la ligne 5, démontrent le besoin criant de se doter d'un plan global qui s'étende à l'ensemble du pays, limite les conflits territoriaux et offre une voie politique clairement définie.

Outre ses avantages économiques, la création d'un corridor national d'infrastructures présenterait des avantages environnementaux considérables. Par définition, un corridor constituerait la voie la plus directe et la plus efficace pour le développement de l'infrastructure nationale, et aurait une empreinte géographique moindre que les infrastructures actuellement nécessaires pour déplacer et transmettre les produits énergétiques, les télécommunications, les biens de consommation et les ressources naturelles partout au pays. Par extension, les coûts des évaluations environnementales seraient réduits sans pour autant en sacrifier la qualité ou l'efficacité. En outre, les produits énergétiques et les matières premières propres pourraient être transportés plus efficacement et en toute sécurité grâce aux « emprises » du corridor.

Une bonne partie de la recherche actuelle sur une solution et un tracé possibles pour un corridor est effectuée par l'École de politique publique de l'université de Calgary et le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), grâce à des fonds du gouvernement fédéral.²

¹ IHS Markit Analysis. (2020). Delays for New Pipelines Cost Canadian Heavy Crude Producers at Least \$14 Billion Since 2015, IHS Markit Analysis Finds.

https://news.ihsmarkit.com/prviewer/release_only/slug/2020-12-22-delays-for-new-pipelines-cost-canadian-heavy-crude-producers-at-least-14-billion-since-2015

² *The Canadian Northern Corridor*, université de Calgary, The School of Public Policy, 2021. <https://www.canadiancorridor.ca/>

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Finance et appuie d'autres recherches sur la création d'un réseau national de corridors d'infrastructures.
2. Planifie la mise en place d'un réseau national intégré de corridors d'infrastructures afin de permettre aux marchés de toutes les provinces et territoires d'avoir facilement accès à n'importe quelle côte canadienne.
3. Sollicite les principaux intervenants de l'industrie et les entreprises canadiennes pour étudier des tracés possibles pour un corridor national d'infrastructures et élaborer une analyse de rentabilité solide à l'appui d'un tel projet.

Établir un cadre national d'infrastructure et de vente au détail pour les véhicules zéro émission (VZE) et les véhicules électriques (VE) au Canada

DESCRIPTION

Il existe actuellement un déficit d'infrastructure et un manque de soutien du marché pour favoriser adéquatement l'adoption des VZE et des VE au Canada, ce qui aura un effet négatif sur l'objectif du gouvernement fédéral de stimuler une économie carboneutre.

CONTEXTE

Le gouvernement fédéral a toujours cherché à réduire les émissions de gaz à effet de serre au pays, l'objectif actuel étant d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Le gouvernement fédéral a déjà lancé une approche multidimensionnelle pour décarboniser les transports dans le cadre du plan de croissance de l'économie carboneutre, comme le souligne le budget fédéral de 2021. Le gouvernement a élargi cet objectif en annonçant que tous les nouveaux véhicules vendus d'ici 2035 seront des VZE. Avec l'adoption d'autres mesures politiques, passer des véhicules à moteur à combustion aux VZE représente un moyen viable d'atteindre cet objectif, tout en jouant un rôle de moteur économique. Les VE, en particulier, représentent une solution induite par le marché pour appuyer ce développement, car de nombreuses entreprises, tant au Canada qu'à l'étranger, ont annoncé leur intention de réorienter leur production pour fabriquer davantage de VE. GM a même annoncé que l'ensemble de sa gamme sera constitué de VE d'ici 2035. Au Canada, le marché des VE est déjà en croissance, les achats de véhicules électriques représentant 3,7 % des achats de véhicules neufs au troisième trimestre de 2020, contre 3,3 % au trimestre précédent. Cette croissance jouera un rôle clé dans la stratégie fédérale relative aux VZE, dont l'objectif est de faire passer la part de marché des VZE à 10 % d'ici 2025 et à 100 % d'ici 2050.

À l'échelon national, le Canada a tardé à réagir à ce marché en expansion. Bien que des mesures aient été prises pour accroître la production nationale, investir dans des projets d'exploitation minière et offrir des incitatifs à l'achat, il n'existe aucun plan d'infrastructure national pour stimuler cette croissance. Le principal problème est le manque de bornes de recharge pour soutenir efficacement l'adoption massive des véhicules électriques zéro émission, que ce soit par les particuliers ou les entreprises. À l'heure actuelle, on compte plus de 5 000 bornes de recharge publiques pour VE au pays, principal moyen de recharger les VZE. Ce chiffre ne se compare pas favorablement à celui d'autres pays, notamment les États-Unis, qui comptent près de 100 000 stations de recharge publiques pour VE dans l'ensemble du pays. Le budget le plus récent prévoit 376 millions de dollars pour les stations de recharge et de ravitaillement des VZE à l'échelon national. Si cette infrastructure n'est pas mise en place, et si l'on ne continue pas à investir dans d'autres types de VZE, la transition vers ces derniers et les VE sera ralentie, ce qui nuira à la capacité du Canada d'atteindre ses objectifs actuels de réduction des émissions de GES.

Outre le fait que l'infrastructure de recharge nationale fait défaut, les consommateurs et les détaillants sont également préoccupés par le peu d'informations dont ils disposent. En effet, le peu d'information sur des points essentiels comme la durée de vie de la batterie et les coûts de réparation rend la commercialisation et la vente des VE difficiles. Seulement 20 % des Canadiens estiment avoir une connaissance suffisante des VE pour se sentir à l'aise d'en acheter un, tandis que seulement 38 % sont au courant des possibilités de rabais actuelles. Étant donné que les VE représentent la plus grande part de marché des VZE, il est probable que les connaissances des consommateurs sur les autres types de véhicules (p. ex. moteur à hydrogène) soient encore plus faibles.

Si les clients n'ont pas une connaissance suffisante de tous les avantages des VZE et des VE, cela a un effet sur les détaillants d'automobiles. En effet, la part de marché de l'ensemble des VZE et la demande sont actuellement trop faibles pour que les détaillants automobiles investissent de manière significative dans le stockage et l'entretien de ce type de véhicules.

Le gouvernement fédéral devra veiller à ce que des renseignements fiables soient communiqués aux consommateurs et aux détaillants, afin de les rassurer et de faciliter la transition vers les VZE et les VE.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Collabore avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour élaborer un cadre d'infrastructure pour les VZE et les VE afin d'aider le gouvernement fédéral à atteindre ses objectifs de réduction des GES et ses objectifs concernant le commerce au détail de ces véhicules.
2. Collabore avec les organismes de réglementation provinciaux et territoriaux et les services publics d'électricité pour élaborer des lignes directrices cohérentes afin d'accélérer le déploiement de l'infrastructure nationale de recharge des VE et élaborer un cadre à long terme pour permettre aux particuliers et aux entreprises d'avoir plus facilement accès à cette infrastructure.
3. S'assure qu'il y ait suffisamment de mécaniciens formés pour l'entretien des VZE et des VE au pays, en offrant des crédits de formation et en collaborant avec les établissements d'enseignement pour délivrer les titres nécessaires.
4. Rende l'information incluant la durée de vie des batteries de VZE et de VE, les coûts de réparation et les avantages de rabais plus accessibles afin de rassurer les détaillants et les clients quant à la fiabilité des VE et à leur coût.
5. Établisse la priorité des financements et des incitatifs et les augmente afin de développer l'infrastructure de charge publique et commerciale.
6. Encourage l'adoption commerciale de VE par les consommateurs et les entreprises au Canada en élargissant les règles et les critères d'admissibilité du programmes de VZE afin d'augmenter les options sur les VE, y compris les véhicules plus adaptés aux applications des flottes, afin d'être admissible à répondre aux besoins en transport des consommateurs et des entreprises.

7. Collabore avec les organismes de réglementation et de normalisation afin d'assouplir les barrières aux investissements nationaux et internationaux en harmonisant les codes, les normes et les autorisations au Canada.

NOTES

¹, ², ³, ⁴, ⁵, ⁶, ⁷, ⁸, ⁹, ¹⁰

¹.<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique/carboneutralite-2050.html>

².<https://www.budget.gc.ca/2021/report-rapport/p2-fr.html#chap6>

³.<https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/canada-electric-cars-2035-1.6085540#:~:text=1678-,Le%20gouvernement%20libéral%20aannoncé%20mardi%20qu'il%20accélère%20son%20objectif,%20de%20zéro%20Démission%20des%20véhicules.>

⁴.https://www.barrons.com/articles/gm-stock-ev-all-electric-lineup-2035-51611867146?mod=article_inline

⁵.<https://electricautonomy.ca/2021/02/11/canadian-ev-sales-data-q3-2020/>

⁶.<https://www.researchandmarkets.com/reports/5124718/canada-electric-car-market-2019-2025#:~:text=Canada%20electric%20car%20market%20is,20.0%25%20during%20the%20forecast%20period.&text=In%20addition%20the%20federal%20government,2030%20and%20100%25%20by%202040.>

⁷.<https://www.plugndrive.ca/public-charging/#:~:text=Canada%20a%20bien%20plus%205%20C000,peut%20être%20difficile%20à%20trouver.>

⁸.<https://www.statista.com/statistics/416750/number-of-electric-vehicle-charging-stations-outlets-united-states/>

⁹.<https://www.budget.gc.ca/2021/report-rapport/p2-fr.html#chap6>

¹⁰.<https://ipolitics.ca/2021/05/12/canada-must-act-fast-to-benefit-from-americas-shift-to-electric-cars/#:~:text=The%20L%C3%A9ger%20poll%20found%20that,up%20to%20%245%20C000%20is%20available>

Améliorer la fluidité du transport ferroviaire de marchandises au Canada

DESCRIPTION

Le chemin de fer a permis d'unifier notre pays et demeure l'un des piliers de son activité économique, car il permet le transport de marchandises, de matières premières et de passagers partout au pays. Les problèmes de fluidité de ce réseau ont des effets économiques importants sur les entreprises ferroviaires et la fiabilité de la chaîne d'approvisionnement.

CONTEXTE

Selon l'Association des chemins de fer du Canada, « le secteur canadien du transport ferroviaire de marchandises est l'épine dorsale de notre économie, acheminant plus de 320 milliards de dollars de biens, chaque année, sur le réseau pancanadien. Nos chemins de fer desservent la presque totalité des secteurs de l'économie canadienne : de la fabrication à l'agriculture, en passant par les ressources naturelles, le commerce de gros et le commerce de détail. (...) Aujourd'hui, proche de 70 pour cent du trafic marchandises intervilles de surface et la moitié des exportations canadiennes sont acheminées par rail. »¹

Selon l'Association des chemins de fer du Canada, les chemins de fer sont très économiques puisqu'ils permettent de transporter « une tonne de marchandises sur un kilomètre pour un peu plus de 3,50 cents. »¹ Ils sont également plus respectueux de l'environnement que les autres moyens de transport. « Les trains sont en moyenne de trois à quatre fois plus écoénergétiques que les camions. Une seule locomotive peut transporter une tonne de marchandises sur plus de 210 kilomètres avec un seul litre de carburant, retirant plus de 300 camions de nos routes congestionnées. »²

Compte tenu des 40 000 kilomètres de voies ferrées réglementées par le gouvernement fédéral³, l'un des principaux objectifs des intervenants du transport ferroviaire est d'assurer la « fluidité » du réseau, c'est-à-dire la capacité de faire circuler librement les marchandises vers leur destination. Des goulots d'étranglement peuvent survenir à différents endroits du réseau de transport, provoquant des retards dans la chaîne d'approvisionnement, des pertes financières et des problèmes de sécurité.

Chaque fois que le rail rencontre la route directement à un « passage à niveau », des ralentissements peuvent se produire et les problèmes de sécurité augmentent. Il est important que les différents ordres de gouvernement financent correctement les infrastructures pour les viaducs et les ponts (sauts-de-mouton) afin de relever ces défis.

Le transport ferroviaire peut également être confronté à des difficultés liées aux disparités entre « le premier et le dernier kilomètre ». La capacité d'expédier des marchandises depuis les principales cours de triage vers leur destination finales est un aspect important d'une chaîne d'approvisionnement fiable, et nécessite une infrastructure adéquate et des plans pour combler les lacunes.

Bien que de nombreux problèmes de fluidité soient liés à l'infrastructure, les récentes manifestations qui ont entravé les lignes ferroviaires canadiennes ont causé d'importantes perturbations et des problèmes de sécurité. La protection des infrastructures essentielles d'intérêt national contre les manifestants est indispensable au bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement nationale.

Au Canada, on compte environ 14 000 passages à niveau publics et 9 000 passages à niveau privés. 3 Récemment, Transports Canada a mis en place un nouveau « Règlement sur les passages à niveau » pour les passages à niveau de compétence fédérale auquel les lignes ferroviaires devaient se conformer d'ici fin 2021. Toutefois, en raison des circonstances extraordinaires de l'année dernière, les intervenants du secteur ferroviaire ont exprimé des inquiétudes quant au respect de cette échéance, ce qui a poussé Transports Canada à proposer une prolongation d'un an pour les passages à niveau à risque élevé et une prolongation de trois ans pour tous les autres passages à niveau. 4 Cette proposition donne aux entreprises un peu de temps supplémentaire pour se conformer au nouveau règlement tout en s'attaquant d'abord aux endroits présentant un risque élevé.

Nous applaudissons l'engagement du gouvernement fédéral annoncé dans le budget 2021, d'investir 1,9 milliard de dollars pour reconstituer le Fonds national des corridors commerciaux et permettre des investissements qui « rendraient le système de transport du Canada plus fluide, ce qui appuierait la relance économique, en plus d'accroître la prospérité à l'échelle du pays. L'atténuation des goulots d'étranglement et de la congestion permettra aussi de réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada. » 5

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Collabore avec l'industrie ferroviaire et les intervenants concernés pour :

1. Créer une stratégie nationale pour combler les lacunes en matière d'infrastructures essentielles touchant la sécurité ou la circulation rapide des marchandises, apporter des améliorations générales aux chemins de fer, aux passages à niveau et aux passages supérieurs, et améliorer les installations portuaires.
2. Soutenir les investissements dans l'infrastructure des chemins de fer d'intérêt local afin de mieux répondre aux besoins du premier et du dernier kilomètre.
3. Compte tenu des circonstances extraordinaires causées par la COVID-19, permettre aux compagnies ferroviaires de se conformer au Règlement sur les passages à niveau selon un calendrier prolongé, en fonction des niveaux de risque, afin de faciliter l'accès aux marchés.

NOTES

1, 2, 3, 4, 5

¹ <https://www.railcan.ca/fr/101/les-chemins-de-fer-marchandises-du-canada-un-moteur-de-leconomie-2/>

² <https://www.railcan.ca/fr/101/rail-is-green-transportation-fr/>

³ <https://tc.canada.ca/fr/transport-ferroviaire/passages-niveau/reglement-passages-niveau-ce-que-vous-devez-savoir>

⁴ <https://parlonstransport.ca/rpn>

⁵ Fonds national des corridors commerciaux - Budget fédéral 2021 - page 162

Projet de train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail Canada

DESCRIPTION

Le partage des rails entre le transport de marchandises et de passagers a atteint ses limites dans le corridor Windsor-Québec, créant un goulot d'étranglement pour plusieurs industries canadiennes forcées de transiter par la région la plus peuplée et achalandée du pays. Le projet de TGF de VIA Rail Canada – tel qu'inscrit dans le budget fédéral présenté le 19 avril 2021 – prévoit dédier de nouvelles voies réservées au transport de personnes entre Toronto et Québec, améliorant grandement l'efficacité du transport de marchandises en parallèle. Avec des trains de passagers plus fréquents, plus rapides et plus ponctuels, le projet de TGF de VIA Rail Canada contribuera à la relance économique par la création d'emplois, le développement économique interrégional, le tourisme, et l'optimisation de l'infrastructure, tout en favorisant la réduction des GES.

CONTEXTE

En croissance de plus de 30% de 2015 à 2019, le nombre de passagers dans le corridor Windsor-Québec a atteint 4,7 millions de billets vendus avant la pandémie. Cet engouement pour les déplacements intercités sur les trains de VIA Rail se heurte toutefois à la possibilité d'ajouter des départs – et donc d'augmenter la croissance – parce que VIA Rail ne possède que 3% de l'infrastructure sur laquelle circulent ses trains.

Avec 60% de la population canadienne résidant le long du corridor, le tracé dédié du projet de TGF devient un enjeu stratégique pour le Canada sur les points suivants:

- **Création d'emplois :** En période de relance économique post-pandémie, le projet de TGF de VIA Rail prévoit la création de milliers d'emplois durant le cycle de vie du projet.
- **Développement économique :** Dans le cadre du projet de TGF, VIA Rail propose d'étendre son réseau actuel en y ajoutant plus de 850 km de voie ferrée et prévoit une augmentation marquée de l'achalandage dans le Corridor, grâce à la réduction de temps de parcours, l'augmentation de la ponctualité à plus de 95% et la multiplication des départs dans certaines portions du Corridor. En reliant plus de communautés avec des départs plus nombreux et plus ponctuels, des horaires mieux adaptés aux besoins d'affaires et des trajets plus rapides, le projet de TGF contribuera à tisser des liens commerciaux en simplifiant les déplacements d'affaires et en favorisant le travail et le repos à bord des trains. Le projet de TGF permettra aussi aux employeurs du corridor d'élargir leur bassin de main-d'œuvre en alliant transport et télétravail.
- **Tourisme :** L'industrie du tourisme comptait pour 2% du PIB en 2017, avec 1 emploi sur 10 selon une étude réalisée par McKinsey (2018). Cette même étude indique que le potentiel de croissance de l'industrie est important, grâce à l'appréciation mondiale de la « marque Canada », mais se heurte au manque de transport entre les villes (74% des touristes vont à Toronto, Montréal et Vancouver). Le projet de TGF viendra fluidifier les correspondances intermodales en multipliant les transferts entre divers modes de transport, dans le but d'amener plus de touristes à se déplacer à l'intérieur du Canada.

- Optimisation de l'infrastructure : Tel qu'identifié par plusieurs chambres de commerce, la création d'un couloir distinct de rail passagers entre Québec et Toronto sera profitable au secteur du transport de marchandises, qui pourra optimiser lui aussi son infrastructure propre et générer davantage d'activité économique. Par exemple, il est possible de penser aux avantages d'optimiser davantage les voies ferroviaires pour transporter encore plus efficacement les produits céréaliers provenant des Prairies, ou encore des biens de consommation faisant la distance par transport ferroviaire, entre la Colombie-Britannique et le Québec. Le projet de TGF libère également une partie du trafic routier sur les autoroutes du corridor, qui représente un enjeu important de congestion à l'entrée des villes.
- Réduction des GES : Par le nombre de fréquences plus élevé, la ponctualité des trains sur des voies dédiées et la rapidité accrue des trajets, le train devient une alternative à l'automobile. La Chambre de Commerce du Canada a ainsi évalué dans son rapport de 2017 « Stuck in Traffic for 10,000 Years » que le TGF réduirait la congestion routière de 2,4 millions de voitures dans le corridor, en plus de réduire les coûts de maintenance des autoroutes. Commandée en 2018, la mise en service d'une nouvelle flotte de trains s'étendra de 2022 à 2025 sur les voies ferrées actuelles, avec des locomotives bi-modes électricité-diesel. Le projet de TGF inclut l'électrification des voies et les nouvelles locomotives seront ainsi prêtes à y rouler. La mise en service du TGF contribuera à l'effort du Canada pour atteindre sa nouvelle cible de réduction des GES.

Il est à noter que plusieurs municipalités ont exprimé publiquement le souhait de voir le projet de TGF de VIA Rail se concrétiser, dans le but de démarrer sa mise en service le plus rapidement possible, incluant des lettres ouvertes signées par les maires de Toronto, Peterborough, Ottawa, Montréal, Trois-Rivières et Québec. À savoir, plus de la moitié des segments voyagés ne se font pas entre deux grandes villes sur le tracé actuel.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Approuve le financement global et presse VIA Rail Canada d'entreprendre l'ensemble du projet de TGF dans les plus brefs délais.
2. Donne la priorité au projet de TGF et à d'autres services de train de passagers, comme étant essentiels à l'atteinte de nos objectifs climatiques.
3. Élabore une stratégie pour étendre le service de TGF au-delà du projet actuel Toronto-Québec.

Maintien des opérations dans les infrastructures stratégiques de transport maritime et résilience des chaînes d'approvisionnement internationale

DESCRIPTION

Les ports sont des maillons essentiels de la chaîne d'approvisionnement et des portes d'entrée qui acheminent les produits sur le marché : ils sont donc un élément important de l'économie canadienne et conditionnent la compétitivité des entreprises canadiennes. Les infrastructures portuaires représentent un maillon essentiel pour soutenir ces partenariats internationaux en assurant la réception et l'acheminement de marchandises destinées au commerce mondial dont la valeur des exportations représente à elle seule plus de 90 milliards canadiens. Reconnus par la Loi maritime du Canada en tant qu'agent économique occupant un rôle stratégique pour le commerce, nos ports internationaux avec des terminaux à conteneurs assurent également la sécurité des collectivités en favorisant un approvisionnement diversifié et régulier, notamment en produits alimentaires et médicaux qui ne sont pas disponibles au Canada. Pour fonctionner adéquatement, ces infrastructures stratégiques doivent offrir un approvisionnement fiable en plus d'être capables de manutentionner d'importants volumes de biens destinés à tout le pays. Alors que les opérations portuaires peuvent être entravées par des relations de travail hasardeuses avec des employés qui sont ne pas ceux des Administrations portuaires canadiennes, elles sont pourtant essentielles pour des dizaines de milliers d'entreprises, mais aussi pour tous les Canadiens et des Canadiennes, résidents ou non des régions côtières et qui sont les usagés finaux des importations et des exportations qui y sont réalisées. Le pays souhaitant augmenter les échanges internationaux rendus possibles par les nouveaux accords de libre-échange, la réputation du Canada ne peut plus être remise en question à l'occasion d'une interruption dans l'un de ses principaux ports. Le gouvernement du Canada se doit de maintenir des opérations dans les infrastructures stratégiques de transports de marchandises et favoriser ainsi la résilience des chaînes d'approvisionnement internationale.

CONTEXTE

La pandémie de COVID-19 ainsi que les perturbations provoquées par un blocus ferroviaire et un conflit de travail au Port de Montréal (2020 et 2021) ont démontré, tout comme la grève survenue au Port de Vancouver (2019), que le Canada doit maintenir la circulation des biens et des marchandises qui entrent, sortent ou circulent sur son territoire. Les biens et marchandises qui transitent par des infrastructures stratégiques, tels que reconnus dans la Loi maritime du Canada, sont essentiels à la prospérité économique du pays, mais aussi à la santé et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes qui ne peuvent souffrir de pénuries en particulier pour des produits pharmaceutiques ou bioalimentaires. Comme plusieurs associations sectorielles l'ont souligné, allant de l'industrie forestière jusqu'à la production agricole, en passant par l'industrie manufacturière automobile et le commerce de détail, les activités portuaires impliquant la manutention de conteneurs ne peuvent être totalement arrêtées sans conséquences graves pour les manufacturiers, les producteurs alimentaires et les services de santé que l'on retrouve dans toutes les provinces.

La compétitivité des entreprises canadiennes et du Canada sur les marchés internationaux repose sur la présence d'infrastructures de transports permettant d'acheminer ou de s'approvisionner à un coût et dans des délais compétitifs les marchandises requises. Les effets induits provoqués par un arrêt de travail nuisent considérablement à la relance économique et menacent des emplois de qualité dans des secteurs stratégiques du Canada. De plus, chaque moment d'incertitude concernant la fiabilité des services d'un port canadien favorise ultimement un port concurrent américain pour recevoir les trafics initialement destinés à un port canadien dont les services sont incertains ou compromis. Par conséquent, une telle dynamique affaiblit la compétitivité du Canada.

Le droit à la négociation d'une convention collective ne signifie pas qu'un conflit de travail puisse légitimement engendrer des conséquences disproportionnées ou des catastrophes économiques, tel que l'impact négatif de 600 millions de dollars provoqué par une première grève visant les conteneurs du Port de Montréal, ni qu'il puisse provoquer l'équivalent de la fermeture d'une partie de nos frontières. Cette situation est reconnue par le Parlement du Canada avec l'adoption d'une loi permettant la reprise et le maintien des activités au Port de Montréal après que les acteurs économiques de tout le pays aient dénoncé une situation les forçant à assumer des coûts et des délais contraires à l'intérêt collectif des Canadiens et des Canadiennes.

La dynamique du commerce international dont une large part se fait exclusivement par conteneurs et la nature des activités logistiques permet difficilement de maintenir uniquement le transport des marchandises critiques, notamment les produits biomédicaux et pharmaceutiques, qui sont pourtant protégés par des lois provinciales leur conférant un statut essentiel.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Travaille de concert avec ses partenaires, dont les administrations portuaires, les associations d'employeurs et les syndicats, afin d'adapter le code canadien du travail pour que ce dernier évite toute catastrophe économique en tenant compte du caractère essentiel des chaînes d'approvisionnement maritimes et détermine un niveau essentiel d'opérations portuaires pour qu'aucun arrêt de travail significatif ne vienne nuire à la santé, la sécurité et la compétitivité du Canada.
2. Procède à l'identification et à l'adoption de mécanismes de résolution de conflit de travail adaptés aux opérations dans les ports internationaux canadiens.

Mesures de soutien des petits aéroports et des aéroports de taille moyenne

DESCRIPTION

La pandémie de COVID-19 a eu d'énormes répercussions sur l'ensemble du milieu des affaires au pays. Plusieurs mesures de sécurité et publiques visant à protéger les résidents, parfois nécessaires, ont nui à l'économie. Parmi les mesures de santé publique figurent la fermeture de la frontière canadienne aux ressortissants non essentiels et le maintien des opérations dans seulement quatre aéroports pour assurer le transport aérien international ont entraîné une baisse des voyages. Avec les restrictions de déplacement à l'intérieur et à l'extérieur des provinces ainsi que le message du gouvernement appelant à ne pas voyager, les vols intérieurs ont chuté à 10 % de l'affluence de 2019 (1). Les aéroports ont perdu plus de 5,5 milliards de dollars en revenus en 2020-2021, et se sont endettés de 2,8 milliards de dollars supplémentaires. (2) Il est essentiel que le Canada maintienne des mesures pour soutenir les petits aéroports et les aéroports de taille moyenne.

CONTEXTE

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence de nombreux défauts du système de gestion de transport, notamment en ce qui a trait aux petits aéroports et aux aéroports de taille moyenne au Canada. Au Canada Atlantique, tous les aéroports sauf deux, celui de Halifax et du Grand Moncton, ont subi une cessation de leurs opérations. Les opérations se sont poursuivies durant la pandémie, mais les compagnies aériennes ont cessé leurs activités et presque toutes les routes ont été suspendues à ces aéroports et à d'autres infrastructures au pays. Plusieurs aéroports ont connu une situation semblable dans tout le pays. Les petits aéroports et les aéroports de taille moyenne de moins de 3 millions de passagers par an connaissent des temps difficiles depuis l'apparition de la pandémie de COVID-19, en raison de l'arrêt quasi total des liaisons et des vols aériens et de l'interruption des activités touristiques. Les aéroports de toutes les provinces et territoires doivent désormais s'adapter à une nouvelle réalité, et il faudra de nombreuses années avant de pouvoir revenir au niveau de 2019.

Aéroports (échantillon selon le trafic de passager. Non concluant.)

- Alberta - Fort McMurray, Lethbridge et Medicine Hat
- Colombie-Britannique – Abbotsford et aéroport Prince George
- Nouveau-Brunswick – Grand Moncton, Fredericton et Saint John
- Terre-Neuve – Gander
- Nouvelle-Écosse - Sydney
- Ontario – London, et Thunder Bay
- Î-P-É – Charlottetown
- Québec – Bagotville, Sept-Îles et Val-d'Or

(4)

De nombreux autres aéroports plus petits traversent une période extrêmement difficile et incertaine dans toutes les provinces et territoires.

D'après les estimations des experts en aviation et de la plupart des aéroports, le plein retour à des niveaux de service et à des volumes de passagers standards ne pourra pas se faire avant 2024-2025. De plus, les entreprises du tourisme à la plupart des destinations canadiennes ne s'attendent pas à enregistrer des résultats similaires à ceux de 2019 avant la même période.

Pour éviter de mettre les aéroports dans une situation encore plus précaire, il est essentiel que le gouvernement du Canada mette des mesures en place pour veiller à un redressement rapide lorsque les marchés du transport aérien et du tourisme rebondiront.

Les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux petits aéroports et aux aéroports de taille moyenne ont été sporadiques depuis le début de la pandémie, et ont souvent été trop peu trop tard. Pourtant, les aéroports génèrent d'énormes retombées à l'échelle nationale sur le développement économique des collectivités et des régions canadiennes. En 2016, les aéroports du Canada ont injecté pas moins de 48 milliards de dollars dans l'économie du pays et ont contribué 19 milliards de dollars au PIB, en plus de générer quelque 194 000 emplois et 13 milliards de dollars en salaires. Si de telles contributions sont certes considérables, il est encore plus remarquable de constater à quel point nos aéroports jouent un rôle important dans la création de débouchés pour tous les Canadiens – et les entreprises canadiennes. (2)

Le redressement économique à la suite de la pandémie de COVID-19 donne une incroyable occasion au gouvernement fédéral de revoir les mécanismes de financement des petits aéroports et des aéroports de taille moyenne, qui assurent le développement économique des régions et une liaison constante avec le reste du pays et d'autres destinations internationales.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

Comme la majeure partie du revenu des aéroports provient des passagers qui passent les portes de l'aéroport, le soutien financier devrait être réglementé jusqu'à ce que les activités reprennent et qu'un plus grand nombre de passagers se remettent à fréquenter les aéroports plus régulièrement pour faire des voyages d'affaires ou d'agrément. C'est pourquoi, en vue de permettre aux petits aéroports et aux aéroports de taille moyenne d'accéder à du financement pour modifier leur infrastructure, s'il faut répondre aux exigences de test de dépistage pour les besoins de la COVID-19 ou d'autres crises sanitaires, et pour maintenir des opérations adéquates dans tous les aéroports, le gouvernement du Canada doit instaurer les mesures suivantes :

1. Continuer de verser la Subvention salariale d'urgence du Canada pour financer les salaires des aéroports en vue de maintenir des opérations aéroportuaires jusqu'au 30 juin 2022.
2. Maintenir le fonds de soutien aux aéroports en raison de l'importance régionale et stratégique dans le réseau aéroportuaire du Canada.
3. Conserver les augmentations de financement et les modifications apportées aux critères d'admissibilité du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires.
4. Prolonger l'Initiative du transport aérien régional d'au moins cinq ans pour renforcer les routes régionales et aider le secteur aérien à rétablir les liaisons régionales.
5. Supprimer de manière permanente le loyer versé au gouvernement fédéral pour le bail foncier pour les aéroports de moins de 3 millions de passagers par an.

NOTES

1, 2, 3, 4

¹ Conseil des aéroports du Canada, 2021

² Conseil des aéroports du Canada, 2021

³ Conseil des aéroports du Canada, L'impact économique des aéroports du Canada, 2019
Statistique Canada. Tableau : 23-10-0253-01, Trafic aérien de passagers aux aéroports canadiens, annuel

Assurer la pérennité des entreprises de la porte d'entrée du Pacifique

DESCRIPTION

La Colombie-Britannique est la porte d'entrée du Pacifique au Canada, la porte privilégiée du commerce asiatique vers l'Amérique du Nord et le monde. Une alliance unique entre le gouvernement et le secteur privé assure un mouvement continu et fiable des conteneurs, des marchandises en vrac, des marchandises diverses et du fret aérien. Le transport est un soutien essentiel à la croissance et au développement économiques, et c'est pour cette raison qu'il fait l'objet d'une attention particulière dans le Plan de transport de la porte d'entrée du Pacifique 2012-2020. (1) Plus que tout autre secteur, le transport remplit la double fonction de générer des emplois directs et de soutenir la création d'emplois, le développement et le progrès dans toute la Colombie-Britannique. Bien que des progrès significatifs aient été réalisés dans certaines parties de cette stratégie, la vallée du Fraser en Colombie-Britannique présente une lacune importante.

CONTEXTE

Qu'il s'agisse de semi-remorques et de remorques transportant des marchandises, de grumiers et de camions industriels desservant les industries des ressources, ou de plus petits camions desservant les entreprises locales, le transport par camion soutient notre économie et contribue à maintenir une qualité de vie élevée pour tous les Canadiens. L'industrie du transport routier représente 2 % du PIB de la Colombie-Britannique, emploie environ 40 000 personnes et est plus importante que d'autres grandes industries, notamment le secteur de l'exploitation forestière, le secteur des pâtes et papiers, le secteur pétrolier et gazier. (2)

Chaque année, des marchandises d'une valeur de plus de 3 milliards de dollars sont transportées par camion entre nos ports d'entrée et le reste du Canada, et plus d'un million de camions se rendent aux États-Unis ou en viennent par les trois postes frontaliers des basses-terres continentales. Pour un grand nombre de collectivités et d'intervenants du secteur des transports, il est essentiel d'accroître l'efficacité économique et la sécurité du secteur du transport routier commercial.

Le recensement de 2016 a indiqué que la population d'Abbotsford a augmenté de 5,9 % au cours des cinq dernières années, ce qui est supérieur à la moyenne nationale et à celle de la Colombie-Britannique. Les villes voisines d'Abbotsford ont connu une croissance plus rapide, avec une hausse de 6,6 % à Mission et de 7,5 % à Chilliwack. La baisse des prix des logements, par rapport à la région métropolitaine de Vancouver, continuera de favoriser la croissance démographique à l'avenir.

Un rapport récent sur l'offre de terrains industriels dans les basses-terres continentales, réalisé pour la ville d'Abbotsford (3), indique que la forte performance économique de la province de la Colombie-Britannique a contribué à stimuler l'intérêt pour le développement et la location dans la région. Toutefois, l'absence de nouvelles offres a créé un marché très limité sur le plan de l'offre, caractérisé par des taux d'inoccupation très bas. La conversion de terrains industriels à usage résidentiel dans la région métropolitaine de Vancouver a également contribué à cette pénurie.

La vallée du Fraser a longtemps représenté une offre primaire de terrains à vocation industrielle. La rareté des options foncières dans la région métropolitaine de Vancouver et la hausse des valeurs ces dernières années ont accéléré la migration des propriétaires-occupants industriels vers l'est, en direction des options plus abordables de la vallée du Fraser. Le marché d'Abbotsford est l'un de ceux qui connaissent la croissance la plus rapide, avec une augmentation annuelle du stock de 6,4 %, et une augmentation de 4,8 % à Chilliwack, comparativement à Surrey (4,2 %) et Langley (3,1 %).

La congestion de l'autoroute 1, les accidents, les arrêts quotidiens et les retards sont devenus un mode de vie pour les navetteurs, les étudiants et le trafic commercial sur le tronçon de l'autoroute 1 entre Langley et Abbotsford. Les itinéraires de rechange se limitent aux routes rurales et résidentielles locales ou à l'autoroute Fraser à deux voies, qui est déjà très encombrée et ne convient pas au trafic commercial. Si les navetteurs attirent l'attention des médias, il ne faut pas oublier que le transport de biens et de services depuis la porte d'entrée du Pacifique est un élément essentiel de l'économie du reste du Canada. Les camions commerciaux représentent environ 8,5 % de la circulation totale sur le tronçon Abbotsford de la Transcanadienne.

En raison du volume croissant de marchandises transitant par le Port Metro Vancouver, la croissance continue de l'aéroport de Vancouver et la migration des installations logistiques vers l'est, dans la vallée du Fraser, les exigences du trafic commercial sur l'infrastructure routière actuelle de l'autoroute 1 atteignent des proportions alarmantes.

L'économie du Canada dépend d'un réseau de transport sécuritaire, fiable et efficace. De cet énoncé, il suffit d'un bref saut de logique pour reconnaître qu'une économie canadienne forte et saine dépend fortement d'une industrie du routier dynamique, prospère et efficace pour assurer la bonne marche de l'économie.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Reconnaisse la priorité de l'autoroute 1 en tant que catalyseur économique important et établisse un calendrier prioritaire pour les élargissements et les améliorations nécessaires à la porte d'entrée du Pacifique;
2. S'assure qu'un engagement de financement est pris par tous les ordres de gouvernement pour garantir l'achèvement du projet en temps opportun;
3. révisé et mette à jour le Plan de transport de la porte d'entrée du Pacifique afin de refléter le déplacement de l'activité industrielle et commerciale vers la section de la vallée du Fraser de la porte d'entrée.

NOTES

^{1, 2, 3}

¹ http://www.pacificgateway.gov.bc.ca/documents/120402_Gateway_Strategy.pdf

² <http://www.bctrucking.com/news/bc-move-road-map-gets-it-right-trucking>

³ <https://abbotsford.civicweb.net/filepro/documents/?preview=51140>

L'accès aérien dans les régions rurales et éloignées

DESCRIPTION

L'accès aérien pour les Canadiens des régions rurales et éloignées a toujours été un défi. Les compagnies aériennes luttent pour offrir des itinéraires et un accès aux régions rurales et éloignées de façon économique tout en maintenant un bilan positif. Les compagnies aériennes ont souvent amorti les pertes subies en desservant les régions rurales afin d'acheminer les passagers vers d'autres plaques tournantes nationales et internationales ou les coûts accrus ont été assumés principalement par les voyageurs d'affaires.

Par ailleurs, les aéroports comptent généralement sur le trafic de passagers pour près de 90 % de leurs revenus, mais avec des volumes de trafic très faibles, les aéroports ruraux et éloignés ont moins de compagnies aériennes et de passagers avec lesquels couvrir les coûts associés à l'entretien d'infrastructures et d'équipements essentiels coûteux.

Les compagnies aériennes et les aéroports régionaux ont besoin de l'aide fédérale pour survivre à la charge supplémentaire créée par la COVID-19 et continuer à desservir les communautés éloignées pendant le reste de la pandémie et au-delà.

CONTEXTE

Le Canada est le deuxième plus grand pays du monde, mais avec une densité de population de 10 personnes par mille carré, le Canada se classe au 222^e rang sur 232 pays en termes de densité de population. Le nord du Canada a une densité de population de moins d'une personne par mille carré et représente environ 40 % de la masse terrestre du Canada, mais seulement environ 0,3 % de la population du Canada.

En raison de la grande superficie du Canada et sa faible population, il est essentiel de disposer d'un réseau de transport aérien qui relie toutes les collectivités canadiennes de façon efficace et transparente. Les collectivités des trois territoires du Canada ainsi que les collectivités des régions nordiques de toutes les provinces du Canada dépendent fortement, et dans certains cas, exclusivement, des services aériens régionaux pour les déplacements entre les collectivités régionales et pour l'accès aux plaques tournantes régionales ainsi qu'aux centres du sud.

Il y a actuellement plus de 20 transporteurs aériens régionaux qui offrent un service aérien à environ deux tiers de toutes les collectivités canadiennes qui reçoivent actuellement un service aérien régulier. Les transporteurs aériens régionaux offrent non seulement des services essentiels aux collectivités qu'ils desservent, mais ils contribuent également de façon importante aux économies régionales grâce à l'emploi local et aux achats locaux.

Les réseaux de routes régionales ne sont pas toujours reliés aux réseaux de routes principales, ce qui désavantage ces collectivités et leurs voyageurs en termes de développement économique régional, de coûts de transport et d'accès aux marchés nationaux et internationaux.

Parallèlement, les administrations municipales et les gouvernements provinciaux ou territoriaux possèdent et exploitent la plupart des aéroports ruraux et éloignés du Canada, et leurs finances dépendent de petites assiettes fiscales et de l'aide fédérale à l'infrastructure. En raison des faibles volumes de trafic, les aéroports ruraux et éloignés ont toujours dû faire face à des coûts élevés associés à l'entretien d'infrastructures et d'équipements essentiels et coûteux, comme les pistes, les voies de circulation, le balisage lumineux des pistes, l'équipement de déneigement et l'équipement de lutte contre les incendies d'aéronefs.

Les transporteurs aériens étant généralement privés, les collectivités rurales qui possèdent et exploitent leurs propres aéroports ont fait ce qu'elles ont pu pour alléger la charge qui pèse sur eux, suspendant dans certains cas la redevance d'atterrissage et renonçant aux frais de location pour apporter une aide à court terme aux transporteurs. Mais tant le propriétaire de l'aéroport que le transporteur aérien ont besoin de l'aide fédérale pour se rétablir et assurer le maintien de l'accès aérien dans les régions rurales et éloignées dans les années à venir.

LES RÉPERCUSSIONS DE LA COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur les entreprises, les collectivités et la croissance économique dans tout le pays, l'industrie du voyage et du tourisme étant parmi les plus durement touchées. En conséquence, de nombreuses compagnies aériennes ont dû réduire leurs services et certaines régions rurales ont perdu leur seule liaison aérienne.

Si les restrictions étaient/sont nécessaires pour freiner la propagation du virus, il est évident qu'elles ont fait peser une charge importante sur les entreprises, les aéroports et les compagnies aériennes. La pandémie a fait ressortir les inégalités en matière de transport auxquelles sont confrontées les collectivités rurales.

La perte d'un service aérien régulier dans une collectivité rurale ou éloignée représente plus que le simple inconvénient de ne pas avoir d'options de voyage de loisirs, c'est la perte de services médicaux, y compris les visites chez les spécialistes et les soins spécialisés comme les interventions chirurgicales, la chimiothérapie et les tests de diagnostic, ainsi que les déplacements des dentistes et des médecins. Cela nuit à la capacité d'une collectivité à faire sortir des marchandises exigeant un transport rapide, comme les tests de laboratoire. Cela signifie la perte d'options de voyage essentielles pour les entreprises qui cherchent à se promouvoir ou à se développer.

Le service aérien vers les collectivités rurales et éloignées du Canada doit être considéré comme un service essentiel et nous demandons au gouvernement de s'assurer que des programmes sont en place pour soutenir nos collectivités et de travailler avec les collectivités pour s'assurer que les aéroports régionaux et les compagnies aériennes restent viables. Il existe des exemples à l'échelle internationale dont nous pouvons nous inspirer et des programmes existants au Canada qui peuvent être étendus et élargis.

LES PROGRAMMES EXISTANTS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE ET AU CANADA

Le programme *U.S. Essential Air Service* (le programme américain de service aérien essentiel), qui existe depuis longtemps, assure que les petites communautés conservent un lien avec le système national de transport aérien des États-Unis, avec une subvention si nécessaire. Le programme prévoit des niveaux de service minimums, le nombre minimum de sièges qui doivent être fournis et d'autres critères.

L'Australie, dont la zone de service comprend des régions rurales et éloignées, a mis en place le *Regional Aviation Access Programme* (RAAP) [le programme d'accès régional à l'aviation]. Ce programme apporte « une aide aux propriétaires d'aéroports régionaux à l'échelle de l'Australie pour entreprendre des travaux essentiels, en promouvant la sécurité aérienne et l'accès aux communautés par l'intermédiaire du Programme des aéroports régionaux ». Les lignes directrices du RAAP stipulent que « le gouvernement australien s'engage à assurer aux collectivités régionales et éloignées d'Australie un accès raisonnable aux services aériens vers les grandes villes et autres centres principaux ». Des fonds ont été affectés au maintien ou à la mise en place de la connectivité aérienne régionale sur une période donnée et le transporteur a garanti des tarifs communautaires avec un montant fixe par passager calculé pour soutenir les coûts d'exploitation minimaux.

Grâce à des programmes temporaires, comme le *Regional Airline Network Support* (RANS) [le soutien au réseau de compagnies aériennes régionales], mis en place pour assurer la continuité de la connectivité régionale pendant la pandémie en subventionnant les sièges, les efforts déployés en Australie ont permis aux compagnies aériennes régionales de se rétablir plus rapidement que leurs homologues internationaux, ce qui a permis d'augmenter les revenus des compagnies aériennes et du pays.

Les programmes existants au Canada ont été utiles, mais ils doivent être élargis et renforcés pour répondre aux besoins des collectivités rurales et éloignées. En particulier, le financement de 75 millions de dollars pour l'accès essentiel aux collectivités éloignées annoncé l'an dernier, l'Initiative du transport aérien régional (ITAR) annoncée dans l'Énoncé économique de l'automne de 2020 et le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA), qui existe depuis longtemps, sont des programmes très importants qui offrent des bouées de sauvetage aux aéroports régionaux et aux compagnies aériennes régionales.

L'été dernier, le gouvernement fédéral a annoncé un financement de 75 millions de dollars, en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, pour assurer des niveaux minimums d'accès aérien essentiel à 140 collectivités éloignées, ainsi que l'approvisionnement continu en nourriture, en fournitures médicales et en autres biens et services essentiels. Ce financement a été important, mais la pandémie a duré plus longtemps que prévu.

L'ITAR est conçu pour apporter un soutien aux entreprises et aux aéroports régionaux admissibles qui contribuent directement au transport aérien régional. Le fonds est conçu pour aider à assurer que la connectivité et les services aériens régionaux sont maintenus et que les routes régionales sont reconnectées. Cependant, avec seulement 206 millions de dollars sur deux ans à distribuer par les six agences de développement économique régional, ce financement sera réparti de manière très limitée dans tout le pays.

Le PAIA apporte une aide financière aux aéroports régionaux accueillant entre 1 000 et 525 000 passagers par an pour des projets d'infrastructure et des équipements liés à la sécurité. Le programme a été renforcé temporairement pendant la pandémie de COVID-19 par un montant supplémentaire de 186 millions de dollars sur deux ans. Le financement du programme ayant été gelé à 38 millions de dollars par an au cours des 20 dernières années, même avant la pandémie, le PAIA était sous-financé. Les aéroports du Canada ont réclamé au moins 95 millions de dollars par an pour faire face à l'inflation et aux exigences réglementaires croissantes.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. considère le service aérien aux collectivités rurales et éloignées comme un service essentiel en soutenant financièrement les aéroports et les compagnies aériennes rurales et régionales et en favorisant la connectivité aux réseaux mondiaux des principaux transporteurs aériens du Canada;
2. examine d'autres modèles internationaux de soutien aux services aériens régionaux pour l'accès aux collectivités rurales et éloignées, comme aux États-Unis et en Australie, et mette en œuvre un modèle qui fonctionne pour le Canada;
3. prolonge le soutien financier aux aéroports régionaux et aux compagnies aériennes par l'intermédiaire du programme du gouvernement fédéral pour l'accès aérien essentiel aux collectivités éloignées et de l'Initiative du transport aérien régional avec un financement supplémentaire pour 2022 et au-delà;
4. prolonge indéfiniment le financement élargi du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires à 95 millions de dollars par an et examine les lacunes en matière d'infrastructure aéroportuaire qui doivent être comblées par d'autres programmes;
5. s'engage avec les compagnies aériennes régionales, les aéroports, les entreprises locales, les communautés autochtones et non autochtones pour déterminer les lignes directrices, les exigences minimales en matière de capacité, et les défis en matière de coûts après la pandémie de COVID-19 pour les compagnies aériennes régionales exploitant dans les collectivités éloignées et rurales;
6. soutienne les aéroports et les compagnies aériennes régionales par d'autres subventions, lorsque cela est jugé nécessaire.

Secteur aérien et tourisme

DESCRIPTION

Les secteurs de l'aviation et du tourisme au Canada ont été particulièrement durement touchés par la pandémie de COVID-19. La myriade de mesures publiques prise à juste titre pour endiguer significativement la transmission du virus a fait chuter les voyages internationaux d'environ 95 % par rapport aux niveaux de 2019. Les mesures de santé publique en matière de voyages, y compris : la fermeture de la frontière canadienne aux ressortissants non essentiels, l'imposition d'un séjour de 72 heures dans un hébergement approuvé par le gouvernement et de quarantaine à destination, l'obligation de faire un test PCR avant le départ et à l'arrivée et la canalisation du transport aérien international essentiel dans seulement quatre aéroports, ont contribué à la baisse des voyages. Au Canada, avec les confinements, les déplacements inter- et intraprovinciaux

CONTEXTE

La prolongation de la pandémie coûtera aux aéroports canadiens la perte de plus de 5,5 milliards de dollars en revenus en 2020-2021 et un endettement accru de 2,8 milliards de dollars pour rester ouverts et maintenir des opérations sécuritaires et sécurisées. Selon l'Association du transport aérien international (IATA), à l'échelle mondiale, les transporteurs aériens devraient afficher une perte de 47,7 milliards de dollars en 2021. La pandémie a eu des répercussions plus grandes sur les voyages et le tourisme qu'en ont eu le 11 septembre, le SRAS et la crise économique de 2008 combinés.

L'aide offerte par le gouvernement dans l'Énoncé économique de l'automne 2020 et le Budget fédéral de 2021 n'est pas adaptée aux besoins du secteur. Le financement est versé sans qu'il soit clair de la direction que va prendre l'industrie et vise uniquement à maintenir à flot l'industrie au fur et à mesure que les voyages reprennent peu à peu. L'enveloppe d'aide au tourisme de 1 milliard de dollars prévue au Budget 2021 représente une contribution précieuse à l'économie touristique et apporte le soutien nécessaire à la survie du secteur en attendant qu'il puisse commencer à se reconstruire. De la même façon, les enveloppes d'aide offertes aux transporteurs aériens visent simplement à donner suffisamment de soutien pour attendre la reprise. Globalement, aucun de ces programmes ne tient compte des répercussions à long terme ni ne développe le potentiel du secteur de se reconstruire mieux, pour être plus écologique et résilient.

Le risque immédiat des répercussions à long terme de la pandémie sur le secteur comprend la reconstruction des réseaux aériens et de la connectivité mondiale par des transporteurs étrangers dont les pays ont amorcé une reprise plus tôt avec moins de restrictions et davantage d'aide. Rien ne garantit que le Canada retrouvera son rôle dans l'aviation et le tourisme à l'échelle mondiale. Les résultats négatifs se traduiront probablement par une perte d'emplois, une baisse des investissements étrangers directs et des échanges commerciaux, et un rétrécissement de l'offre et une hausse du prix des billets pour les Canadiens.

La reconstruction après la pandémie donne l'occasion au gouvernement d'adopter une nouvelle approche centrée sur la réalisation du potentiel économique de l'industrie du voyage et du tourisme. C'est l'occasion d'aller de l'avant en proposant une série de politiques et de programmes qui serviront les intérêts de l'industrie tout en améliorant l'économie, l'environnement et la compétitivité de la nation. Certaines de ces initiatives ont un prix, mais beaucoup sont des perspectives stratégiques peu ou pas coûteuses qui peuvent présenter des avantages considérables pour le pays.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

1. Prenne des mesures en amont pour veiller à ce que les coûts de l'infrastructure du transport aérien, qui est largement tributaire du modèle de l'utilisateur payeur (aéroports, NavCanada, ACSTA), sont adéquatement financés, afin que les fournisseurs de service ne soient pas obligés d'augmenter considérablement leurs prix et leur endettement, ce qui augmenterait le coût des voyages pour les consommateurs et saperait la compétitivité des aéroports et des compagnies aériennes dans le monde.
2. Offre aux Canadiens des incitatifs fiscaux pour les années 2022 et 2023 pour les encourager à voyager localement ou au Canada. L'incitatif fiscal devrait présenter les caractéristiques suivantes :
 - a) un crédit d'impôt de 25 % sur les dépenses admissibles à concurrence de 5 000 \$, montant réclamé minimum de 500 \$;
 - b) les dépenses admissibles doivent comprendre au moins un hébergement pour une nuit pour les déplacements récréatifs;
 - c) les dépenses doivent comprendre un hébergement (hôtel, motel, emplacement de camping), un moyen de déplacement (avion, train, autobus), des repas (restaurant) et des activités (en rapport avec la destination);
 - d) être limité aux voyages au Canada.
3. Réinstaure le programme de remboursement de la TPS pour les visiteurs internationaux. Le Canada est le seul pays de l'OCDE à appliquer une taxe de vente sur les biens achetés par des visiteurs étrangers.
4. Maintienne une aide financière à l'infrastructure de sûreté, de sécurité et de transport dans les aéroports, dont :
 - a) un moratoire sur les baux fonciers pour au moins cinq ans ou jusqu'à ce que l'activité reprenne, afin de couvrir les frais d'exploitation et atténuer le besoin d'augmenter les tarifs pendant la reprise;
 - b) l'offre d'un plus grand nombre d'options de prêt sans intérêts et de programmes d'aide opérationnelle;
 - c) un refinancement du Programme des infrastructures essentielles des aéroports étant donné la demande très élevée;
 - d) rendre permanentes les augmentations de financement et les modifications apportées aux critères d'admissibilité du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires;
 - e) un refinancement et un prolongement de l'Initiative du transport aérien régional de cinq années supplémentaires pour s'assurer que le programme a des effets positifs et atteint son objectif d'aider le secteur aérien à se redresser sans nuire aux liaisons régionales;
 - f) ouvrir le processus de demande de financement auprès du Fonds national des corridors commerciaux refinancé.
5. Appuie une transition vers une économie plus verte, y compris des carburants durables.

6. Appuie et favorise la connectivité mondiale des aéroports et des transporteurs aériens canadiens et, pour faciliter les voyages vers le Canada, le gouvernement devrait adopter des politiques qui tirent parti des avantages géographiques du Canada dans les voyages mondiaux, y compris :

a) mette largement en place une modernisation de l'autorisation de voyage électronique (AVE 2.0).

AVE 2.0 autorise les voyageurs provenant de pays nécessitant un visa de visiter le Canada ou de passer par le Canada avec une autorisation de voyage électronique s'ils ont un visa de séjour des États-Unis valide ou s'ils ont eu un visa canadien au cours des 10 dernières années. Cette démarche soutiendra les routes aériennes internationales et encouragera le tourisme canadien en rendant plus facile l'entrée au pays ou le transit par le pays de voyageurs à faibles risques.

b) refonde le système de traitement des visas au Canada et le remplace par une infrastructure moderne de visa numérique afin de réduire la main-d'œuvre et renforcer l'intégrité du système de visas et le confort des voyageurs.

c) mette en place un programme de preuves de vaccination afin de vérifier et de communiquer numériquement le statut d'inoculation et les résultats test de dépistage de la COVID-19. La preuve de vaccination devrait être intégrée à l'application existante ArriveCAN de l'Agence des services frontaliers du Canada dans l'immédiat et à un programme intégré et interopérable à l'échelle mondiale à moyen terme.

7. Modernise la Loi sur les douanes afin de permettre aux aéroports internationaux d'offrir des achats hors taxes à l'arrivée aux voyageurs internationaux entrants. Cette mesure pourrait appuyer la stratégie pour le tourisme au Canada et permettre aux visiteurs d'acheter des produits fabriqués au Canada à l'arrivée, de la façon que de nombreux autres pays dans le monde, et autoriser les aéroports à tirer profit de cette nouvelle source de revenus afin de contribuer au redressement et à un nouveau revenu fiscal pour le gouvernement.

Améliorations des liaisons terrestres vers les aéroports internationaux du Canada

DESCRIPTION

Les aéroports sont reconnus comme des catalyseurs économiques pour les collectivités qu'ils servent, fournissant des emplois et des investissements. Les villes et régions mondialement concurrentielles comptent sur leurs aéroports pour les relier au monde entier. La prospérité économique d'une ville et d'une région est inextricablement liée à sa connectivité avec le reste du monde. Le gouvernement fédéral, aux côtés de tous les paliers de gouvernement, doit appuyer la construction de l'infrastructure nécessaire pour améliorer les liaisons terrestres entre les aéroports internationaux du Canada et investir dans l'avenir.

CONTEXTE

Les grands aéroports pivots internationaux soutiennent la croissance et la prospérité économique en élargissant la portée du commerce, de l'investissement étranger direct et du tourisme et, en facilitant une intégration plus étroite avec les marchés internationaux, une connectivité accrue fournit aux villes et régions de meilleures possibilités de croissance économique. Au sein du marché mondial concurrentiel, qui l'est encore plus avec les répercussions de la pandémie sur l'économie mondiale, le Canada et les villes canadiennes doivent saisir les possibilités qui offrent à nos économies les meilleures chances de succès.

Les aéroports sont également des liens essentiels dans la chaîne d'approvisionnement du Canada. Le Canada est une nation commerçante et le transport aérien appuie les activités d'exportation en facilitant l'expédition rapide des marchandises et en aidant les gens d'affaires à rejoindre les marchés nationaux et internationaux. L'importance du fret aérien est apparue clairement durant la pandémie alors que les exportations par avion ont augmenté de 3,8 % au 1^{er} trimestre de 2020 par rapport au 1^{er} trimestre de 2019 et que d'autres modes d'expédition ont connu une baisse ou sont restés stables. Et le facteur déterminant d'un maillon fort de la chaîne d'approvisionnement est la liaison entre les sources mondiales et les marchés et le réseau national terrestre et les sources mondiales et les marchés auxquels donnent accès les aéroports internationaux.

Dans le monde entier, les pôles d'échanges multimodaux sont un élément commun des grands aéroports internationaux. Les liaisons de transport qu'offrent ces pôles accomplissent plusieurs fonctions; ils assurent le transport des passagers à destination et en provenance de l'aéroport; ils détournent des voitures des routes congestionnées pour faire de la place à la circulation des marchandises; ils servent de grandes plaques tournantes de transport terrestre régional, fournissant des liens clés entre les emplacements régionaux et les modes de transport; et ils relient les employés aux emplois à l'aéroport et dans la zone d'emploi avoisinante.

L'investissement dans de meilleures liaisons de transport a donné des résultats positifs dans l'économie. Il rend les entreprises plus concurrentielles, leur permet d'attirer et de retenir les gens de talent, d'acheminer les marchandises plus efficacement, renforce nos collectivités et entraîne des réductions des GES et des émissions.

Par exemple, la région du Grand Toronto et de Hamilton est la quatrième région la plus agréable du monde, mais le temps de déplacement, qui est le pire au Canada, entrave sa progression. La congestion croissante des routes a des répercussions négatives sur l'économie, car elle limite ou atténue la croissance économique potentielle dans les villes et les régions. Aux États-Unis, 90 % des régions métropolitaines comptant entre cinq et sept millions d'habitants ont au moins deux grands centres de mobilité.

Ainsi, Chicago a Unions Station et Lasalle Street Station et la ville de New York a Grand Central Station, WTC Transportation Hub et Penn Station. Mais la région du Grand Toronto et de Hamilton, qui compte 9,2 millions d'habitants, n'a qu'un seul grand centre de mobilité.

Conscients de l'importance de la connectivité des transports vers les aéroports internationaux, les villes et les régions qui sont connectées à l'échelle mondiale, les gouvernements et les aéroports ont commencé à contracter d'importants engagements et investissements qui appuieront la prospérité économique et la compétitivité de l'économie locale et nationale.

En Colombie-Britannique, l'Aéroport international de Vancouver (YVR) a été le premier aéroport du Canada à avoir une liaison ferroviaire. L'aéroport a sa propre station sur le réseau SkyTrain, appelée YVR-Airport, qui relie l'aéroport et ses passagers au réseau ferroviaire rapide de Vancouver par la Canada Line.

Le gouvernement fédéral a continué de reconnaître l'importance de liens multimodaux essentiels en annonçant récemment son soutien au Réseau express métropolitain (REM) au Québec qui relie l'aéroport Trudeau de Montréal au centre-ville de Montréal, à la Rive Nord, à la Rive Sud et à l'ouest de l'île de Montréal, et de son soutien à l'extension du réseau de train léger de la ville d'Ottawa vers l'aéroport international d'Ottawa.

En Ontario, l'Aéroport international Pearson de Toronto Pearson, qui est situé au cœur de la région du grand Toronto et de Hamilton, a actuellement un lien ferroviaire direct avec le centre-ville de Toronto, mais c'est un seul élément de la connectivité souhaitée. Situé au carrefour de quatre grandes autoroutes et de plusieurs réseaux ferroviaires planifiés et existants (GO RER, Eglinton Crosstown LRT, Finch LRT, Mississauga BRT et une éventuelle ligne de chemin de fer à grande vitesse), l'aéroport est un emplacement idéal pour un centre régional de transport qui pourrait relier des emplois et des centres d'innovation dans la grande région de Golden Horseshoe et favoriser une circulation efficace des marchandises dans la deuxième plus grande zone d'emploi au pays, ainsi que les opérations non négligeables d'entreposage du fret et de distribution.

Les pôles de transport sont un élément commun des aéroports du globe. Pour que le Canada et ses villes puissent rivaliser avec leurs concurrents sur le marché mondial, l'offre d'options de transport aux millions de personnes qui transitent ou voyagent à destination et en provenance des aéroports de notre pays, et la garantie d'une libre circulation des marchandises ne peuvent plus être considérées comme un luxe.

RECOMMANDATIONS

Que le gouvernement du Canada :

avec ses partenaires provinciaux et municipaux, renforce la connectivité des transports entre les villes mondiales du Canada et leurs aéroports internationaux afin de permettre aux économies locales, régionales et nationales d'être plus concurrentielles sur le marché mondial. Pour ce faire, il faut appuyer les activités de planification régionale, les études de faisabilité, le développement d'infrastructures et l'octroi d'un financement dédié continu à la connectivité des transports.

NOTES

1

¹ <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/economist-economiste/state-of-trade-commerce-international-2020.aspx?lang=fra#23>